

La vie et les travaux du CERVIP Centre d'Etudes et de Recherches sur la  
Violence à finalité Politique

## LE SÉMINAIRE DE RECHERCHE SUR LA VIOLENCE A FINALITÉ POLITIQUE

Le séminaire, lieu d'étude de la criminalité politique à partir de  
l'information et du renseignement ouverts, a été créé au printemps de 1986  
comme département spécialisé de l'Institut de Criminologie.

Il est placé sous l'autorité des directeur et directeur adjoint de  
l'Institut, le Professeur Jean-Claude Soyer, le Doyen André Decocq et  
dirigé par Xavier Raufer, chargé de cours à l'Institut.

A l'origine de ce séminaire, un postulat et une constatation

· Ce que l'on appelle terrorisme, ou violence politique, possède une  
réalité objective, indépendante de nos moyens d'investigations  
-scientifiques, médiatiques ou policiers. La connaissance directe de cette  
réalité échappe bien évidemment, du fait des impératifs de la  
clandestinité, à qui ne dirige pas une organisation violente; encore cette  
connaissance ne s'étend-elle dans ce cas, vu l'absence d' "internationales"  
, qu'à un seul mouvement et ne couvre-t-elle qu'une période donnée, en  
raison des risques du métier.

Mais si l'observateur ne peut procéder à une description complète de la  
réalité, il peut tout du moins tenter de la rendre intelligible : isoler  
des éléments identifiables, reconnaissables, stables, mettre en évidence  
des régularités, révéler des structures sous jacentes.

· " Il ne suffit pas de savoir comment est fait un système pour comprendre  
son fonctionnement, surtout quand ses éléments ont une structure interne  
complexe" dit René Thom dans "Paraboles et catastrophes " . C'est très vrai  
pour ce qui nous préoccupe : raison de plus, partant d'horizons nationaux  
et professionnels divers, pour travailler ensemble à constituer un corps de  
données sérieuses, des généalogies, des topologies des terrorismes et à les  
mettre en archives. Voilà tout le propos de notre séminaire.

Depuis l'été de 1987, l'activité de séminaire est prolongée par l'édition  
d'un bulletin, les "Notes & Etudes" réalisé par Xavier Raufer et François  
Haut maître de conférences à l'Université Paris II.

Depuis sa fondation, le séminaire, qui est réservé aux représentants en  
activité des diverses instances de l'Etat intéressées par la violence  
politique et à leurs invités étrangers, a abordé les thèmes suivants

\* Printemps 1986  
(Avril 1986)

GENESE DE L'IDÉOLOGIE ET DE LA MÉTHODOLOGIE DES GROUPES  
EUROTERRORISTES A  
TRAVERS TROIS TEXTES LÉGENDAIRES

" Souvenirs d'un terroriste"

Il s'agit des mémoires de Boris Viktorovitch Savinkov, tout d'abord membre,

puis chef, de l'Organisation de Combat du Parti Socialiste Révolutionnaire Russe. Savinkov vécut comme acteur direct toute la période, comprise entre 1903 et 1909, du "terrorisme central", celle des attentats dirigés contre les hauts responsables du pouvoir, y compris le Tsar. Ces souvenirs ont été rédigés "à Chaud", en 1909, et sont d'un exceptionnel intérêt. On voit naître sous nos yeux la méthodologie terroriste contemporaine, et la comparaison avec l'actualité nous permet de découvrir son extraordinaire stabilité.

L'étude de ce texte permettra de vérifier la permanence de la méthodologie de cette branche du terrorisme dont le modèle organisationnel est la société secrète conspirative.

Une version abrégée des "Souvenirs" a été publiée en 1931 chez Payot. Les éditions Champ Libre en ont assuré la réédition intégrale en 1982 (400 pages, 120F.)

"L'insurrection armée"

C'est un ouvrage très technique, un authentique manuel, l'œuvre, comme le dit sa préface française (signée collectivement par "le comité central du Parti Communiste, Section Française de l'Internationale Communiste, 1931") d'un "révolutionnaire actif qui a lutté les armes à la main contre le monde capitaliste". Il est écrit par "A. Neuberg", pseudonyme collectif de circonstance, et la maison d'édition suisse qui le publie est totalement fictive. Si l'éditeur et l'auteur sont fantomatiques, le contenu, lui, est des plus concrets. Le livre débute par ces mots : "L'insurrection armée est la forme la plus haute de la lutte politique du prolétariat". Le ton est donné. Les principaux chapitres s'intitulent "le bolchevisme et l'insurrection", l'analyse des soulèvements armés de Hambourg (1923), Reval (Estonie, 1924), Canton puis Shanghai (1926); l'"organisation des forces armées du prolétariat", l'évolution des opérations combattantes au début et en cours de l'insurrection, etc.

Ce texte a fait rêver les maoïstes qui songeaient, dans la France des années 68-70, à la guérilla urbaine. Il a fourni de précieux conseils à ceux qui, en Allemagne fédérale, en Italie, sont passés à l'acte sous les bannières très paléo-kominterniennes des Brigades rouges et de la Fraction armée rouge. Maspéro en a tenté une timide réédition, vite saisie, en 1970.

L'analyse de ce texte permettra de comprendre la permanence du modèle kominternien pour les Organisations Communistes Combattantes euroterroristes.

"Mini-manuel de la guérilla urbaine"

Il s'agit d'une petite brochure de 60 pages au format de poche (14 X 20 cm.). La seule édition intégrale en langue française du "Mini-Manuel" constitue en réalité l'ensemble du N° 56 du bulletin "Tricontinental", V° année, numéro de novembre 1970. Ce bulletin, distinct de la revue du même nom, était à l'époque interdit de diffusion sur le territoire français et "Publié en espagnol, anglais et français par le secrétariat exécutif de l'OSPAAAL, la Havane, Cuba". L'OSPAAAL c'était la fameuse "tricontinentale", l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Ce mini-manuel, daté de juin 1969, est l'œuvre

de Carlos Marighella, responsable communiste passé au maoïsme, chef d'une organisation clandestine de lutte armée, l'Avant-garde Populaire Révolutionnaire; il tombe sous les balles de la police le 4 novembre suivant. C'est un texte très technique, illustré de schémas d'armes démontées. Les principaux thèmes abordés sont : La préparation technique du guérillero urbain, les principes tactiques, les avantages initiaux de la guérilla urbaine (GU), les genres et les formes d'action de la GU (Attaques, hold-up, incursions, occupations, embuscades, tactiques de rue, exécutions, séquestrations, sabotages, guerre des nerfs, terrorisme, propagande armée, etc.). On y trouve aussi un chapitre sur la stratégie de la GU.

Outre ses aspects techniques, l'étude du mini-manuel permet de souligner la force du modèle latino-américain (Tupamaros, VPR, etc.) sur les groupes euroterroristes, notamment la Fraction armée rouge.

\* Printemps 1986- 2  
(Mai juin 1986)

## LE TERRORISME TRANSNATIONAL ISSU DU PROCHE ORIENT ESSAI DE RATIONALISATION D'ENTITÉS PRÉTENDUMENT IRRATIONNELLES

(Fractions armées révolutionnaires libanaises, Fatah Commandement Révolutionnaire, "Jihad Islamique")

Le projet de ce second séminaire est de tenter d'y voir clair dans un domaine où règne la plus grande confusion : le terrorisme proche-oriental. A partir de la documentation ouverte et accessible en provenance de divers pays d'Europe et du Proche-Orient, mais aussi de l'expérience et des connaissances des participants, nous tenterons de répondre aux questions suivantes :

Farl, groupe d'Abou Nidal, Jihad Islamique :

- Quelle est la nature de chacun de ces groupes ?
- Quelle est leur idéologie, leur logique d'action ?
- Que nous apprend le calendrier des activités de ces groupes ?
- Que savent-ils faire ? Que ne font-ils jamais ?
- Quelles sont leurs cibles ?
- Ont-ils des liens avérés avec des Etats de la région ? Lesquels ?
- Quelle autonomie ont-ils par rapport à leurs "sponsors" ?
- Quelle résistance offrent-ils à la répression ?
- Enfin -surtout- sont-ils prévisibles ?

\* Automne 1986  
(Novembre 1986)

## PEUT-ON ANTICIPER LES VAGUES DE TERRORISME ? COMMENT ? A PARTIR DE QUELLES SOURCES

Il est banal de dire que, lorsqu'on s'intéresse à une personne, celle-ci tend, en retour, à s'intéresser à vous. C'est ainsi que divers groupes de guérilla urbaine actifs sur notre territoire national éprouvent un vif

intérêt pour la méthodologie des diverses instances de répression. Nous consacrerons donc notre séminaire au regard terroriste sur le continuum police justice, et tenterons notamment d'apporter une réponse à une question centrale: les techniques de police classique peuvent-elles permettre le démantèlement durable d'une organisation terroriste ?

- Les organisations communistes combattantes (Action directe, Fraction armée rouge, etc.) devant la répression, à partir des archives du Groupe Olivier de Lyon, et de divers documents inédits en provenance de RFA.

- Les groupes transnationaux issus du Proche-orient (Fatah-CR, FARL, ASALA, etc.) et les instances de lutte antiterroriste.

\* Printemps 1987 (Avril, mai, juin 1987)

## LA CLANDESTINITÉ, ELEMENT CENTRAL DE LA PRATIQUE TERRORISTE

L'importance du sujet est telle que le séminaire fera pour la première fois appel à des personnalités extérieures, choisies en fonction de leur expérience sur tel ou tel élément du problème : un médecin psychiatre des hôpitaux de Paris, un ancien responsable maoïste des années 68-72, un ancien responsable national des FTP, par la suite secrétaire à l'organisation du PCF, un universitaire spécialisé dans l'activité du FLN en France pendant la guerre d'Algérie (qui a eu Joseph Ibrahim Abdallah dans son séminaire...)

Le point de départ de ce séminaire est que la clandestinité n'est qu'une forme particulière de l'évolution de l'être humain dans un milieu hostile, comme le sont la montagne, la mer, l'espace. On sait que la fréquentation prolongée de ces éléments entraîne chez les alpinistes, les plongeurs, les astronautes des modifications psychologiques substantielles; donne naissance à de véritables mystiques associant les notions de risque, de danger, d'audace.

Notre séminaire abordera les points suivants

- La clandestinité, ses besoins, sa pratique dans une grande métropole des années 80, essai de définition et de description de la vie clandestine,

- La psychologie du clandestin : analyse de documents et de confessions provenant de terroristes actifs en Europe : AD, RAF, BR, ETA, etc.,

- La clandestinité, le terrorisme, dans l'imaginaire des militants révolutionnaires des années 60-70,

- Clandestinité et guérilla résistante 1941-44, l'expérience des FTP; l'appareil clandestin du PCF comme modèle de l'Organisation Communiste Combattante,

- La guerre clandestine en France et le monde arabo-musulman, 1954-62 : l'appareil et l'action du FLN.

- Conclusion : clandestinité et contre-ingérence : les " traces " du clandestin sont-elles décelables, et comment ?

\* Automne-hiver 1987-88  
(Octobre 1987, janvier février 1988)

## REVOLUTION / TERRORISME ISLAMIQUES QUE SAIT-ON VRAIMENT ?

Chaque jour vous voyez arriver sur vos bureaux des informations de tous ordres portant sur des individus, des organisations, des événements.

Or plus l'usage des stratégies indirectes, dont les terrorismes, se répand de par le monde, plus la coopération des pays-cibles se développe, plus ces pays eux-mêmes étoffent leurs instances de renseignement et plus ce flot va grossissant. C'est tout spécialement vrai des terrorismes Proche-orientaux : là, le vrai problème, ça n'est pas le manque d'informations : c'est le trop-plein. Il est donc important de pouvoir dégager une logique cohérente d'un amas de nouvelles confuses, de savoir relier ces informations entre elles sans commettre de contre-sens; bref, de se doter, d'une capacité d'analyse permettant une réflexion stratégique, spécialement dans un domaine où l'anticipation correcte des mouvements de l'adversaire peut être vitale. C'est pourquoi notre séminaire automne-hiver se propose de réfléchir aux questions suivantes

- Révolution Islamique et terreur : que veut, que cherche la République Islamique d' Iran ( RII),
- “Faucons” et “ colombes” à Téhéran : ce qui les unit, ce qui les oppose en matière d'exportation de la révolution,
- Les réseaux islamistes dans le monde,
- Nature et rôle du HizbAllah du Liban,
- La Révolution Islamique d'Iran et les fondamentalistes sunnites : liens, oppositions : Tawhid (Liban); al-Jihad (Egypte); Mouvement de la Tendance Islamique (Tunisie).
- Qui est, que veut, l'Ayatollah Ozma Hussein Ali Montazeri, successeur-désigné de l'Imam Khomeini comme Guide-Jurisconsulte,
- Les liens réels entre les dirigeants de la République islamique et entre ceux-ci et leurs opérateurs dans l'Oumma musulmane : “Irfan” , la dimension ésotérique et initiatique du chi'isme perse.

·Au mois de juin 1988, le CERVIP a organisé les XVI<sup>e</sup> Journées de l'Institut, sous le titre

## TERRORISMES : REALITE ET EVOLUTION DES MENACES. REPONSES DE LA SOCIETE, REPONSE DE L'ETAT (PREMIERE JOURNEE)

Allocutions du professeur Georges Durry, Président de l'Université de Paris II et du Professeur Jean-Claude Soyer, directeur de l'Institut de Criminologie

Nadia Benjelloun, Chargée de séminaire au Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie modernes, chercheur d la Fondation des Etudes de défense Nationale

## LUTTES DE LIBERATION NATIONALE ET TERRORISME

Ammar Abd Rabbo Journaliste syrien, correspondant d Paris de journaux du Proche-orient

## MEDIAS, OPINION PUBLIQUE ARABE ET TERRORISME

Edward Cody Grand reporter, correspondant d Paris du "Washington Post" LA  
GRANDE PRESSE A RAYONNEMENT

## INTERNATIONAL ET LA GESTION CONCRETE D'ÉVÉNEMENTS TERRORISTES

Antoine Sfeir Journaliste, fondateur et directeur des "Cahiers de l'Orient"

## LES TERRORISMES DU PROCHE-ORIENT ÉTAT ACTUEL, PERSPECTIVES

Robert Hogenraad Professeur d l' Université de Louvain-la-Neuve (Belgique)

## L'ANALYSE DE CONTENU, ASSISTÉE PAR ORDINATEUR, DES TEXTES D'ORGANISATIONS TERRORISTES : L'EXEMPLE DES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES

Xavier Raufer Chargé de cours d l'Institut de Criminologie; grand reporter  
à "l'Express"

## ETUDES DES TERRORISMES : LES PISTES NOUVELLES OFFERTES PAR LA SCIENCE; CHAOS, ALEA ET VIOLENCE POLITIQUE

(SECONDE JOURNEE)

André Bossard, Ancien secrétaire général d'INTERPOL; contrôleur général  
honoraire de la police nationale

## TERRORISMES : L'INVENTAIRE DES RIPOSTES JURIDIQUES DANS L'ORDRE INTERNATIONAL ET DANS LES DIVERS PAYS-CIBLES

Alain Marsaud, Premier substitut; chef du Service Central de Lutte  
Anti-Terroriste du Parquet de Paris

## LUTTE ANTI-TERRORISTE : LES PROGRÈS DE LA JUSTICE FRANCAISE

François Haut, Maître de conférences à l' Université de Paris II

## TERRORISMES ET GUERILLAS : LES APPROCHES JURIDIQUES

Alain Besançon, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences  
Sociales

## LE TERRORISME DANS SA PERSPECTIVE HISTORIQUE ET LA CULPABILISATION DES DÉMOCRATIES

Michel de Salvia, Chef de division au secrétariat de la Commission  
européenne des Droits de l'Homme

## LE TERRORISME AU REGARD DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Doyen André Decocq  
Professeur à l' Université de Paris 11

## LES CONVENTIONS EUROPÉENNES SUR LE TERRORISME

Professeur Jean-Claude Soyer

## SYNTHÈSE ET PROPOS FINALS

\* Hiver 1988-89  
(Novembre, décembre 1988)

## RENSEIGNEMENT OUVERT ET COMPREHENSION DES TERRORISMES

Désormais, à leur poste, pour leurs besoins propres, toutes les instances de renseignement et de répression cherchent à approcher la réalité des groupes violents, à connaître leurs structures, leurs modus operandi, leurs intentions.

Or si le renseignement proprement dit -la collecte clandestine d'informations secrètes- existe en France, l'immense gisement que constitue le renseignement ouvert -ce que ces groupes nous apprennent sur eux-mêmes, ou sur d'autres- est, pour de multiples raisons, virtuellement inexploité.

Situation dommageable à plus d'un titre

- Elle contraint à rechercher clandestinement, à coûts et risques supérieurs, nombre d'éléments tout à fait ouverts,

- Elle fait l'impasse sur l'expertise que le traitement du renseignement ouvert confère à ceux qui la pratiquent; expertise qui potentialise de façon spectaculaire les informations clandestines, dans deux domaines principalement : l'analyse et l'anticipation des actions d'un groupe donné.

C'est au renseignement ouvert dans la lutte anti terroriste que nous consacrerons ce séminaire . Où le trouver ? Comment l'exploiter ? Qu'apporte l'analyse des textes terroristes quand elle est effectuée correctement ?

Des personnalités parmi les plus qualifiées viendront nous faire part de leur expérience professionnelle. A titre d'illustration, des textes de groupes terroristes seront “décortiqués” .

\* Printemps 1989 (Mai juin 1989)

## REVOLUTION ISLAMIQUE : LA SECONDE DÉCENNIE PERSPECTIVES, MENACES RÉELLES

L'Imam Khomeini agonisait ? Quinze lignes du mourant mettent la planète en ébullition. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani était un pragmatique, un modéré ? Le voilà qui lance des appels au terrorisme, avant de les démentir mollement. Le HizbAllah du Liban était en coma dépassé ? Il fait défiler

dix mille hommes en armes à Baalbek lors du “ Jour de Jérusalem ” . Arrêtons le massacre : à peu près toutes les analyses, les prédictions médiatiques sur la Révolution Islamique d'Iran sont, très rapidement parfois, démenties par la réalité. Mais la responsabilité de ces erreurs n'incombe qu'en faible part aux journalistes reproduisant le plus souvent des éléments émanant des services ou instances politiques concernés.

Or une bonne appréciation de l'évolution de l'Iran Islamique, de ses stratégies extérieures est d'une importance cruciale au moment où :

- Yasser Arafat est sur la lame du couteau : sa stratégie pour parvenir à l'Etat de Palestine, un cocktail médias-diplomatie-Intifada, a, au mieux, une chance sur deux de réussir. Donc d'échouer. Et l'alternative à la ligne Arafat, ce Front du Refus qui va d'Abou Moussa à Abou Nidal, défilait à Baalbek, le vendredi 5 mai dernier, en compagnie des miliciens du HizbAllah.

- L'agitation islamique dans le monde ne s'apaise pas, loin de là...Au cours du printemps, l'Algérie, divers pays d'Afrique occidentale, la Jordanie et le Kosovo yougoslave, en Europe même, ont été la scène de soubresauts fomentés ou récupérés par les islamistes.

Lors de ce séminaire, nous tenterons de répondre aux questions suivantes :

- Quel rôle a joué l' “ affaire Rushdie ” dans la stratégie de Téhéran ?  
Quel bénéfice l'Iran islamique en a-t-il tiré ?

- Y a-t-il une stratégie iranienne en matière d'exportation de la révolution ? Plusieurs ? Comment la/les définir ?

- Quels sont les points forts de l'Iran islamique dans l'Oumma ?

\* Automne-hiver 1989 (Octobre-novembre 1989)

## LES DISSIDENTS PALESTINIENS

(Fatah-Intifada, Front de salut National Palestinien, FPLP-Commandement Général, Fatah-Commandement Révolutionnaire)

## ET LA “COALITION DU CARLTON”

(Les mêmes plus le HizbAllah du Liban, Tawhid et le Rassemblement des Ulémas Musulmans)

## HISTOIRE RECENTE, ACTUALITE, PERSPECTIVES

Depuis 1974, année où l'OLP accepte la “petite Palestine” en Cisjordanie et à Gaza, s'est constitué un Front du Refus, coalition à surface variable de “durs” palestiniens, soutenue par une succession d'Etats arabes. La reprise du dialogue Palestino-Américain, et, discrètement Israélo-Palestinien, a remis ce Front sur le sentier de la guerre. Ouvertement depuis décembre 1988, il a noué une alliance avec les islamistes libanais, donnant ainsi naissance à la plus formidable armada terroriste contemporaine. L'intransigeance du gouvernement d'Israël les enchante. Ils n'attendent -n'espèrent que l'échec d'Arafat et le désespoir palestinien pour passer à

faction. Dans cette perspective, il est important de retracer l'histoire de ces groupes, de leurs contacts, de leurs appuis; de confronter les faits et les analyses : c'est l'objet de ce séminaire.

## OUTILS DE TRAVAIL

Ceci est une rubrique nouvelle, destinée à enrichir le contenu des “Notes & Etudes”. La violence politique étant au centre de nos préoccupations, cette rubrique vise à meubler le fond de décor, à fournir à nos lecteurs une perspective élargie. Voici donc deux premiers “outils”

· Les rencontres périodiques des chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus industrialisés -dits “sommets G7” en dialecte médiatique- (Allemagne Fédérale, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande Bretagne, Italie, Japon) ont pour finalité d'examiner la situation de l'économie mondiale et de définir en commun les moyens de l'améliorer : sommets essentiellement économiques, donc. Mais depuis le sommet de Bonn, en 1978, les déclarations finales de certains de ceux-ci comportent un passage, plus ou moins long, sur telle ou telle forme de violence politique : il nous a paru intéressant -et significatif de l'évolution du concept même de risque stratégique au cours de ces quinze dernières années- de recenser ces textes et d'en donner une présentation claire et chronologique.

· Nous avons dit dans les “Notes” -j'ai souvent dit dans des articles et des livres que nous considérons l'Organisation de Libération de la Palestine comme un authentique Mouvement de Libération Nationale, représentatif des aspirations de tout un peuple et que tenter de disqualifier l'OLP en lui lançant à tout bout de champ l'anathème terroriste ne rendait en fin de compte service à personne : on ne raisonne pas juste sur des figures fausses. Cette position ne fait pas de nous des zéloteurs béats de la centrale palestinienne : elle a connu dans le passé des épisodes de terrorisme décidés au sommet, sa direction joue habilement de dissidences parfois réelles, parfois simulées et son évolution s'accompagne de turbulences qui prennent souvent l'allure de vagues d'attentats -parfois dirigés contre ses propres cadres, souvent contre des pays qui patronnent telle ou telle initiative de paix sur la scène internationale (voir P. 50)

Mais, au milieu même de ces turbulences, évolution il y a : comment mieux l'éclairer qu'en publiant, là aussi de façon claire et chronologique, la liste de tous les Conseils Nationaux Palestiniens (CNP) depuis le premier d'entre eux?

Xavier Raufer

LES “SOMMETS G7” ET LA VIOLENCE POLITIQUE

[Image] Rambouillet, France,  
Novembre 1975  
- Néant

[Image] Porto-Rico, Etats-Unis d'Amérique,  
Juin 1976

- Néant

[Image] Londres, Grande Bretagne,  
Mai 1977  
-Néant

[Image] Bonn, Rep. Fed. d'Allemagne,  
Juillet 1978

“ Déclaration sur la piraterie aérienne ”.

Les chefs d'Etat et de gouvernement, préoccupés par le terrorisme et les prises d'otages, déclarent que leurs gouvernements intensifieront leurs efforts communs pour combattre le terrorisme international. A cette fin, au cas où un pays refuserait d'extrader ou de poursuivre ceux qui ont détourné un avion, et/ou ne rendrait pas un avion détourné, les chefs d'Etat et de gouvernement ont pris la résolution commune de faire intervenir immédiatement leurs gouvernements pour interrompre tous les vols vers ce pays. En même temps, leurs gouvernements prendront des mesures pour interdire l'arrivée de tous les vols organisés par les compagnies aériennes de ce pays. ”

Ils souhaitent instamment que d'autres gouvernements se rallient à cet engagement.”

[Image] Tokyo, Japon,  
Juin 1979

“Rapport sur la Déclaration de Bonn.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont constaté avec plaisir le large soutien d'autres

Etats à leur Déclaration sur la piraterie aérienne, faite au sommet de Bonn en Juillet 1978.

Ils ont noté que les procédures conduisant à une prompt application de la Déclaration avaient fait l'objet d'un accord et qu'à ce jour, aucune mesure de coercition inspiré par cette déclaration n'avait du être prise.

Ils ont également noté avec satisfaction la la vaste adhésion donnée aux Conventions portant sur les interférences illégale en matière d'Aviation civile Internationale.

Le large soutien à ces Conventions et à la Déclaration de Bonn sur la piraterie aérienne reflète l'accueil favorable de la Communauté Internationale dans son ensemble aux principes exprimés ici.”

[Image] Venise, Italie,  
Juin 1980

“les détournements d'avions.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont exprimé leur satisfaction pour le large soutien donné par la Communauté Internationale aux principes exprimés tant dans la Déclaration de Bonn de Juillet 1978 que dans les Conventions Internationales traitant des interventions illicites dans l'aviation civile. L'augmentation du nombre des adhésions à ces Conventions et l'attitude responsable adoptée par les Etats en ce qui concerne les détournements d'avions traduisent le fait que ces principes sont en cours d'acceptation par la Communauté Internationale dans son ensemble.

Les chefs d'Etat et de gouvernement soulignent que le détournement d'avions demeure une menace pour l'aviation civile internationale et qu'il ne peut y avoir de relâchement dans les efforts pour combattre cette menace. Ils comptent continuer à coopérer à cette fin avec tous les autres

gouvernements.

la prise en otage de diplomates

Gravement préoccupés par de récents incidents terroristes ayant conduit à des prises d'otages et à des attaques contre des locaux diplomatiques et consulaires et contre leur personnel, les chefs d'Etat et de gouvernement réaffirment leur détermination de prévenir et de combattre de tels actes. Ils prennent note de l'achèvement des travaux sur la Convention Internationale contre la prise d'otages et lancent un appel à tous les Etats pour qu'ils envisagent la possibilité de devenir parties à cette Convention ainsi qu'à la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale de 1973.

Les chefs d'Etat et de gouvernement condamnent vigoureusement la prise d'otages et l'occupation des locaux diplomatiques et consulaires ainsi que la capture de leur personnel en violation des règles fondamentales du droit et de la pratique internationaux. Les chefs d'Etat et de gouvernement estiment qu'il est nécessaire que tous les gouvernements adoptent des politiques qui contribueront à la réalisation de cet objectif et prennent les mesures appropriées pour empêcher les terroristes de tirer profit de telles infractions. Ils décident également d'apporter soutien et assistance réciproques à leurs missions diplomatiques et consulaires dans les situations impliquant l'occupation de leurs ambassades et consulats et la capture du personnel.

Les chefs d'Etat et de gouvernement rappellent que tout Etat est tenu au regard du droit international de s'abstenir d'organiser des actes terroristes sur le territoire d'un autre Etat, d'inciter à de tels actes, d'y contribuer ou d'y participer, comme de tolérer sur son territoire des activités organisées tendant à la préparation de tels actes, et déplorent dans les termes les plus vigoureux toute violation de ce devoir.”

[Image] Ottawa, Canada,  
Juillet 1981  
Néant

[Image] Versailles, France,  
Juin 1982  
- Néant

[Image] Williamsburg, Virginie,  
Mai 1983  
- Néant

[Image] Londres, Grande-Bretagne,  
Juin 1984

“Déclaration sur le Terrorisme International

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont discuté le problème du terrorisme international.

Ils ont noté le fait que les détournements d'avions et les enlèvements ont diminué depuis les Déclarations de Bonn (1978), Venise (1980) et Ottawa (1981) par suite des mesures de sécurité accrues, mais que le terrorisme a développé d'autres techniques, parfois en association avec le trafic de drogue.

Ils ont exprimé leur détermination de combattre cette menace par tous les moyens possibles, en renforçant les mesures existantes et en en adoptant de nouvelles.

Ils se sont inquiétés de la facilité avec laquelle les terroristes traversent les frontières internationales et obtiennent un accès aux armes, aux explosifs, aux moyens d'entraînement et de financement.

Ils ont noté avec une préoccupation particulière l'implication croissante d'Etats et de Gouvernements dans des actes de terrorisme, y compris en abusant de l'immunité diplomatique. Ils ont reconnu l'inviolabilité des missions diplomatiques et les autres exigences du Droit International; mais ils ont souligné les obligations que ce droit implique également.

Parmi les propositions qui ont rencontré du soutien lors de la discussion figurent les suivantes

- Coopération et coordination plus étroites entre les services de police et les organismes de sécurité et les autres instances appropriées, spécialement pour l'échange d'information, de renseignements et de connaissances techniques;
- Examen pour chaque pays des lacunes de sa législation nationale qui pourraient être exploitées par les terroristes;
- Utilisation des pouvoirs du pays hôte selon la Convention de Vienne dans des domaines tels que les effectifs des missions diplomatiques et le nombre des bâtiments bénéficiaires de l'immunité diplomatique;
- Examen par chaque pays des ventes d'armes aux Etats qui soutiennent le terrorisme;
- Consultation, et autant que possible coopération, au sujet de l'expulsion ou du refus d'admettre dans leur pays les terroristes connus, y compris les personnes de statut diplomatique impliquées dans le terrorisme.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont reconnu qu'il s'agit d'un problème qui affecte tous les pays civilisés. Ils sont résolus à promouvoir une action à travers les organisations internationales compétentes au sein de la Communauté Internationale dans son ensemble afin de prévenir et de punir les actions terroristes. “

[Image] Bonn, Rep. Fed. d'Allemagne,  
Mai 1985  
- Néant

[Image] Tokyo, Japon,  
Mai 1986  
“ Nous, chefs d'Etat et de Gouvernement des sept grandes démocraties ainsi que les représentants de la Communauté européenne, réunis ici à Tokyo, réaffirmons fermement notre condamnation du terrorisme international sous toutes ses formes, de ses complices et de ceux, Gouvernements y compris, qui le parrainent ou le soutiennent.

Nous abhorrons l'accroissement de ce terrorisme depuis notre dernière rencontre, et en particulier son utilisation flagrante et cynique en tant qu'instrument de politique gouvernementale. Le terrorisme n'a pas de justification. Il ne s'étend que par l'usage de moyens indignes, au mépris des valeurs de la vie humaine, de la liberté et de la dignité. Il doit être combattu implacablement et sans compromis.

Reconnaissant la lutte constante contre le terrorisme comme une tâche à entreprendre par la Communauté Internationale dans son ensemble, nous nous engageons à déployer un maximum d'efforts dans la lutte contre ce fléau. Le terrorisme, pour être combattu efficacement, doit l'être par une action déterminée, tenace, discrète et patiente, associant une action nationale à une coopération internationale. En conséquence, nous demandons instamment à toutes les nations partageant notre point de vue de collaborer avec nous, en particulier au sein d'instances internationales telles que les Nations Unies, l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile, l'Organisation maritime internationale, en faisant appel à leur compétence pour améliorer et étendre les mesures contre le terrorisme et ceux qui le parrainent ou le soutiennent.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement conviennent d'intensifier, dans les instances appropriées, les échanges d'information sur les menaces actuelles et potentielles émanant d'activités terroristes et de ceux qui les parrainent ou les soutiennent, ainsi que sur les manières de les prévenir.

Nous indiquons ci-dessous les mesures qui pourraient être prises par tout gouvernement qui se déclarerait concerné, pour ôter aux terroristes internationaux l'occasion et les moyens d'atteindre leurs buts et pour identifier et dissuader les auteurs d'un tel terrorisme.

Nous avons décidé d'appliquer ces mesures dans le cadre du Droit International et dans le cadre de chaque juridiction nationale, à tout Etat clairement impliqué dans le soutien ou le parrainage du terrorisme international, et en particulier à la Libye, aussi longtemps que l'Etat concerné n'abandonne pas sa complicité ou son soutien à ce terrorisme.

Ces mesures sont :

- refus d'exporter des armes vers les Etats qui parrainent et soutiennent le terrorisme ;
- limitation stricte de la taille des missions diplomatiques et consulaires et des autres organismes officiels à l'étranger d'Etats engagés dans de telles activités, contrôle des déplacements des membres de leurs missions ou organismes, et si jugé nécessaire, réductions très importantes de ces missions ou organismes, voire même leur fermeture;
- interdiction d'entrée à toute personne y compris le personnel diplomatique, expulsé ou exclus de l'un de nos Etats, pour suspicion d'implication dans le terrorisme international ou condamné pour un acte tel le terrorisme ;
- améliorer les procédures d'extradition, en respectant parfaitement les procédures du droit interne, pour traduire devant la justice ceux qui ont perpétrés de tels actes de terrorisme ;

- immigration plus stricte et procédures et formalités de visa à l'égard des ressortissants d'Etats qui parrainent ou soutiennent le terrorisme ;
- coopération bilatérale et multilatérale la plus étroite possible entre organismes de police et de sécurité et entre autres autorités compétentes dans la lutte contre le terrorisme.

Chacun de nous est déterminé à travailler dans les organismes internationaux appropriés dont il est membre afin de faire en sorte que des mesures similaires soient acceptées et mises en oeuvre par le plus grand nombre possible d'autres gouvernements.

Nous maintiendrons une coopération étroite dans l'application des objectifs de cette déclaration, et en considérant des mesures ultérieures.

Nous sommes convenus de rendre la Déclaration faite à Bonn en 1978 plus efficace à l'égard de toutes les formes du terrorisme affectant l'aviation civile. Nous sommes prêts à promouvoir sur le plan bilatéral et multilatéral, toute action ultérieure à prendre au sein des organisations internationales ou des instances compétentes pour lutter contre le terrorisme international sous toutes ses formes.”

[Image] Venise, Italie,  
Juin 1987

“Déclaration sur le terrorisme

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement des sept grandes démocraties et représentants de la Communauté européenne réunis à Venise, profondément conscients des préoccupations de nos peuples face à la menace que représente le terrorisme,

- réaffirmons notre engagement à l'égard des déclarations faites sur le terrorisme lors des précédents sommets (Bonn, Venise, Ottawa, Londres et Tokyo);
- condamnons résolument le terrorisme sous toutes ses formes, y compris les détournements d'aéronefs et les prises d'otages, et réaffirmons notre conviction que rien ne justifie le terrorisme, quels qu'en soient les motifs;
- réaffirmons l'attachement de chacun de nous au principe du refus de toute concession aux terroristes ou à ceux qui les patronnent;
- demeurons résolus à appliquer, à l'encontre de tout Etat qui s'emploie manifestement à patronner ou à soutenir le terrorisme international, des mesures efficaces dans le cadre du droit international et nos juridictions;
- nous félicitons des progrès accomplis en matière de coopération internationale contre le terrorisme depuis notre dernière rencontre en Mai 1986 à Tokyo et en particulier de l'initiative prise par la France et l'Allemagne d'inviter en Mai 1987 à Paris une réunion des ministres responsables de la lutte antiterroriste dans neuf pays;
- réaffirmons notre détermination à lutter contre le terrorisme à la fois par des mesures au niveau national et par une coopération internationale entre nous et, -si nécessaire, avec des tiers, et renouvelons donc notre

appel à tous les pays animés du même esprit afin de renforcer et d'étendre la coopération internationale dans toutes les enceintes appropriées;

- poursuivons nos efforts en vue d'accroître la sécurité des voyageurs. Nous nous félicitons des améliorations intervenues en matière de sécurité des aéroports et des transports maritimes et encourageons les travaux de l'OACI (Organisation de l'Aviation Civile) et de l'OMI (Organisation Maritime Internationale) dans ce domaine. Chacun d'entre nous continuera à surveiller de près les activités des compagnies aériennes qui soulèvent des problèmes de sécurité. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé des mesures exposées en annexe à la présente déclaration afin de rendre la Déclaration de Bonn de 1978 plus efficace en matière de lutte contre toutes les formes de terrorisme affectant l'aviation civile;

- nous engageons à soutenir la primauté du droit en traduisant les terroristes devant les tribunaux. Chacun d'entre nous s'engage à développer la coopération au sein des instances appropriées et dans le cadre de sa législation interne et du droit international afin de rechercher, d'appréhender et de poursuivre en justice les terroristes.

Nous réaffirmons notamment le principe établi par les Conventions Internationales pertinentes de l'obligation de juger ou d'extrader, conformément à la législation nationale et à ces Conventions Internationales, les personnes qui ont commis des actes de terrorisme.

#### Annexe

Les chefs d'Etat et de gouvernement rappellent que, dans leur déclaration de Tokyo sur le terrorisme international, ils étaient convenus de rendre la Déclaration de Bonn de 1978 plus efficace afin de lutter contre toutes les formes de terrorisme en matière d'aviation civile. A cette fin, lorsqu'un pays refusera d'extrader ou de poursuivre les personnes coupables des infractions prévues dans la Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile et/ ou ne restituera pas l'aéronef en cause, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé conjointement que leurs gouvernements prendront des mesures immédiates de suspension des vols à destination dudit pays, comme le dit la Déclaration de Bonn.

Parallèlement, leurs gouvernements prendront des dispositions en vue d'interrompre les vols assurés par les compagnies aériennes dudit pays, en provenance de ce pays ou d'un autre, comme le dit la Déclaration de Bonn.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également l'intention d'étendre, le moment venu, la Déclaration de Bonn afin qu'elle soit applicable à toute modification future de la Convention citée ci-dessus ou de toutes autres conventions aéronautiques relatives à l'extradition ou à la poursuite en justice des personnes ayant commis des infractions.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement invitent instamment les autres gouvernements à se déclarer solidaires de cet engagement.

[Image] Toronto, Canada,  
Juin 1988  
“ Terrorism”

Nous réaffirmons avec force notre condamnation du terrorisme sous toutes ses formes, y compris les prises d'otages. Nous renouvelons notre engagement à l'égard des politiques et des mesures convenues lors des précédents Sommets, notamment celles qui visent le terrorisme parrainé par des Etats.

Nous condamnons fermement les actes ayant récemment menacé la sécurité aérienne en particulier la destruction d'un avion de ligne coréen et le détournement d'un avion de ligne koweïtien. Nous rappelons le principe affirmé dans les déclarations antérieures selon lequel les terroristes ne doivent pas rester impunis. Nous lançons un appel à tous les pays qui ne sont pas parties aux Conventions Internationales relatives à la sécurité de l'aviation civile, en particulier la Convention de La Haye, pour qu'ils y adhèrent.

Nous soutenons les travaux en cours de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), qui tendent au renforcement de la protection internationale contre les détournements d'avions. Nous nous félicitons de la dernière déclaration adoptée par le Conseil de l'OACI, qui consacre le principe selon lequel les avions détournés ne doivent pas être autorisés à décoller une fois qu'ils ont atterri, sauf dans les circonstances énoncées dans la Déclaration de l'OACI.

Nous saluons l'adoption cette année, à Montréal et à Rome, de deux accords internationaux relatifs à la sécurité aérienne et maritime, destinés à améliorer la sécurité des voyageurs.

Nous réaffirmons notre détermination à poursuivre la lutte contre le terrorisme par l'application de la règle de droit, la politique refusant toute concession aux terroristes et à ceux qui les parrainent, ainsi que la coopération internationale.”

[Image] Paris, France,  
Juillet 1989

“Sommet de l'Arche, Déclaration sur le terrorisme

Nous demeurons résolument opposés au terrorisme sous toutes ses formes. Nous rappelons l'attachement de chacun d'entre nous au principe du refus des concessions aux terroristes et à ceux qui les parrainent ainsi qu'à la coopération dans la lutte contre le terrorisme, sur le plan bilatéral et dans toutes les enceintes internationales compétentes. Nous réitérons notre engagement à l'égard des politiques convenues lors des précédents Sommets; en particulier, nous condamnons le terrorisme parrainé par des Etats. Nous sommes résolus à ce que les terroristes ne puissent demeurer impunis, mais soient traduits en justice, conformément au droit international applicable et dans le respect de la règle de droit. Nous appelons les Etats qui ont soutenu ou encouragé des actes de terrorisme à démontrer par leurs actions qu'ils ont renoncé à cette politique. Nous réaffirmons particulièrement notre condamnation absolue des prises d'otages. Nous lançons un appel à ceux qui détiennent des otages pour qu'ils libèrent immédiatement et sans condition, et à ceux qui peuvent exercer une influence sur eux pour qu'ils l'utilisent à cette fin.

Profondément préoccupés par la sécurité de tous les voyageurs et révoltés par les actes meurtriers perpétrés contre l'aviation civile internationale et la fréquence des menaces que les groupes terroristes font peser sur la

sécurité aérienne, nous réaffirmons notre engagement à lutter contre toutes les formes de terrorisme affectant l'aviation civile. Nous réitérons notre résolution de contribuer au renforcement des mesures agréées sur le plan international pour la protection contre les détournements d'avions et les actes de sabotage.

Nous condamnons tout particulièrement l'attentat récemment perpétré contre un appareil au dessus de l'Ecosse, qui a fait 270 victimes. Nous sommes convenus d'accorder la priorité à la prévention d'attentats de ce type en poursuivant le renforcement des mesures de sécurité. Nous attachons de l'importance à la mise en oeuvre du programme de travail récemment adopté par le Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale à cette fin.

Nous sommes également convenus de la nécessité d'améliorer les méthodes de détection des explosifs. Nous soutenons les efforts actuellement accomplis dans le cadre de l'OACI pour élaborer, en toute priorité, un régime international approprié dans le domaine du marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection.”

#### LES CONSEILS NATIONAUX PALESTINIENS (CNP) 1964 -1989

[Image] 1964 (28 mai, 2 juin)

1° CNP, JERUSALEM

Tenu sous le nom de “ Première conférence palestinienne”. Organisateur : Ahmed Chouqueiri. Fondation de l'Organisation de Libération de la Palestine, mise au point de ses statuts, de son organigramme, etc. Chouqueiri élu à la fois président de l'OLP et du CNP.

[Image] 1965 (31 mai, 4 juin)

2° CNP, LE CAIRE

A l'époque, les statuts prévoient que le CNP doit de réunir et se renouveler une fois l'an. Consacré au développement de l'OLP.

[Image] 1966 (20 au 24 mai)

3° CNP, GAZA

Affaires courantes.

[Image] 1968 (10 au 17 mai)

4° CNP, LE CAIRE

Premier CNP après la guerre des Six Jours, et l'occupation de toute la Palestine par Israël. Ahmed Chouqueiri démissionne de la présidence de l'OLP Yahiya Hamoudeh est élu à sa place. Entrée massive des organisations de guérilla dans le CNP. Sur 100 sièges : Fatah, 38; FPLP, 10; Armée de Libération de la Palestine (ALP), 20; hors groupes de guérilla: 32. Les membres du CNP seront désormais renouvelés tous les deux ans. Vote de la Charte Nationale Palestinienne.

[Image] 1969 (1 au 4 février)

5° CNP, LE CAIRE

Yasser arafat (Fatah) élu président du Comité exécutif de l'OLP (CEOLP, l'instance suprême).

[Image] 1969 (1 au 6 septembre)

#### 6° CNP, LE CAIRE

Entrée au CNP du Front démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP) Le CEOLP compte désormais, statutairement, de 12 à 15 membres.

[Image] 1970 (30 mai, 4 juin)

#### 7° CNP, LE CAIRE

Création d'une instance élargie, intermédiaire entre le CNP et le CEOLP, le Comité Central (CCOLP). Le CCOLP comprend tous les membres du CEOLP, le président du CNP et trois membres du CNP choisis par le CEOLP, le commandant de l'ALP, un représentant de chaque mouvement de guérilla. Le CCOLP est présidé par le président du CEOLP et s'occupe des stratégies à moyen et long terme.

[Image] 1970 (27 et 28 août)

Session extraordinaire du CNP, AMMAN

Convoqué en raison de la forte tension jordano-palestinienne, et du “ plan Rogers” (rejeté par l'OLP).

[Image] 1971 (28 février au 5 mars)

#### 8° CNP, LE CAIRE

Le CNP passe à 150 membres choisis par la CEOLP, le président du CNP, le commandant des Forces Armées Palestiniennes et désormais renouvelés tous les trois ans (une session du CNP par an). Approbation du projet d'Etat laïc et démocratique dans l'ensemble de la Palestine.

[Image] 1971 (7 au 13 juillet)

#### 9° CNP, LE CAIRE

Affaires courantes.

[Image] 1972 (6 au 12 avril)

#### 10° CNP, LE CAIRE

Affaires courantes

[Image] 1973 (6 au 12 janvier)

#### 11° CNP, LE CAIRE

Affaires courantes; le CNP passe à 180 membres.

[Image] 1974 (1 au 9 juin)

#### 12° CNP, LE CAIRE

Premier CNP après la guerre du Kippour (octobre 1973). Adoption d'un plan politique en dix points, dont l'un accepte implicitement un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

[Image] 1977 (12 au 22 mars)

#### 13° CNP, LE CAIRE

(Le long intervalle entre le 12° et le 13° CNP s'explique par la guerre civile au Liban). Le CNP passe à 293 membres. Fatah, 36; Saiqa, 15; FDLP, 12; Front de Libération Arabe (FLA), 9; FPLP-CG, 8; Union Générale des Travailleurs Palestiniens, 12; UG femmes palest., 8; UG enseignants palest., 8; UG étudiants palest. 7; UG juristes et avocats palest., 3; UG ingénieurs palest., 3; UG écrivains et journalistes palest., 3; UG professions de santé palest., 5; Mouvements de jeunesse, 2; indépendants et représentants de communautés palestiniennes (territoires occupés, etc.), tout le reste. Discorde publique entre la majorité et le Front du Refus.

[Image] 1979 (15 au 22 janvier)

14° CNP, DAMAS

Premier CNP après Camp David et la visite de Sadate à Jérusalem.

[Image] 1981 (11 au 19 avril)

15° CNP, DAMAS

Le CNP passe à 315 membres dont 180 des territoires occupés. Le Front de Lutte Populaire Palestinienne (FLPP) et le Front de Libération de la Palestine (FLP) font leur entrée au CNP.

[Image] 1983 (14 au 22 février)

16° CNP, ALGER

Premier CNP après l'invasion du Liban par Israël et le départ de l'OLP de Beyrouth. Tous les groupes participent à ce CNP. L'idée d'une confédération jordano-palestinienne est avancée.

[Image] 1984 (22 au 29 novembre)

17° CNP, AMMAN

Session boycottée par le FPLP, le FDLP, le PC palest. et plusieurs autres groupes. Au comité exécutif sont élus 3 membres du Fatah (dont Y. Arafat), 1 du FLA, 1 du FLP et six indépendants.

[Image] 1987 (20 au 25 avril)

18° CNP, ALGER

Session de l'unité. Le CNP passe à 426 membres. Principaux parmi les 15 élus au CEOLP : Yasser Arafat "Abou Ammar" (Fatah), président; Farouk Kaddoumi "Abou Loft" (Fatah) chef du département politique; Mahmoud Abbas "Abou Mazen" (Fatah), département des affaires internationales; Mohamed Melhem (indépendant) département éducation et culture; Père Elias Khouri (indépendant); Joweid el-Ghossein (indépendant)

président du Fond National Palestinien; Mahmoud Abbas "Abou'l Abbas" (FLP), département des réfugiés; Abderrahim Ahmed (FLA), département des organisations populaires; Abderrazak Yahia (indépendant), représentant de l'OLP à Amman; Jamal Sourani (indépendant); Yasser Abd Rabbo (FDLP); Slimane Najjab (Parti communiste palest.); etc.

[Image] 1988 (12 au 16 novembre)

19° CNP, ALGER

Le CNP est porté à 448 membres, dont 186 des territoires occupés. Session consacrée à l'acceptation de la résolution 242 de l'ONU et à la proclamation de l'Etat de Palestine.

Session extraordinaire du CNP, AMMAN

Convoqué en raison de la forte tension jordano-palestinienne, et du "plan Rogers" (rejeté par l'OLP).

1971 (28 février au 5 mars)

8° CNP, LE CAIRE

Le CNP passe à 150 membres choisis par la CEOLP, le président du CNP, le commandant des Forces Armées Palestiniennes et désormais renouvelés tous les trois ans (une session du CNP par an). Approbation du projet d'Etat laïc et démocratique dans l'ensemble de la Palestine.

1971 (7 au 13 juillet)

9° CNP, LE CAIRE

Affaires courantes.

1972 (6 au 12 avril)

10° CNP, LE CAIRE

Affaires courantes

1973 (6 au 12 janvier)

11° CNP, LE CAIRE

Affaires courantes; le CNP passe à 180 membres.

1974 (1 au 9 juin)

12° CNP, LE CAIRE

Premier CNP après la guerre du Kippour (octobre 1973). Adoption d'un plan politique en dix points, dont l'un accepte implicitement un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

1977 (12 au 22 mars)

13° CNP, LE CAIRE

(Le long intervalle entre le 12° et le 13° CNP s'explique par la guerre civile au Liban). Le CNP passe à 293 membres. Fatah, 36; Saiqa, 15; FDLP, 12; Front de Libération Arabe (FLA), 9; FPLP-CG, 8; Union Générale des Travailleurs Palestiniens, 12; UG femmes palest., 8; UG enseignants palest., 8; UG étudiants palest. 7; UG juristes et avocats palest., 3; UG ingénieurs palest., 3; UG écrivains et journalistes palest., 3; UG professions de santé palest., 5; Mouvements de jeunesse, 2; indépendants et représentants de communautés palestiniennes (territoires occupés, etc.), tout le reste. Discorde publique entre la majorité et le Front du Refus.

1979 (15 au 22 janvier)

14° CNP, DAMAS

Premier CNP après Camp David et la visite de Sadate à Jérusalem.

1981 (11 au 19 avril)

15° CNP, DAMAS

Le CNP passe à 315 membres dont 180 des territoires occupés. Le Front de Lutte Populaire Palestinienne (FLPP) et le Front de Libération de la Palestine (FLP) font leur entrée au CNP.

1983 (14 au 22 février)

16° CNP, ALGER

Premier CNP après l'invasion du Liban par Israël et le départ de l'OLP de Beyrouth. Tous les groupes participent à ce CNP. L'idée d'une confédération jordano-palestinienne est avancée.

1984 (22 au 29 novembre)

17° CNP, AMMAN

Session boycottée par le FPLP, Le FDLP, le PC palest. et plusieurs autres groupes. Au comité exécutif sont élus 3 membres du Fatah (dont Y. Arafat), 1 du FLA, 1 du FLP et six indépendants.

1987 (20 au 25 avril)

18° CNP, ALGER

Session de l'unité. Le CNP Passe à 426 membres. Principaux parmi les 15 élus au CEOLP : Yasser Arafat " Abou Ammar" (Fatah), président; Farouk

Kaddoumi “Abou Loft” (Fatah) chef du département politique; Mahmoud Abbas “Abou Mazen” (Fatah), département des affaires internationales; Mohamed Melhem (indépendant) département éducation et culture; Père Elias Khouri (indépendant); Joweid el-Ghossein (indépendant)

président du Fond National Palestinien; Mahmoud Abbas “Abou'l Abbas” (FLP), département des réfugiés; Abderrahim Ahmed (FLA), département des organisations populaires; Abderrezak Yahia (indépendant), représentant de l'OLP à Amman; Jamal Sourani (indépendant); Yasser Abd Rabbo (FDLP); Slimane Najjab (Parti communiste palest.); etc.

1988 (12 au 16 novembre)

19° CNP, ALGER

Le CNP est porté à 448 membres, dont 186 des territoires occupés. Session consacrée à l'acceptation de la résolution 242 de l'ONU et à la proclamation de l'Etat de Palestine.

## STRATEGIES INDIRECTES

A l'approche de la fin du siècle, les stratégies indirectes évoluent de façon irrésistible vers le centre de la problématique belliqueuse.

Ignorées voilà encore une décennie -ou plutôt oubliées, niées- ces stratégies indirectes et leur expression la plus éclatante, le terrorisme transnational, sont désormais prises en compte comme menaces, dignes de l'intérêt de l'institution militaire. Le temps est révolu où on les écartait avec un peu de mépris, comme relevant du seul registre policier. Penser la guerre, c'est donc à nouveau envisager les stratégies indirectes, et leurs conséquences.

## ZONE DES TEMPETES

Du Cachemire à la Yougoslavie, des Républiques Soviétiques musulmanes à l'Erytrée grossit sous nos yeux une vaste poche de grisou, dans l'éparpillement de micro-conflits identiques dans leurs natures, sinon dans leurs apparences. Les découpages surannés ou arbitraires, les blocages psychologiques, le traitement médiatique au coup par coup font que cette nouvelle “zone des tempêtes” est, dans sa globalité, le plus souvent ignorée.

## LE SPECTRE DE LA “LIBANISATION.”

S'agissant de cette zone des tempêtes, un spectre hante également la Maison Blanche, le Kremlin, l'Élysée et le 10, Downing street : celui de la libanisation, meurtrier cocktail de guerre civile, d'affrontements confessionnels et claniques, de raids et d'occupations quand ce n'est pas d'invasions. Cette hantise n'est pas illusoire. Dans toute cette zone, le danger de libanisation procède de plusieurs facteurs indissociables. Tous font leur oeuvre, à bas bruit, depuis le début de la décennie 80 : effondrement du modèle socialistes-soviétique, difficultés d'adaptation du modèle libéral-capitaliste; plus largement crise du modèle de l'Etat-nation à l'euro-péenne. Retour, enfin, du balancier islamique.

## RISQUES REELS, BISQUES AU LONG COURS

Qui dit libanisation, dit “modèle” libanais. or depuis près de vingt ans, de ce pays et des “ zones grises” alentour, partent des attaques débordant largement la zone des tempêtes; elles visent surtout, jusqu'à ce jour, des cibles européennes et occidentales. Cibles hautement stratégiques, soulignons-le :

. L'opinion publique française dans la vague d'attentats de septembre 1986 à Paris -et par ricochet, l'Etat français,

. Les transports aériens -formidable conglomérat de constructeurs, de transporteurs; de bâtisseurs et de gestionnaires d'infra-structures “pesant” au total des centaines de milliards de francs- dans la destruction du Boeing 747 de la Pan Am et du DC 10 d'UTA. Par ricochet toujours, sont visés les gouvernements des Etats-unis et de la France, destinataires de “ messages” -Plus d'armes à l'Irak! Pas touche au Liban! Pas d'invitation à Arafat ! -assés de façon pour l'instant imparable. Demain, et durant des années encore, un attentat de type “Lockerbie” est possible; des bombes peuvent explorer dans les rues de métropoles européennes. Ainsi, ce ne sont pas les passagers d'un avion donné qui sont pris en otage, mais le transport aérien tout entier; ce n'est plus le personnel d'une ambassade qui est pris au piège, mais la population de toute une capitale. Or, quand une technique d'intimidation “marche” , elle échappe toujours au contrôle de ses inventeurs. Pas besoin pour cela de complots ou d' “internationales” : l'imitation et la contagion suffisent.

#### SEDAN OU SARAJEVO

L'évolution de la menace à l'Est, les risques nouveaux issus de cette zone des tempêtes font donc évoluer le scénario du conflit à venir, et changer les précédents pouvant servir de modèle. Jusqu'à une date très récente, la référence à l'échelle de l'Europe était celle de 1940 -le déferlement des blindés du Pacte de Varsovie remplaçant celui des divisions nazies. Sans l'écarter vraiment -l'Histoire impose la prudence- peut-on réfléchir à un autre scénario, inspiré de 1914 ? Le facteur déclenchant de ce gigantesque conflit -Sarajevo- ne fut-il pas un attentat obéissant au départ à des considérations strictement locales ? C'est par là que les stratégies indirectes -”l'étincelle” chère à Mao Zedong, qui “met le feu à toute la plaine” - s'élèvent au rang de préoccupation majeure, et exigent une attention particulière.

#### DU ROLE DÉCISIF DE LA VIGIE

Comment, par conséquent, faire face à ces menaces nouvelles ? A cette situation plus fluctuante, plus complexe encore que naguère? Comment tenir sa place dans cette partie qui est tout sauf aléatoire, mais dont les règles sont peu et mal connues des acteurs -le plus souvent involontaires- européens et occidentaux?

Aujourd'hui et pour l'avenir prévisible, nos gouvernements ont le plus grand besoin d'organes capables de leur fournir -rapidement- des analyses de bonne qualité; de poser, en cas d'agression anonyme, des diagnostics à peu près sûrs. Ces organismes ne peuvent être que des services de renseignements; or beaucoup de ceux-ci, au même moment, sont en crise :

. Ils ont perdu face aux médias, définitivement semble-t-il, la bataille de

la rapidité : en règle générale, un réseau mondial de télévision comme Cable News Network (CNN), diffusant de l'information 24 heures sur 24, est en avance sur les flashes d'alerte que la CIA fournit à l'exécutif américain. Idem pour France-Info et nos propres services.

. L'action clandestine -l'affaire de l'Irangate, celle du Rainbow warrior en sont la preuve- va devenir moins aisément praticable, se faisant de plus en plus sur l'agora médiatique. Même payante en réalité, l'action politico-militaire secrète est plus risquée pour son unique prescripteur : le pouvoir politique. Partout en Occident, ce dernier a injecté -et injecte- des doses massives de morale dans l'action politique : les Droits de l'Homme<sup>3</sup>; et doit aligner peu ou prou sa pratique sur ses principes, sauf à scier la branche sur laquelle il a choisi de s'asseoir. Mettre les dictatures, les régimes totalitaires en état de faillite morale, les anéantir en terme d'image supposait un prix à payer : le voilà.

Les philosophes les plus lucides ont averti depuis longtemps qu'on ne saurait sans risques prendre les Droits de l'Homme comme unique diapason du concert des nations mais cette voie là était trop tentante, trop payante au fond et les gouvernements occidentaux, ayant largement relevé le niveau de l'acceptable pour leurs opinions publiques, suivront le plus souvent les règles qu'ils ont eux-même édictées. Ou, pire encore, s'ils autorisent une action, ils voudront la conduire de si près -souvenons nous de " Desert 1 " et de Jimmy Carter dans l'Iran de 1980- qu'ils seront tentés de multiplier au-delà du raisonnable les procédures de contrôle, donc les risques d'échec.

Reste la prévision, l'analyse, le diagnostic tout le domaine de l'aide à la décision. Là, les recettes de l'efficacité sont, dans l'ensemble, bien connues : beaucoup de matière grise, beaucoup d'expertise, un recours systématique au renseignement ouvert, une présence clandestine très pointue et très sélective sur les terrains à risque. La vérité oblige à dire que là ne sont pas les points forts de la plupart des services occidentaux.

Revenons, pour conclure, en France. Nous pensons savoir qu'on a, au gouvernement, conscience de tous ces risques, des évolutions qu'ils imposent dans le domaine stratégique, donc dans celui du renseignement. mais saura-t-on adapter -bousculer parfois- ce qui doit l'être pour se donner les moyens de faire face à la persistance des perils actuels, à la montée des menaces nouvelles ?

Xavier Raufer

1 Au jour d aujourd'hui : Le Liban, l'Afghanistan, les territoires occupés par Israël : libanisés. Agitations diverses, émeutes, attentats : Cachemire, Pakistan, République Soviétiques musulmanes, Bulgarie (minorité turque-musulmane) Yougoslavie (minorités musulmanes).

2 Idée développée avec force par Pierre Lellouche, Newsweek, 23/10/89. Toujours dans le même esprit, on trouve dans les notes de l'expert américain Brian Jenkins, prises lors du premier colloque américano-soviétique sur le terrorisme (Moscou, 23-27 janvier 1989/ Rand Corp. papers, mars 89.), le passage suivant : "Les accidents terroristes qui inquiètent le plus l' Union Soviétique sont ceux qui pourraient conduire les superpuissances à s'affronter. Le bombardement de la Libye a

fait forte impression en URSS, bien qu'il n'y ait pas eu, alors, confrontation. Les soviétiques s'inquiètent d'un acte terroriste de venir, produisant une réponse militaire similaire sur un allié de l'URSS accusé d'en être l'instigateur. Cela pourrait mettre face à face l'Union Soviétique tentant de protéger son allié, et les Etats-Unis en pleine fureur vengeresse.”

3 Sous l'injonction d'intellectuels qui demandent, le 1<sup>er</sup> décembre 1981, d'un propos de la Pologne par exemple, de “faire valoir contre les obligations de la RealPolitik, les obligations de la morale internationale”

Conflits à basse intensité et stratégies indirectes au Proche-orient le cas de la Syrie

François Haut

Il y a au Proche-orient des règles du jeu politico-militaires (voir P. 43), rigoureuses mais peu accessibles à qui n'est pas dans la partie. Tenter de les comprendre, en l'absence d'un manuel en bonne et due forme, est difficile. Une voie féconde consiste cependant à observer des comportements en apparence erratiques mais dont la répétition laisse émerger des séquences ordonnées, porteuses de sens.

Ces séquences d'ordre se dégageant du chaos sont celles des stratégies indirectes : des stratégies byzantines, comme il y a des querelles du même nom... Dans cette partie du monde, elles sont depuis toujours l'un des instruments privilégiés de ce que l'on nomme depuis peu les “conflits à basse intensité”. Qualification nouvelle, mais, là aussi, vieille histoire.

Comment mieux comprendre une partition qu'en observant un grand musicien au travail ? Dans la mesure où le conflit à basse intensité est à la guerre majeure ce que la musique de chambre est à l'orchestre symphonique, nous pensons judicieuse cette image du “chef d'orchestre” dont nous usons peu d'ordinaire... Elle va bien à Hafez el-Assad, virtuose authentique de la chose. Mais qu'entend-on par conflits à basse intensité et stratégies indirectes ?

Les conflits à basse intensité (CBI): la guerre sournoise

“ Il n'y a pas de définition universellement acceptée des CBI, nous disent les ouvrages théoriques, par exemple “Low Intensity conflicts in the third world”, publié aux Etats-Unis; en 1988. Cette notion recouvre des éléments comme l'insurrection, le terrorisme ou la subversion. Les chercheurs ne semblent s'accorder ni sur la portée ni sur l'importance respective de chacune de ces composantes.

On trouve, en revanche, chez Gaston Bouthoul, entre infra et macroconflits, le concept de microconflits. A ce stade, “la violence a émergé, mais de façon localisée et limitée. C'est le domaine des incidents de frontière, des affrontements limités, des guérillas, du terrorisme, des prises d'otages, des assassinats et des exécutions politiques.”

Voilà très exactement la situation du Moyen-Orient : par moment des conflits traditionnels, certes, mais la norme, depuis 1945 est celle de microconflits endémiques.

Plus concrètement, il existe un "Field manual" de l'armée américaine le FM 100-20 qui s'intitule "Conflits à basse intensité". S'il donne une idée générale des stratégies; de contre-insurrection; il ne propose pas, en revanche, de doctrine.

Cette définition, on va la trouver dans "Concepts opérationnels de l'armée américaine pour les conflits à basse intensité", document daté de 1986. Il s'agit pour ses auteurs de "combats politico-militaires qui ont pour objectif d'atteindre des buts politiques, sociaux, économiques et psychologiques. Souvent de longue durée, ils vont des pressions diplomatiques, économiques et psychologiques au terrorisme et à l'insurrection. Le CBI est généralement limité à une zone géographique restreinte; il fait souvent usage d'armements, de tactiques et d'un niveau de violence limités". Définition qui semble plutôt adaptée au contexte Latino-américain...

Les stratégies indirectes vers une définition

Les CBI recouvrent toutes les formes concevables d'affrontements sous le niveau de la guerre conventionnelle et les stratégies indirectes en sont par définition l'un des éléments constitutifs; sans caractère tangible ni unicité de forme, toutes ne s'en inspirent pas moins d'une pratique de base qui, elle, peut être définie.

Ce sont des modes d'action qui font tous intervenir, d'une manière quelconque, un tiers entre l'opérateur principal et le but à atteindre. Tiers qui peut être un homme, une organisation ou une idée mais doit apparaître aux yeux de l'opinion comme l'inspirateur de l'action et, dans toute la mesure du possible, jouir d'une certaine légitimité par rapport à celle-ci.

Au Proche-Orient, les stratégies indirectes font partie de l'histoire quotidienne et la Syrie, si elle n'est pas seule à jouer ce jeu-là, a la réputation d'en être grande praticienne.

La Syrie, forteresse assiégée

La Syrie tient plus du crustacé que du mammifère : dure à l'extérieur, fragile à l'intérieur. D'où son obsession de renforcer les éléments de sa carapace : ses lignes de front -classiques et non conventionnelles- pour préserver un pouvoir toujours menacé, alors même que le régime de Hafez el-Assad va sur ses vingt ans.

Un pouvoir minoritaire, un pays encerclé

Malgré sa doctrine flamboyante : panarabisme intransigeant, nationalisme laïc, socialisme, le parti Baas a servi, partout où il s'est imposé politiquement, de cache-misère à des minorités anxieuses de cacher sous des légitimations prestigieuses une réalité moins glorieuse de fragilité et d'isolement. C'est vrai en Irak, pays où les musulmans chi'ites sont près de 55%, les chrétiens quelque 5%, tous Arabes. Reste 40% pour les sunnites, communauté partagée à peu près par moitié entre Arabes et Kurdes. On comprend le nationalisme Arabe exigeant de la minorité sunnite... Arabe conduite par Saddam Hussein. Situation autrement acrobatique en Syrie, où dès l'origine le Baas a attiré en masse des éléments provenant de minorités

encore plus réduites, religieuses elles aussi : Alaouites (+/-10% de la pop. Syrienne), Druzes (+/-3%), Ismaéliens (+/-1,5%). Des sectes qualifiées d'extrémistes - "Ghoulat"- par l'hérésiographie islamique classique. Cette concentration d'hérétiques était - et est, au fond, toujours- considérée d'un oeil soupçonneux par l'immense majorité à la fois Arabe et sunnite (80% de la population) de la Syrie -que le Baas ait eu pour fondateur et idéologue un chrétien n'ayant pour elle rien de rassurant...

Au fil des années, la coalition minoritaire s'est défaite : Druzes et Ismaéliens ont été mis sur la touche, ou conservés comme potiches et le pouvoir réel s'est retrouvé entre des mains Alaouites, singulièrement celle du clan Assad. La phobie des Frères musulmans à l'encontre des Alaouites -que l'austère philosophe médiéval sunnite Ibn Taymiyya qualifiait de "Pires que les juifs, les chrétiens, pire même que les païens"- a beau ne pas être partagée par la population, celle-ci ne peut pas ignorer la confiscation de toutes les institutions vitales de l'Etat : armée, renseignement, communications. Et les voisins de la Syrie, eux, tentés de profiter de cette concentration -donc de cet isolement- du pouvoir Syrien.

### Les défis extérieurs

Car la Syrie est menacée à toutes ses frontières, et ces menaces sont bien réelles. Au nord, la Turquie : armée considérable, tradition d'interventions militaires brutales; les plus vieux des arabes ont encore en mémoire la poigne de fer des troupes Ottomanes... A l'est l'inexpiable fire-ennemi Baasiste Iralden virtuose, lui aussi, des coups tordus en tous genres. Au sud la Jordanie où les Frères musulmans sont redoutablement puissants, et persuadés de la pertinence de la "Fatwa sur les Nusairi/Alaouites" d'Ibn Taymiyya. Au sud, toujours, Israël : pas besoin d'insister. Au sud ouest, enfin, le Liban : redoutable chaudron de sorcières où se nouent toutes les conspirations Proche-orientales, à maintenir sous surveillance constante, ou, mieux encore si possible, sous occupation.

### La politique Syrienne

Confrontée à l'isolement religieux, la Syrie joue la carte de la grandeur et de l'unité nationale Arabes -les Alaouites sont Arabes, sinon musulmans orthodoxes; et celle de la grande Syrie, comprenant historiquement le Liban, la Palestine, la Jordanie -Chypre aussi disent les extrémistes- face à l'isolement communautaire. Fer de lance de l'Arabisme nationaliste devant Israël; champion de l'anti-impérialisme devant les Etats-Unis, la Syrie se doit de mener une politique en cohérence avec les grands principes qu'elle proclame; en apparence tout du moins. D'où l'alliance soviétique (contre-poids à l'alliance américaine d'Israël) et le soutien apporté à l'Iran (au nom de la lutte contre l'impérialisme). Mais si la guerre ouverte est permise contre Israël, l'occident, l'impérialisme, au nom des grands principes, elle est exclue avec les voisins-ennemis Arabes ou Musulmans, au nom des grands sentiments panarabes.

Exclue mais cependant nécessaire, en cas d'"axe sunnite" menaçant, par exemple :

Saddam Hussein, sunnite; Hussein de Jordanie, sunnite; Yasser Arafat, sunnite; Hosni Moubarak, sunnite : voilà une coalition bien menaçante...

Mais si le contexte interdit les attaques ouvertes, que faire ?

Faire faire à d'autres ce qu'on n'a pas le droit de faire soi-même : la plus succincte des définitions des stratégies indirectes.

Pratique Syrienne des stratégies indirectes

Deux éléments viennent renforcer cette propension à agir par la bande : la tradition des sectes hérétiques à l'islam et, dans l'actualité, l'extrême soin que met Hafez el-Assad à ne pas se laisser transformer en épouvantail médiatique international, comme le furent en leur temps, avec le résultat qu'on sait, Moammar Khaddafi et le général Noriega.

Tradition et monde contemporain

Au cours des siècles, l'islam chi'ite et l'ensemble de sectes ésotériques qui en procède -Nusifri/Alaouites, Ismaéliens, Druzes, elles véritablement hérétiques, ce que les chi'ites duodécimains ne sont pas- n'ont du leur salut qu'à une pratique plus ou moins extensive de la "dissimulation" qui autorise les fidèles à cacher leur foi réelle derrière un ralliement de façade au dogme dominant, quel qu'il soit, quand les circonstances l'imposent.

Cette pratique séculaire de la conspiration permet aux opposants à Assad, Frères musulmans en tête, d'accuser la secte et ses représentants au pouvoir aujourd'hui, des plus noirs complots : ainsi, à l'occasion de l'attaque de la grande mosquée de la Mecque, lieu le plus sacré de l'islam, en novembre 1979, on peut lire dans le journal clandestin des Frères Syriens, an-Nazir : "...Sans doute, n'ont-ils pas manqué de faire le rapprochement avec une autre opération menée il y a quelque dix siècles par les Qarmates Nusairis, quant ils ont occupé ce même sanctuaire, tué des innocents et jeté leurs cadavres dans le puits de Zemzem. Ils ont emporté la pierre noire de la Ka'aba. Ils ont coupé la route du pèlerinage pendant sept années, après avoir exterminé une caravane de quarante mille pèlerins qu'ils avaient pourtant assurés de leur protection."

De même pour la perte de plateau du Golan, réputé inexpugnable, pendant la guerre de juin 1967 : une conspiration aux yeux des Frères :

"La dernière en date de leurs trahisons remonte au mois de juin 1967, lors de la diffusion par le ministre de la Défense d'alors, Hafez el-Assad, du communiqué n°66 annonçant la chute du Golan, vingt et une heures avant l'entrée effective des troupes juives .... On a appris par la suite qu'un marché avait été conclu à l'ambassade de Syrie à Paris, par le truchement d'Ibrahim Makhos, l'ami d'Assad. Et le coup d'Etat militaire qui a porté ce dernier au pouvoir en 1970 pourrait bien être le prix payé à la trahison." Une telle réputation de trahison et d'expert ès- coups tordus -même, en l'occurrence, propagandiste et fantasmagorique fait qu'on recherche souvent, au Proche-orient, l'ombre du pouvoir syrien-Alaouite dans toutes les opérations indirectes. Et souvent, en effet, le chemin conduit à Damas...

L'opinion publique internationale, élément redoutable

La vie internationale contemporaine est marquée par l'influence gigantesque des grands médias internationaux et par le poids des opinions publiques occidentales sur les gouvernements démocratiques. Or les affaires du

Proche-Orient dépendent en grande partie de ces puissances, et l'actualité braque sans cesse le projecteur médiatique sur cette région.

Dans ces conditions, passer pour commanditaire de meurtres, d'enlèvements, d'attentats, alors qu'on veut par ailleurs donner au monde l'image d'un partenaire sérieux et mener à usage interne une politique de prestige, est impossible

D'où la nécessité de masques divers, pour pouvoir jouir des bénéfices de la menace, ou de la violence, sans en payer le prix. Ces masques, les divers utilisateurs de stratégies indirectes au Proche-orient, notamment la Syrie, vont les trouver dans les grandes causes régionales : Palestine, conflits communautaires divers (Arméniens, Kurdes, etc.) ou religieux (Révolution islamique). Qu'on soit favorable ou non à ces causes est évidemment sans rapport avec la question: il s'agit de pousser un groupe X à commettre un acte Y contre l'un de ses ennemis à soi. Par manipulation ou moyennant un échange quelconque. Puis de faire comprendre au pays-cible, au plus haut niveau, bien sûr, les tenants et aboutissants réels de l'affaire, en laissant l'opinion publique internationale et les médias dans un brouillard aussi dense que possible. On échappe ainsi au statut -dangereux- d'ennemi désigné et on reste en apparence -mais dans ce cas, l'apparence, l'image, est tout- un partenaire honorable.

L'arme palestinienne

L'arme palestinienne va servir à la Syrie :

. Sur l'échiquier local; à sa porte, au Liban, qu'il s'agit de contrôler sinon de soumettre totalement.

. A l'échelle régionale, contre les "frères" Arabes -Séoudiens, Jordaniens, Egyptiens, Iraniens, ou autres- qu'il faut parfois contraindre, dissuader à d'autres moments, en cas de péril toujours.

. Sur la scène internationale, enfin, l'arme de la dissidence palestinienne extrémiste va servir contre les pays occidentaux qui, au Liban mais aussi avec l'OLP et Arafat, s'obstinent à se mêler de ce qui, selon Damas, ne les regarde pas.

Insistons : la Syrie n'a pas le monopole de l'usage des frappes indirectes. L'Irak et la Libye l'ont précédée dans la manipulations de fractions palestiniennes terroristes. Arafat a créé le -génial- rôle du pompier incendiaire Proche-oriental, Assad n'ayant eu quel le mal de le reprendre par la suite.

Mais il y a distinctement un style Assad dans toutes ces affaires. Prudence : on laisse les têtes brûlées tirer les marrons du feu. Secret : "n'avouez jamais" est un proverbe Alaouite. Sens inné de la conspiration, on l'a vu, mais aussi de là durée. Et, par-dessus tout cela, l'immense capacité de séduction des élites Alaouites. Ce qu'il faut bien appeler, en dépit de tout, leur charme.

Manipulations palestiniennes au Liban ? Nous en parlons P. 53 avec le FPLP-Commandement Général d'Ahmed Jibril. Au-delà, on voit bien que ces stratégies servent à lancer les acteurs libanais les uns contre les autres, avant que, paternelle, la Syrie ne les réconcilie... momentanément. Et dès

qu'une solution politique proprement libanaise s'amorce, ses promoteurs sont assassinés. C'est ainsi que, successivement, le projet d'un Liban nationaliste-progressiste Arabe disparaît avec Kamal Joumlatt; que l'idée de restauration d'un État libanais pro-occidental s'évanouit lors de la mort de Bechir Gemayel.

La France se mêle décidément trop des affaires libanaises en 1981 ? Coup de semonce. Notre ambassadeur à Beyrouth est assassiné à proximité d'un barrage syrien.

L'Occident se porte candidat au sauvetage du Liban durant l'été 1982... et de celui d'Arafat un peu plus tard? C'est le double attentat d'octobre 1983, et la mort de trois cent trente marines et parachutistes à Beyrouth.

Au total, depuis le début de la guerre civile, la violence au Liban a, neuf fois sur dix, profité à la Syrie et nui à ses adversaires. Coïncidence ?

Frappe sur les “frères” et voisins ? Hussein de Jordanie (P. 51) a vite saisi ce que signifiait ce nouvel avatar de “Septembre Noir” apparu tout à trac en mars 1984.

L'échiquier international ? Se reporter, P. 50 à la malédiction mystérieuse qui accable, sans exception aucune et depuis dix ans, les “sponsors” d'Arafat et leurs plans de paix au Proche-orient.

Un style Assad mais également un éventail unique : au service de ses stratégies indirectes, la Syrie a fait appel à tout le monde, ou presque : dissidents palestiniens de dix obédiences différentes, Turcs, kurdes, Arméniens, Pakistanais, Libanais chrétiens, sunnites, chi'ites, druzes... Japonais; on en oublie sans doute.

L'affrontement avec Israël

Là aussi là surtout- l'arme palestinienne va servir à la Syrie. A son propre profit, évidemment. Objectif ? Permettre au pouvoir syrien de prendre une posture d'affrontement, d'ennemi N°1 de l' “Entité Sioniste” en évitant soigneusement de déclencher un conflit en vraie grandeur avec Israël à un moment inopportun. Le bénéfice est triple : politique et psychologique sur la scène Arabe, au cri de “les autres bavardent (Irak) ou trahissent (Egypte), nous agissons”; de prestige auprès des tenants palestiniens de la ligne maximaliste, qui demandent la destruction pure et simple d'Israël.

En général, les Syriens préfèrent patronner des opérations de commandos en Israël même, ou sur ses bordures libanaises mais jamais -démarche indirecte oblige- à partir de la Syrie dont pourtant une partie, le plateau du Golan, a été froidement annexée par Israël.

Mais les “Opérations Spéciales à l'Etranger” ne sont pas systématiquement écartées  
voir P. 57, note 1, la tentative du Fatah-intifada, à Madrid, contre un avion d'El Al.

Constantes et évolutions

La Syrie est un pays de taille moyenne, 185.000 km<sup>2</sup>, moyennement peuplé, 11 m. d'habitants, sans grands moyens économiques ou financiers. Son système de pouvoir repose, c'est le moins que l'on puisse dire, sur une base étroite. Jusqu'en 1970, ses moeurs politiques étaient plus Boliviennes, que Britanniques. Ce pays est en outre entouré de colosses. Pétroliers, Arabie séoudite, Irak; militaires, Turquie, Irak encore, Démographiques, Turquie encore, Egypte. Technologique et militaire, Israël. Les deux seuls petits pays voisins, la Jordanie et le Liban sont l'un le repaire de ses ennemis mortels, les Frères musulmans, l'autre le pire nid de frelons de la planète (et le resterait sans doute en bonne part, malgré les allégations libanaises, si la Syrie se transformait en une Helvétie paisible aux ordres d'un Ghandi damascène). Toutes les conditions étaient donc réunies pour que le régime de Hafez elAssad dure six mois, et que la Syrie devienne pour longtemps le souffre-douleur régional. Or Assad gouverne depuis vingt ans et aucune catastrophe irrémédiable ne s'est produite. On connaît la recette intérieure : police secrète omniprésente, répression féroce quand besoin est mais aussi justice sociale, grossière certes, corruption moins spectaculaire qu'ailleurs dans la région, réseaux de mobilisation populaire autour de thèmes porteurs, panarabisme, grandeur nationale, avant-garde de l'anti-sionisme, interlocuteur écouté des grandes puissances, etc. Au total quelque chose qui se situerait à mi-chemin entre Franco et Ceaucescu...

La fragilité extérieure, elle, se conjure grâce à une recette simplissime : faire peur. Oh, pas grossièrement, non, avec le sourire (voir P. 50 règle N°5), grâce à toute une panoplie d'organisations et à une doctrine éprouvée; sans doute aujourd'hui la plus élaborée -et la plus efficace- au monde. Dès qu'une puissance, quelle qu'elle soit, apparaît comme porteuse de menaces dans les écrans de contrôle Syriens, ces stratégies indirectes sont mises en oeuvre, avec progressivité, selon des protocoles, des codes, minutieux mais implacables.

Voilà donc ce que sont ces stratégies indirectes pour la Syrie. Localement ou régionalement, elles sont d'usage classique, mais réservées aux affaires sérieuses : si on peut arriver au même résultat sans en faire usage, tant mieux. Sur la scène internationale -la seule qui scandalise vraiment nos opinions, au fond, comme nous ont choqués les enlèvements d'occidentaux , dans un Liban qui comptait déjà trois mille otages autochtones dans l'indifférence générale- les Opérations Spéciales à l'Etranger sont l'arme défensive par excellence, ce qui se rapproche plus de notre force de dissuasion. Sauf que dans le cas présent, cette arme-là sanctuarise moins un pays que son équipe dirigeante.

La Syrie va-t-elle se servir de ces armes ad vitam aeternam ? Non, bien sûr. Assad est suffisamment intelligent pour savoir qu'il ne faut pas refaire cent fois les mêmes coups aux occidentaux : ils finissent par apprendre, même lentement. Et puis l'alliance soviétique est de plus en plus branlante; ces numéros-là ne se conduisent pas sans filet. A terme, on va sans doute assister à un rééquilibrage progressif, presque invisible, au profit des Etats-Unis et assister au passage des groupes terroristes les plus voyants de Damas vers Téhéran; comme ils sont en leur temps passés de Bagdad vers Damas, ou vers Tripoli. A moins que certains ne retournent à Bagdad... On en a vu d'autres, régionalement. Mais une chose est sûre : de tels outils sont trop précieux pour être abandonnés et leur doctrine d'emploi, celle des stratégies indirectes a encore de beaux jours devant

elle.

## SOURCES

La Syrie de Hafez el-Assad ou la terreur et son double. Jean Chevrier, "Etudes", septembre 1985.

La nomenclatura syrienne. "Cahiers de l'Orient" (CO), 4<sup>o</sup> trimestre 1986.

La politique de la Syrie au Liban. Elisabeth Picard, "Monde Arabe Maghreb-Machrek", avril-juin 1987.

Les relations Syro-Irakiennes : 40 ans de rivalité. "CO" 2<sup>o</sup> trim. 87.

L'armée Syrienne au Liban; "CO" 4<sup>o</sup> trim. 1988.

New Syrian ties found in suicide terror war. T. Friedman, "New York Times", 16/2/1986.

Syrian support for international terrorism 198386. Special report, US Department of State, dec. 1986.

Discriminate deterrence and low-intensity conflict : the unintentional legacy of the Reagan administration. R. Schultz, "Conflict" vol. 9 - 1989.

Assad : kibitzing on Syria's grand master. P. Seale, "Int. Herald Tribune", 19/5/1989.

## LA TERREUR AU PROCHE-ORIENT LE JEU, SES RÈGLES

"Monseigneur le Duc de Savoie ne se trouve à la fin d'une guerre dans le même camp qu'au début, que lorsqu'il a changé de camp un nombre pair de fois"

Saint-Simon, "Mémoires".

"L'affaire libanaise est, en réduction, un modèle des réalités politiques régionales : tous les problèmes internationaux des pays Arabes tendent à envahir cette zone politique-ci. Qui n'est somme toute qu'une valve de sécurité : les problèmes de tous les pays alentours génèrent une vapeur qui fuse et s'échappe au Liban. C'est la cocotte-minute où nombre d'alliances internationales mijotent leurs ratatouilles régionales..."

Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah "Al-Moussawar", 20/10/89.

## INTRODUCTION

Ce que l'on appelle terrorisme, ou violence politique, possède une réalité objective, indépendante de nos moyens d'investigation -policiers ou médiatiques. La connaissance directe de cette réalité échappe évidemment, clandestinité oblige, à qui ne dirige pas une de ces organisations; encore cette connaissance ne s'étend-elle qu'à un seul mouvement, vu l'absence d'"internationales, et ne couvre-t-elle qu'une période donnée, en raison des risques du métier.

Mais si l'observateur ne peut appréhender totalement la réalité, il peut tout du moins tenter de la rendre intelligible : isoler des éléments identifiables, reconnaissables, stables, mettre en évidence des régularités, révéler des structures sous-jacentes.

Rien n'est donc plus utile, pour les formes les plus complexes et les plus dangereuses de terrorisme, celles qui émanent du Proche-orient, que de travailler à constituer, à partir d'horizons aussi vastes que possible, un corps de données sérieuses, de généalogies, de topologies des groupes eux-mêmes et des séquences d'événements qu'ils provoquent. A partir de ce socle de connaissances stables, les analystes pourront plus rapidement, en période de crise, déceler et identifier des menaces au moment de leur émergence, poser, en cas d'acte terroriste, des diagnostics rapides et sûrs.

S'agissant des terrorismes Proche-orientaux, notamment des organisations du Front du Refus, et révolutionnaires-islamiques, trois grandes questions se posent : Quelles sont les dynamiques internes de ces groupes? Quelles sont leurs affiliations, leurs allégeances internationales ? Et que peut-on faire pour les empêcher d'agir, au moins en Europe et dans les pays occidentaux ? On peut tenter d'y répondre de deux façons

Première approche : celle de la théorie, de la voie magistrale. C'est un peu le pêché mignon des conférences internationales. Un discours abstrait dont rien ni personne ne peut vérifier la validité, la cohérence; éventuellement réfuté par d'autres théories aux fondements tout aussi invérifiables. Voilà qui est Abou Nidal et ce qu'il fait, dit l'un. Pas d'accord, dit l'autre. Mais comme Abou Nidal participe rarement à des colloques, et ne viendra pas trancher entre les deux théories, on reste dans le vide.

Seconde approche, celle que nous avons choisie : partir du réel. A partir du printemps de 1988, après une période de calme sur le front du terrorisme, consécutive aux grands attentats de la période fin 1985 (Aéroports de Vienne et de Rome, etc.) -rentrée 1986 (aéroport de Karachi, synagogue d'Istanbul, Paris, etc.), la scène du terrorisme transnational d'origine proche orientale s'anime à nouveau. On voit se produire dans la confusion, au milieu du déchaînement de toutes les propagandes, et du bruit de fond médiatique, toute sorte d'événements, politiques, stratégiques diplomatiques; d'actes de terrorisme. Mais tout ce désordre n'en a pas moins un sens. Lequel ?

Faire émerger ce sens, c'est répondre aux questions ci-dessus énoncées. Reconstituer les chaînes événementielles, révéler le jeu réel des instruments non-étatiques du terrorisme Proche-oriental, montrer que ces groupes ont, à la fois un rôle d'usage et un rôle d'échange, tenter de cerner les règles de ce jeu très complexe, voilà l'objectif que nous nous sommes assignés ci-après.

## STRATEGIES INDIRECTES AU PROCHE-ORIENT : LES REGLES DU JEU

Soulignons-le une fois encore : ce qui régit depuis vingt ans la commission d'actes terroristes au Proche-orient est tout sauf aléatoire. Il s'agit d'un jeu obéissant à des lois précises, aussi connues dans la région que celles du rugby dans les pubs de Cardiff ou de Dublin. Ces règles, tout le monde s'y conforme localement, musulmans, chrétiens, juifs, druzes etc. :

toutes les communautés, toutes les confessions, tous les clans les connaissent sur le bout du doigt; d'expérience, ils savent aussi que la transgression, le hors -jeu, coûtent fort cher : Anouar el Sadate, Bechir Gemayel, René Moawwad, cent autres ont payé de leur vie l'équivalent local du "carton rouge"...

Morceau de bravoure politico-militaire par excellence au Proche-orient; exercice de stratégie indirecte appliquée de haut vol: le sabotage du plan de paix. Ce spectacle, nous avons pu le voir cinq, six fois peut-être depuis 1974: parfaitement rôdé il s'exécute à la totale satisfaction de ses commanditaires, devant les yeux éberlués des occidentaux qui n'ont toujours pas compris comment le lapin pouvait sortir d'un chapeau vide. La pièce comporte trois actes

- Acte I : le pays qui s'engage le plus dans le plan de paix, qui pousse Arafat sur le devant de la scène diplomatique se fait durement châtier : voir P. 50 le sort de l'Autriche, etc.

- Acte II : un représentant ou un lieu de culte de la communauté juive sont frappés, de façon à provoquer le raidissement des faucons, et le silence gêné des colombes en Israël.

- Acte III: un cadre de l'OLP est assassiné, de préférence un des artisans du dialogue palestinien-israélien, l'effet étant de refroidir le zèle pacifiste de la direction palestinienne.

- Grand final : tous les acteurs affirment avec fermeté qu'ils poursuivront le processus de paix, ne se laisseront pas intimider par des tueurs sans scrupules, etc. La poussière retombée, on constate l'envasement irrémédiable de l'affaire, et on passe à autre chose. Deux ans plus tard, reprise du spectacle : succès identique. On intervertit les actes, I passe en II etc. : le public croit la pièce toute nouvelle. Seul le final est immuable

Metteurs en scène successifs : l'Irak, 1974-78; la Syrie depuis. Acteurs : différents groupes du Front du Refus depuis 1974, auxquels s'ajoutent des islamistes libanais, sunnites ou chi'ites depuis 1985 : ce que nous appelons la "Coalition du Carlton" (voir P. 48).

Concrètement voyons comment s'explique, à partir du scénario ci-dessus esquissé, le bouillonnement en apparence incompréhensible de la scène Proche-orientale, d'avril à décembre 1988.

#### Règle N°1

Chaque grande vague terroriste d'origine Proche-orientale est précédée d'une période confuse, où se produisent des attentats incompréhensibles autant qu'inopinés; où se multiplient déclarations codées, rapprochements et ruptures fracassantes. Aucun de ces événements ne peut s'expliquer, sur le moment, à partir de l'actualité ni des équilibres en vigueur dans la région. Ils prennent en revanche tout leur sens si l'on postule la connaissance, dans certains lieux de pouvoir, d'un événement à venir, encore secret pour la plupart. Toute cette agitation traduit le fait que les "initiés" tentent de le saboter, ou s'y préparent, et signalent ainsi son émergence prochaine.

Traduction concrète : jusqu'en avril 1988, tout ou presque est calme au Proche-orient, sur le front du terrorisme. Mieux, soumis à des pressions intenses de soviétiques des algériens, des libyens et des saoudiens, Hafez el-Assad s'est résigné à faire un bout de chemin avec Yasser Arafat -en attendant, bien sûr, de prendre sa revanche...

A l'époque, les phases de ce rapprochement - d'autant plus humiliant pour Assad qu'Arafat, informé par ses SR de la situation militaire réelle de l'Iran, joue depuis un an, de plus en plus ouvertement la carte Irakienne- sont les suivantes :

- Fin de la guerre des camps au Liban,
- Ouverture de négociations Syrie-OLP à un niveau très élevé,
- Annulation des dettes -considérables- de la Syrie à l'égard de l'OLP,
- Réouverture des bureaux de FOLP à Damas,
- Gestion des opérations militaires du Fatah à partir de Damas,
- Visite d'Etat d'Arafat en Syrie.

Ce scénario tient toujours au moment des obsèques d'Abou Jihad à Damas, en avril 1988 Mais à la fin de ce même mois, la Syrie apprend coup sur coup :

- Que les iraniens n'attendent plus qu'un prétexte pour accepter la résolution 598 de l'ONU (fin de la guerre avec l'Irak),
- Qu'un dialogue officieux s'est amorcé à Stockholm entre l'OLP et les Etats Unis et qu'il va à terme devenir officiel.

Or pour Assad, si la fin de la guerre Irak-Iran est un souci grave, le prive de son rôle favori sur la scène régionale, celui du pompier pyromane; la simple ébauche d'une paix entre Israël et ses voisins est un péril mortel : seul le carcan de la mobilisation militaire face à “ l'ennemi sioniste” légitime la domination écrasante de 10% de Nusāiri/Alaouites sur 90% de sunnites.

Dernier espoir pour les Iraniens : faire plier le Koweït, hinterland et soutien financier vital pour l'Irak. D'où l'ultime opération indirecte du conflit Irak-Iran : le détournement en avril d'un Boeing 747 de Kuwait Airways, le vol KU 422 Bangkok-Koweït. Echec et pat : Les pirates s'évaporent à Alger, 362'heures plus tard, mais le Koweït ne capitule pas, et refuse de libérer les 17 militants du Jihad Islamique qu'il détient dans ses prisons. A terme, les Iraniens vont donc devoir interrompre la guerre.

Le théâtre proche-oriental change donc brusquement pour la Syrie et pour l'Iran. Toutes les pièces de l'échiquier vont bouger : tout l'échafaudage d'alliances en vigueur au Liban va donc changer lui aussi.

Quels sont donc les besoins des protagonistes de la scène politico-militaire proche-orientale en ce printemps de 1988? Nous disons bien besoins car :

## Règle N° 2

Les manoeuvres dans la région sont toujours inspirées par la real-politik la plus glaciale. L'idéologie sert au mieux d'instance de légitimation, quand ça n'est pas tout simplement de faux nez. Abou Nidal, Ahmed Jibril, sont passés avec aisance d'une admiration proclamée pour la stratégie maoïste au Coran; Hafez el-Assad le panarabe s'allie à des Perses contre l'Irak; Arafat, le même mois de 1979, dit à l'Imam Khomeini qu'il va, sous son autorité, libérer Jérusalem l'islamique, et à Saddam Hussein que la Palestine ne se fera que par l'union des nationalistes et des progressistes arabes. .Parole donnée à un moujik” dit le vieux proverbe de la Russie des tsars “n'engage pas noble seigneur”...

## BESOINS DE LA SYRIE

Faire peur régionalement : montrer qu'elle a les moyens de frapper, de faire mal; message aux voisins : ne cherchez pas à profiter de nos faiblesses passagères, sinon...

L'échiquier, le terrain de man\_uvre de cette partie c'est bien entendu le Liban : la Syrie va y frapper en priorité l'axe de la coalition anti-Assad, qui regroupe l'OLP, les Forces Libanaises chrétiennes et les correspondants locaux de l'Irak. Cet axe, ce sont les forces d'Arafat. La direction palestinienne va donc être “punie” de quatre façons différentes :

- Par Amal, allié de la Syrie : c'est la “guerre des camps” de la banlieue de Beyrouth (Chatila, Sabra) et du sud-Liban : Ain-Heloué, Rachidiyeh, Mieh-Mieh, etc.,

- Par les palestiniens dissidents du Front du Refus (Abou Moussa, etc.) qui traquent les Arafatistes au nord du Liban (Tripoli, Baddaoui, etc.),

- Par Abou Nidal qui s'en prend à la Grèce, à ce moment le principal sponsor d'Arafat sur la scène européenne : c'est le massacre du “ City of Poros” ; Assad a très mal pris qu'Arafat ait choisi, lors de son expulsion du Liban, de partir par la mer via Athènes et non par la route via Damas.

- Par Ahmed Jibril qui punit les américains pour cause de reprise du dialogue avec l'OLP : destruction du vol Pan Am 103 en décembre 1988.

En même temps, la Syrie renforce son contrôle sur ses alliés libanais les plus turbulents, et en particulier, sur le HizbAllah dans la banlieue sud de Beyrouth. Le Parti de Dieu a désormais la laisse plus courte...

Tout cela, la Syrie va le faire à sa façon, qui est à la fois admirable d'habileté, diabolique... et réglée comme du papier à musique, donc qui peut être élevée au rang de règle.

## Règle N° 3

Pour effrayer, pour punir, en bref pour administrer la terreur, que ce soit dans la région ou au-delà, les grands acteurs de la scène

Proche-orientale ont chacun leur style caractéristique, dont la genèse est historique et culturelle. Le style Alaouite est celui d'une communauté ultra minoritaire, menacée cent fois d'extermination et donc suprêmement habituée à dissimuler ses stratégies, à couvrir ses traces. Confrontée à une difficulté, à une manoeuvre hostile, jamais la direction syrienne ne contre-attaque de front. Dans un premier temps elle cède, verbalement, tout ce qu'on veut. Réconciliation avec Arafat? Bien sûr! Avec Saddam Hussein? Quelle bonne idée... Retour de l'Egypte dans le camp Arabe? Tout de suite ... Le tout accompagné de flamboyantes déclarations panarabes. Plus unitaire que Hafez el-Assad, to meurs... Simultanément, et systématiquement, la direction syrienne met en jeu toute une batterie de moyens, dont le terrorisme, pour saboter et détruire en pratique tout ce qu'elle a du accepter en théorie. Jamais le danger n'est plus grand pour un pays, pour une communauté, pour un individu que quand on lui tend les bras à Damas, qu'on le couvre de compliments dans la presse du régime. Arafat lui-même, qui n'est pas un enfant de choeur, s'y est laissé prendre comme un débutant (voir P. 55 ce qui lui est arrivé à Damas, en mai 1983).

## BESOINS DE L'IRAN

Conserver le moyen de faire peur et de frapper, également à partir de sa base libanaise (le HizbAllah et ses sous-marques); poursuivre le chantage par voie d'otages sur plusieurs pays occidentaux. Déployer sa propagande en direction des islamistes sunnites du Machrek, notamment ceux de Palestine (Jihad islamique de Palestine, Hamas, HizbAllah de Palestine etc.)

## BESOINS D'ARAFAT

Le chef de l'OLP sait qu'il progresse; mais ces avancées doivent être harmonieuses : sinon elles le déséquilibreront.

- Progrès médiatiques : gigantesques, grâce à l' Intifada

- Progrès diplomatiques : très importants : dialogue avec les Etats-unis, réception en France, etc.

- Progrès "militaires" : c'est là que le bât blesse. La lutte armée reste le credo de la base palestinienne; or Arafat sait qu'il doit d'urgence réunir un congrès du Fatah, ce qu'il n'a pas fait depuis presque une décennie. Les critiques virulentes de ses dissidents, d'Abou Nidal à Abou Moussa, sur son attitude dictatoriale, son mépris pour la démocratie, rencontrent des échos réels dans sa propre base. Or, statutairement, le renouvellement des instances dirigeantes du Fatah se fait dans un scrutin où la moitié des votants au moins sont des "militaires", des combattants du mouvement. Se concilier ses soldats signifie pour Arafat renforcer sa puissance combattante à proximité d'Israël, au sud-Liban, y construire l'embryon de l'armée de Palestine; irriguer à partir de là l'intifada en Cis-Jordanie et à Gaza. D'où nécessité de dégager les camps palestiniens du sud Liban de l'étreinte d'Amal; Donc de trouver un modus vivendi avec Nabih Birri.

## BESOIN DU FRONT DU REFUS

Les palestiniens hors OLP ont un besoin encore plus vital qu'Arafat d'accéder à la zone sud du Liban, d'être au contact avec Israël. Reprochant à ce dernier de ne rien faire, ils doivent prouver leur différence en accomplissant des attentats spectaculaires en "Palestine occupée" .

De la propagande par le fait : Arafat bavarde, nous agissons. Cette présence militaire au Sud -massivement chi'ite passe par une alliance avec l'une des deux forces qui contrôlent le secteur : Amal et le HizbAllah. Comme Amal entame un rapprochement avec l'OLP, un changement de cavaliers va se produire, comme dans un quadrille, entre les différents acteurs militaires du Sud-Liban. Quand il s'achève, Arafat et Amal forment un bloc -plus ou moins solide, à durée déterminée, comme toujours- et le Front du Refus et le HizbAllah se sont rapprochés. Principal motivation du Front du Refus, outre les contraintes géographiques : l'argent. Leur principal bailleur de fonds, Khadafi, paie de moins en moins, puis s'arrête tout à fait. C'est l'Iran qui va progressivement se substituer à la Libye et qui pousse au rapprochement avec le Parti de Dieu.

#### BESOINS DU HIZBALLAH

Au-delà des soubresauts de la scène libanaise et des brouilles passagères avec X ou Y, le Parti de Dieu a, suite à l'arrêt des hostilités Irak-Iran, un problème crucial : celui de la légitimation de son combat. C'en est fini de la rhétorique "Aujourd'hui Kerbala, demain Jérusalem" . Il faut trouver autre chose, dans la sphère islamique, pour enflammer et mobiliser les masses. Ce nouveau moteur de la propagande, ce sera l'Intifada. Dès l'été de 1988, les radios, la presse du HizbAllah font de plus en plus référence au soulèvement des palestiniens, en insistant, c'est évident, sur sa dimension islamique. Mais la propagande ne peut suffire, l'action au service de l'Intifada doit suivre; d'où la création du HizbAllah de Palestine; d'où la nécessité d'une alliance avec des acteurs, parmi les plus radicaux, du soulèvement : ceux du Front du Refus.

Décembre 1988 : la poussière retombée, la scène politico-militaire libanaise est la suivante :

- La coalition du Carlton, outil à usage multiple, local, régional et international, sous co-patronage Syro-Iranien, chacun des deux parrains essayant, comme d'habitude de tirer sournoisement la couverture à lui. Cette coalition est la seule à l'heure actuelle à continuer dans la pratique des " Opérations Spéciales à l'Etranger" conduites, elles aussi, en fonction de protocoles très précis

#### Règle N°4

Le grand attentat transnational spectaculaire (Pan Am 103, DC 10 d'UTA, vague d'attentats à Paris en septembre 1986) obéit toujours à des motifs stratégiques. Arme très lourde, dangereuse dans son emploi, sa doctrine est comparable à celle de l'arme atomique pour les pays qui la possèdent : on ne l'utilise que lors de menaces gravissimes. Dans ce cas, toutes les revendications au nom d'un groupe demandant la libération de tel ou tel prisonnier ne sont que des prétextes, des rideaux de fumée destinés à masquer le coupable réel aux yeux du public-sinon du gouvernement du pays cible; à augmenter la confusion.

- Les alliés traditionnels de la Syrie n'ont pas varié dans leurs allégeances stratégiques, mais tactiquement, au niveau des théâtres d'opération, des fronts, ils se réservent le droit de nouer des alliances tactiques un peu atypiques, mais profitables aux deux parties et localement logiques (Arafat-Arafat au sud),

- Arafat a monté une série d'ententes locales dont le tableau général donnerait le vertige et la migraine- à un expert ès-intrigues byzantines

Au sud, il cohabite avec les chi'ites d'Amal, tout en gardant des contacts avec le HizbAllah; hostilité pour la Syrie oblige, il a les meilleurs rapports avec les militaires chrétiens et notamment avec Michel Aoun, instrument favori des Irakiens dans le secteur. Au nord, il conserve des contacts étroits avec Saïd Cha'aban, émir du Mouvement d'Unification Islamique, pourtant allié avoué de l'Iran. Mais tous deux gèrent en coproduction les restes des frères Musulmans syriens, utile instrument de chantage vis à vis de la direction Alaouite, en cas de besoin.

## COALITIONS (A FINALITÉ TERRORISTE)

### SOUS ELIDE SYRIENNE, OU CONDOMINIUM SYRO-IRANIEN 1984-1989

#### Présentation des parties-prenantes

(Par ordre de fondation, ou d'apparition publique)

- . FPLP- Commandement Général Palestinien, Syrie, Liban, 1968 (voir P. 52)
- . Fatah-Commandement Révolutionnaire (Abou Nidal) Palestinien, Irak, Bagdad, 1974
- . HizbAllah Libanais, Liban, 1982
- . Mouvement d'Unification islamique "Tawhid" Libanais, Liban, 1982
- . Fatah-Commandement Provisoire, ou Fatah-Intifada Palestinien, Syrie, Liban, 1983 (1)
- . Front de Salut National Palestinien Palestinien, Syrie, Damas, 1985 (voir P. 55)

#### Chronologie

1984

(Front du Refus) : Le FPLP-CG, le Fatah-CR et le Fatah-I ont, selon des sources arabes, formé au cours du second semestre une "salle d'opérations" commune pour agir contre la Jordanie, par des actes de terrorisme local et transnational. Sponsor : la Syrie; logistique et appui, la Saï'qa qui ne se montre pas trop, étant donné ses liens directs avec le commanditaire. Fer de lance : le Fatah-CR d'Abou Nidal. Les opérations seront signées "Septembre Noir" (voir P. 51)

1985

FÉVRIER: (Front du Refus) Abou Khaled el-Amleh, N°2 du Fatah-I annonce publiquement qu'un commandement commun avec le Fatah-CR a été créé.

AVRIL: (coproduction Front du refus-islamistes) Attentat par explosif contre un restaurant proche de la base américaine de Torrejon Espagne, fréquenté par des militaires US. 18 morts, plus

de 80 blessés. Une réaction à l'attentat, le mois précédent, contre le domicile de Cheikh Fadlallah, à Bir el-Abed (banlieue sud de Beyrouth).

JUILLET: (coprod' Front du Refus-islamistes) Assassinat, à Ankara, du premier secrétaire de l'ambassade de Jordanie. (voir Septembre Noir, P. 51)

(coprod' Front du Refus- islamistes) Attentats par explosif contre les bureaux de la compagnie aérienne jordanienne Alia, et British Airways, à Madrid.

(Front du Refus) Attentats par explosif contre les locaux de la compagnie américaine Northwest, et contre la synagogue, à Copenhague : 1 mort, 27 blessés. Revendication “ Jihad islamique” .

AOUT: (Alliance Front du Refus-islamistes) Ahmed Jibril (FPLP-CG) et Abou Moussa (Fatah-I) sont reçus officiellement à Téhéran par le président de la république Ali Khamene'i et par le premier ministre Mir Hussein Moussavi, comme “ les représentants authentiques du peuple palestinien”.

SEPTEMBRE : (Front du Refus) Attentat par explosifs contre les bureaux de la compagnie aérienne israélienne El Al, à Amsterdam; dégâts matériels légers. “Jihad Islamique”.

(Dates précises inconnues) : (Front du Refus) Des instructeurs du FPLP-CG participent à l'entraînement du commando du Fatah-CR qui attaque, en septembre 1986 un avion de la Pan Am sur l'aéroport de Karachi ( 53 morts, 100 blessés).

1986

AVRIL: (Front du Refus) Attentat par explosif contre les bureaux de Northwest à Stockholm. Dégâts matériels. “Jihad Islamique”.

JUIN: (Coprod' Front du Refus-islamistes) Un commando mixte FPLP-CG/HizbAllah est intercepté par une patrouille israélienne à proximité de la frontière d'Israël, alors qu'il s'appretait à attaquer un objectif en Haute-Galilée.

1988

SEPTEMBRE-DECEMBRE: L'offensive de paix au Proche-orient, matérialisée par la reprise du dialogue Arafat-Etats Unis se précise; elle entraîne une contre-offensive immédiate de la part du Front du Refus. Selon les règles des guerres indirectes en valeur dans la région, elle va se développer sur trois axes : propagande, terrorisme, man\_uvres de diversion. De façon visible, les “comités populaires” palestiniens hostiles à oeArafat se fédèrent en Novembre 1988, lors d'une réunion qui se tient dans un camp proche de Tripoli, dans le nord du Liban. Au début de Décembre, le cheikh Assad el-Tamimi, présenté comme le “ guide politique et spirituel du Jihad islamique de la Palestine”, lance une attaque d'une violence inouïe contre “les juifs et les agents des juifs” (pour lui, Arafat). Il appelle à l'alliance avec les mouvements palestiniens laïcs extrémistes. Une semaine plus tard, le chef du FPLP-Commandement général, Ahmed Jibril, menace : “Les forces actives de la nation arabe sauront s'opposer aux dernières

manoeuvres des Etats-Unis, à leur politique de trahison.” Le 20 Décembre, extraordinaire couronnement de la gesticulation du front du refus : une “Conférence Internationale de soutien à l'Intifada de Palestine” réunit à l'hôtel Carlton de Beyrouth le gratin politico-militaire de la scène libanaise. Présents? Le mouvement d'unification islamique de Tripoli (Cheikh Saïd Cha'aban, sunnite), le Jihad islamique de Palestine (Ahmed Hassan Mouhanna, sunnite), Al-Daoua d'Irak (Abou Mohamed, chi'ite), le FPLP-Commandement général (Ahmed Jibril, laïc), le HizbAllah (Ibrahim el-Amine, chi'ite), le front du salut national palestinien (Abou Moussa, laïc)<sup>4</sup>, le Fatah-commandement révolutionnaire (le groupe Abou Nidal, laïc, représenté par Mansour Hamdan). A leur actif, un palmarès “exceptionnel” : prise d'otages - 20 nationalités au total : des Français aux Américains, en passant par des Soviétiques. Mais aussi des détournements d'avions, des voitures piégées, des assassinats, des véhicules suicides, des bombes de dix variétés. Ils ont tout fait, des rues de Paris au Pakistan, de Stockholm au Maroc, sous cent masques divers. A l'invitation du cheikh libanais Maher Hammoud (sunnite), voilà rassemblée la plus colossale force de frappe du terrorisme transnational. Que disent-ils? Qu'ils sont unis. Que le Jihad doit continuer. Qu'Arafat est un traître et mérite la mort. Que l'Amérique va payer. Le lendemain, un Boeing 747 de la Pan Am se désintègre en plein vol, au dessus de Lockerbie, Ecosse.

1989

AOUT: (alliance Front du Refus-islamistes) Conférence au sommet HizbAllah (Sobhi Touféli - FPLP-CG (Ahmed Jibril) à Damas. Union pour “affronter et faire avorter les complots de l'ennemi sioniste et impérialiste”. “Atmosphère fraternelle”.

(alliance Front du refus-islamistes) Conférence au sommet HizbAllah- Front de Salut National Palestinien : “L'objectif de la France est de soutenir Michel Aoun dans la guerre ruineuse que mène celui-ci contre les forces islamiques et nationalistes de Palestine et du Liban” ...” Serrons les rangs pour affronter les interventions étrangères”.

SEPTEMBRE : Inoui. Une délégation du Parti Communiste du Liban rend visite au Majlis du HizbAllah. Les deux parties tombent d'accord pour “nouer des liens plus étroits entre les forces nationalistes et islamiques” . Faut-il que la pression de la Syrie soit forte, et impérieux son désir d'unifier les rangs de ses partisans pour que ces deux ennemis irréductibles - le HizbAllah assassine tout ce qui ressemble à un communiste dans ses zones d'influence depuis le jour de son apparition publique- en viennent à se faire des bonnes manières, ne fut-ce que du bout des lèvres...

(Détail qui a certainement un sens : depuis août 1989, tous les communiqués du HizbAllah mentionnant l'activité de son instance suprême, le Majlis Choura (assemblée consultative), précisent qu'il “siège dans la banlieue sud de Beyrouth” . Auparavant, aucune mention n'était faite de la localisation du Majlis, mais il était de notoriété publique au Liban qu'il siégeait à Baalbek; sous contrôle direct des Syriens, donc. La relative autonomie du Majlis dans l'enclave de la banlieue-sud lui permet-il d'avoir les coudées plus franches ? Ou “mouille” -t-elle moins les Syriens au cas où le HizbAllah s'engagerait dans une campagne terroriste transnationale ? En Afrique par exemple ? Ou en Europe ?).

Une malédiction tenace les “sponsors” et interlocuteurs d'Arafat, 1981-89  
Quel est le plus sûr moyen -on peut même dire infailible- pour un pays du

Proche-orient, d'Europe, voire pour une super-puissance, d'attirer une catastrophe sur sa tête ? Recevoir Arafat en grande pompe, patronner un plan de paix au Proche-orient où l'OLP joue un rôle significatif. La preuve ?

Voici, dans l'ordre, les pays et chefs d'Etat entrant dans cette définition :

- Autriche, Bruno Kreisky : août 1981, attentat, jet de grenades et tirs d'armes automatiques, contre une synagogue de Vienne; 2 morts, 18 blessés. Décembre 1985: attentat du même style contre l'aéroport de Vienne; 3 morts, 47 blessés.

- Italie, Bettino Craxi : Octobre 1982, attentat du même type à la synagogue de Rome, 1 mort, 36 blessés. Décembre 1985, idem à l'aéroport de Rome, 16 morts, 75 blessés.

- Jordanie, roi Hussein : voir " Septembre Noir" page suivante.

- Grèce, Andréas Papandreou : Juillet 1988 attentat-massacre à bord du navire de croisière "City of Poros" , 11 morts.

- Espagne, Felipe Gonzalez : Yasser Arafat est reçu avec faste, en janvier 1989, par F. Gonzalez et le roi Juan Carlos. En mai, la résidence de l'ambassadeur d'Espagne à Beyrouth est écrasée sous des salves de canons de 240 mm et l'ambassadeur est tué. C'est la seule résidence diplomatique à être ainsi visée; ce sont les seuls tirs d'artillerie lourde dans ce secteur. Du camp syrien, on susurre que ce "traitement" n'est sans doute pas le fait du hasard... Mais on est désolé de cet incident navrant, car :

#### Règle N° 5

Au Proche-orient, vous n'avez jamais d'ennemis. Personne ne vous regardera jamais dans les yeux en vous disant "cessez d'armer, de soutenir X, sinon, gare à vous ! Vous allez être, sans avertissement clair, victime

d'un attentat spectaculaire. Celui-là même qui l'a commandité sera le premier à vous présenter ses condoléances; à se désoler de la catastrophe; à dénoncer les tueurs infâmes qui...

Peu après, ce même commanditaire reprendra contact. Il vous expliquera qu'il y a de nouveaux attentats dans l'air; que lui fait de son mieux pour éviter le pire. Il vous demandera un geste pour amadouer ces mystérieux terroristes sur lesquels il a une influence.. Pourquoi -momentanément, bien sûr- suspendre ces fameuses livraisons d'armes à X? Ou rééquilibrer les choses par une livraison à Y? Comme récompense de son entregent, votre nouvel ami se contentera de quelques facilités économiques ou militaires... Sans oublier un communiqué élogieux...

- Etats-Unis, George Bush : Destruction du Boeing 747 de la Pan Am au dessus de l'Ecosse, en décembre 1988, deux mois après la reprise officielle du dialogue OLP-Etats-Unis, en octobre. (270 morts).

- France, François Mitterrand : Destruction du DC 10 d'UTA au dessus de l'Afrique, en septembre 1989, quatre mois après la réception d'Arafat à

Paris, en mai. (170 morts).

Qui souhaite mettre vraiment tous les risques de catastrophes de son côté doit s'arranger pour être, au même moment, dans le collimateur de la Syrie et de l'Iran, même si les motivations des deux pays divergent. Exemple ? La France et les Etats-Unis au Liban, en 1982-83. Pour la Syrie, ces deux pays n'ont rien à faire dans ce qu'elle considère comme sa basse-cour. Pour l'Iran islamiste, des chrétiens débarquant en terre d'islam, ce sont les croisades qui recommencent. Résultat ?

- Avril 1983: attentat par véhicule-bombe contre l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth : 63 morts,

- Octobre 1983 : attentats par véhicule-bombe contre le QG des marines et des parachutistes français : 300 morts. Sans oublier toute la vague d'enlèvements de citoyens français et américains au Liban, par la suite...

Dernier cas connu à ce jour d'effet de la “ malédiction ” : celui de la France. Depuis mar 1989, notre pays a successivement :

- Reçu Yasser Arafat avec faste,

- Elevé le bureau de l'OLP à Paris au rang de délégation générale de la Palestine,

- Envoyé une partie de sa flotte de la Méditerranée patrouiller devant Beyrouth.

Aucune de ces initiatives n'était critiquable en soi (alors que l'envoi d'une “force d'interposition” au Liban en 1982 était une erreur grossière), mais a-t-on bien mesuré les risques ? Réfléchi au fait que nul, par le passé, n'avait en pareil cas coupe à une sévère “punition” ? A-t-on bien prévu toutes les contre-mesures nécessaires ?

Une coproduction concrète : -Septembre Noir- 1984-85

En 1984, Yasser Arafat et le roi Hussein de Jordanie décident de proposer à la communauté internationale un plan de paix au Proche-orient fondé sur la création d'une confédération Jordano-Palestinienne. Peu après :

MARS 1984: Bombe à l'hôtel Intercontinental d'Amman, 2 blessés. 2 bombes désamorçées le même jour devant le consulat et le centre culturel britannique.

OCTOBRE 84 : Amman, attentat à la bombe à proximité du domicile de Hani el-Hassan, membre du CC du Fatah et cadre important de l'OLP.

NOVEMBRE 84 : Assassinat à Bucarest, Roumanie, d'un diplomate de l'ambassade jordanienne.

MARS 1985: Jets de grenades visant les bureaux de la compagnie aérienne jordanienne Alia à Nicosie, Chypre, Athènes et Rome; 5 blessés.

AVRIL 1985: Tirs de roquettes (RPG 7) sur l'ambassade de Jordanie à Rome, et sur un avion d'Alia à l'aéroport d'Athènes (cette dernière n'explose

pas).

JUILLET 85 : Assassinat, à Ankara, d'un diplomate Jordanien.

AOUT 85 : Tir d'arme automatique et jet de grenade sur le bureau d'Alia à Madrid.

Les attentats “Septembre Noir” s’interrompent net en septembre 1985. Un mois plus tard, on apprend que la Jordanie a mis fin à son aide aux Frères musulmans réfugiés sur son territoire, et leur interdit toute opération anti-syrienne depuis son sol. Une bonne manière en entraîne une autre... Quand à la proposition Arafat-Husseini, elle s'enlise irrémédiablement à la même époque...

#### La connexion palestinienne des SR du HizbAllah

Le principal service de renseignement du Parti de Dieu est son “ Organisation Spéciale de Sécurité ” (OSS), créée sur le conseil et avec l'assistance de l'unité de Pasdaran (gardiens de la révolution) iraniens en garnison dans la vallée de la Bekaa depuis l'été de 1982. C'est peu après le début de l'invasion israélienne que la plupart des réseaux chi'ites, et organisations islamistes militantes, qui opéraient déjà depuis plus de dix ans au Liban; avant 1979 au profit d'une révolution islamique à venir en Iran; après cette date, à son service -apparaissent au grand jour et se fédèrent sous le nom de Parti de Dieu, HizbAllah. Le contexte libanais, un cocktail de guerre civile, d'affrontements claniques et confessionnels avec, en prime, interventions et occupations étrangères, impose la constitution de cette arme anti-pénétrations, anti-coups tordus par excellence qu'est un -bon- service de renseignements. Le modèle choisi est celui des SR du Fatah et de l'OLP. D'abord parce qu'ils sont plutôt efficaces mais surtout parce que les cadres de l'OSS du Parti de Dieu ont pour la plupart une expérience concrète du fonctionnement des services.

Au début de la décennie 80, un des dirigeants des SR palestiniens au Liban, Mahmoud el-Natour “Abou Tayeb”<sup>5</sup> chargé de la sécurité des personnalités et des installations palestiniennes au Liban, a recruté tout un groupe de jeunes chi'ites libanais fascinés par la Résistance Palestinienne. Ils ont combattu au sud-Liban, et fait les “ petits boulots ” de la Force 17. Après le départ de l'OLP de Beyrouth, été 1982, certains, laissés orphelins, sont retournés à leur communauté, à leur for. Le talent de prêcheur de cheikh Fadlallah, dans sa mosquée de l'Imam Reza à Bir el-Abed (banlieue sud de Beyrouth) a, paraît-il, été décisif. Ce sont ces jeunes qui vont se retrouver tout naturellement à l'OSS/HizbAllah : leurs aînés (les Ibrahim el-Amine, Sobhi Touféili, etc., âgés de trente-cinq ans en moyenne à l'époque) ont reçu une éducation religieuse classique dans les séminaires Irakiens ( Kerbala, Nadjaf) ou Iraniens (Qom, Mechhed) et manquent totalement d'expérience concrète dans le domaine du renseignement. Cette première vague de jeunes chi'ites formée à l'école des SR Palestiniens sera rejointe, fin 1983, par leurs frères ayant suivi Arafat au nord-Liban, jusqu'à l'expulsion de ce dernier de Tripoli en décembre 1983.

Par la suite, ces jeunes conserveront des contacts avec les palestiniens qui restent au Liban : principalement ceux du Front du refus, sauf au sud, dans la région de Tyr et de Saïda où, du fait de l'absence syrienne, les Arafatistes peuvent se maintenir.

Avec le FPLP-CG, le lien passe surtout par Hafez Qasim Dalkamoni (actuellement incarcéré en RFA) lui-même sunnite fondamentaliste très strict, très pieux, philosophiquement proche du HizbAllah.

#### Les “modérés” iraniens et le terrorisme en 1989

La nouvelle direction iranienne fait tout pour améliorer son image depuis l'accession d'Al Akbar Hachemi Rafsandjani à la présidence : c'est clair. A-t-elle pour autant adopté une ligne de conduite exemplaire en matière de terrorisme ? Les hauts dirigeants de la République Islamique sont-ils désormais les disciples de Saint François d'Assise ou du Mahatma Gandhi ? Moins sûr, ainsi qu'en témoigne la liste des fans suivants, indiscutables car publics :

JUIN 1989: Assassinat à Dubaï, Emirats Arabes Unis, d'Atallah Bayahmadi, dirigeant d'un groupe de résistants iraniens de droite au régime islamique basé à Paris; attiré dans un piège et abattu.

JUILLET 89 : Assassinat à Vienne, Autriche, d'Abdurrahman Qassemlou, prestigieux dirigeant Kurde anti-iranien; attiré dans un piège et abattu.

AOUT 89 : Assassinat à Larnaca, Chypre, de Bahman Javadi, dirigeant du PC Iranien clandestin; attiré dans un piège et abattu.

Formation d'un HizbAllah de Palestine, dans les territoires occupés, le “HizbAllah- Compagnies el-Farouk”. “ Notre lutte commence par la pierre...elle continuera par le pistolet et la voiture piégée”.

SEPTEMBRE 89 : Attentat à la bombe au club britannique de Bagdad, Irak : 23 blessés.

Le président Rafsandjani reçoit officiellement à Téhéran une importante délégation du HizbAllah du Liban : Ibrahim el-Amine, Hussein Moussavi (tenu par les SR occidentaux pour responsable des attentats de 1983 à Beyrouth contre l'ambassade américaine, le poste Drakkar et la caserne des Marines, plus de 360 morts) et Hussein Khan patron des SR du Parti de Dieu. Le ministre des Affaires Etrangères annonce lors de la réception que “ l'Iran continuera à vous assister (vous, le HizbAllah, NDLR) sur les plans financiers et spirituel”.

Hussein Cheikholeslam, vice-ministre des Affaires Etrangères Iranien en charge de l'Afrique et du monde Arabe (et ancien leader des “Etudiants dans la ligne de l'Imam” qui prennent d'assaut l'ambassade américaine de Téhéran en novembre 1979) reçoit officiellement à l'aéroport de Téhéran Sobhi Toufeili et Hassan Nasrallah (HizbAllah), Ahmed Jibril (FPLPCG) Abou Moussa (Fatah-Intifada) et Saïd Cha'aban (Tawhid).

Une série de coïncidences ? En tout cas, avec des “ modérés” pareils, on se demande si l'on a vraiment besoin d'extrémistes.

#### CHRONOLOGIE POLITIQUE SUCCINCTE DU FPLP-CG

Ahmed Tibril est né en 1935 à Ramallah, dans la Palestine mandataire<sup>6</sup> d'où il fuit avec sa famille, lors de la “ catastrophe” de 1948, pour se fixer en Syrie. Il a alors treize ans. Attiré par le métier des armes, il est successivement élève officier dans l'armée syrienne, puis officier. Comme

nombre de ses collègues d'origine palestinienne, il n'accueille pas favorablement la fusion de l'Egypte et de la Syrie, en 1958, sous le nom de République Arabe Unie et quitte alors l'armée avec le grade de capitaine.

En 1959 il fonde un petit mouvement de guérilla, le Front de Libération de la Palestine, qui accomplit quelques coups de main en Israël, mais collecte surtout du renseignement au profit de l'armée syrienne. En 1990, les liens opérationnels entre Jibril et les SR militaires syriens remontent donc à plus de trente ans : un bail...

Quand le Fatah se constitue, et monte lui aussi ses premières actions sur le sol d'Israël, une coopération s'ébauche avec le FLP, mais c'est finalement le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) que Jibril choisit de rejoindre, à sa constitution, fin 1967. Il doit être responsable du secteur militaire du Front : le seul domaine qui l'intéresse vraiment. Mars 1968 : tension grave entre le FPLP et le gouvernement syrien. George Habbache se retrouve en prison à Damas et y reste jusqu'en novembre, en grand danger d'être purement et simplement liquidé. L'interrègne est assuré par le N°2 du Front, Nayef Hawatmeh. Sous sa direction, le penchant du FPLP pour le verbiage révolutionnaire et la rhétorique marxiste-léniniste s'aggrave au point que son congrès d'août 1968 est plus digne d'un groupuscule gauchiste que d'un mouvement de Libération voué à la lutte armée. Exaspération du capitaine Jibril un homme d'ordre- et clash avec Nayef Hawatmeh : la scission -logique- s'ensuit en octobre 1968.

Désormais Jibril va construire son propre mouvement sur la base de quelques principes simples:

- . Refus du bla-bla idéologique fumeux,
- . Alliance, jusqu'à ce jour indéfectible, avec la Syrie,
- . Nécessité de construire une force démultipliée (commandos air-mer-terre) et internationale,
- . Primauté donnée à l'action des commandos, tâche N° 1 de la résistance.

Ce mouvement, il le nomme FPLP-Commandement Général : insistance symbolique sur le primat de la lutte armée et rappel de son rôle à lui, Jibril, comme chef militaire du FPLP unifié (1967-68).

En 1970, le FPLP-CG rejoint le Commandement Unifié, coordination militaire de la Résistance palestinienne et, pendant les années 1970-71, Jibril siège même au Conseil Central de l'OLP, sans que son mouvement n'ait formellement rejoint l'organisation.

Revirement en 1974: le FPLP-CG fait son entrée dans l'OLP et, au 12° Conseil National Palestinien (CNP) de juin 1974, au Caire, Talal Naji, alors N°2 du mouvement, est élu au Comité Exécutif (CEOLP). Cela n'empêche pas Jibril de protester violemment contre l'évolution d'Arafat et de l'OLP vers la " petite Palestine" (Cisjordanie et Gaza) ni le FPLP-CG d'avoir participé les 16 et 17 juin de la même année, à Bagdad, à la constitution du Front du Refus...tout en siégeant toujours au CEOLP : en novembre 1974 encore, Talal Naji accompagne Yasser Arafat à Moscou...

Ce jeu, en apparence illogique et incompréhensible, s'éclaire si l'on prend en compte les besoins syriens de l'époque. Le Front du Refus est alors une coproduction Irako-Libyenne et il convient d'y avoir quelques billes, ne serait-ce que pour le saboter; Arafat et la Syrie sont sur une ligne d'affrontement au Liban, où mûrit une crise grave, et il faut donc avoir du monde auprès de lui, au besoin pour lui donner le baiser de la mort. A cette époque, le FPLPCG aligne de 3 à 400 fedayin, déployés entre la Syrie et le Liban.

1976: la guerre civile fait rage au Liban. Parmi les motifs de l'intervention de l'armée syrienne -aux côtés des chrétiens un certain nombre d'actes de sabotage, de provocations, dont le FPLP-CG est responsable : il joue ainsi le rôle assigné par les SR syriens. Mais la mainmise grandissante de la Syrie sur le Liban est considérée avec inquiétude par les frères-ennemis Irakiens qui agissent par Front du Refus interposé -et eux aussi sur la scène libanaise.

Alors que Jibril et la majorité du FPLP-CG suivent aveuglément la ligne syrienne, deux de ses adjoints du moment, Ta'alat Yacoub et Mahmoud Abou'l Abbas font scission avec une partie des troupes, se déclarent le FPLP-CG authentique, fidèle au Front du Refus; ils s'allient contre Jibril avec le FPLP de George Habbache. Les choses s'enveniment et en décembre 1976 des affrontements à l'arme lourde éclatent dans la banlieue sud de Beyrouth, à Sabra et Chatila précisément, entre partisans de Jibril et scissionnistes suivant Yacoub et Abbas. Chacun de leur côté, militaires syriens et fedayin d'Arafat parviennent à rétablir le calme. En avril 1977, le CEOLP décide que seule la tendance Jibril a droit au nom FPLP-CG et, à ce titre, à un siège au CEOLP. Ultime pied de nez, Abbas et Yacoub baptisent alors leur groupe Front de Libération de la Palestine (FLP)<sup>7</sup>. Un mois plus tard, en mai 1977, le Front du Refus -toujours sous sponsorship Irako-libyen- prend acte de la scission et exclut le FPLP-CG. Le Front du Refus reconstitue donc l'unité en son sein à la fin du printemps de 1977... Jusqu'au prochain bouleversement, au prochain jeu de chaises musicales; en l'espèce le coup de tonnerre de la visite d'Anouar el-Sadate à Jérusalem en novembre 1977.

Entre 1977 et 1979, le jeu des puissances proche orientales est le suivant : l'Egypte sortie du front anti-israélien, une concurrence pour le leadership du monde arabe se dessine entre la Syrie et l'Irak. Comme l'Egypte se modère, la Syrie doit se durcir. L'Irak cherche à se recentrer et gère sur son sol les soubresauts entraînés par les prémices de la révolution islamique d'Iran. En douceur, profitant d'une brève lune de miel irako-syrienne, les durs du Front du Refus (Abou Nidal, etc.) opèrent une translation Bagdad-Damas.

Juin 1982: les israéliens envahissent le Liban et progressent vers Beyrouth. Objectif : éradication de toute présence palestinienne organisée du pays. La chose n'est pas sans avantages pour la Syrie qui, d'après nombre d'observateurs, ne se défend que mollement dans ses bastions libanais, une fois son aviation sévèrement touchée au début du conflit. Arafat et ses hommes, et l'essentiel des cadres du Fatah et de l'OLP évacués par mer de Beyrouth, l'influence syrienne sur le Liban est sans partage; ce Liban qui demeure, malgré sept ans de guerre civile, " le poste de pilotage du monde arabe" selon la forte expression d'un diplomate, et à partir duquel, dans un tumulte propice, tous les coups tordus peuvent s'entreprendre.

Mais, la Syrie le sait, Arafat prépare déjà son retour au Liban, au nord du pays cette fois, dans la région de Tripoli dominée depuis deux ans par une milice sunnite intégriste, “Tawhid” , le Mouvement d'Unification Islamique. Son émir, cheikh Said Cha'aban est un ami d'Arafat; Tawhid et le Fatah sont de vieux alliés; ensemble, ils ont aidé, entraîné, armé les islamistes syriens en révolte ouverte contre les Nusairi/Alaouites de Hafez el-Assad depuis la fin des années 70. Certes ce dernier a fait écraser les protégés de Cha'aban et d'Arafat à Hama juste un an auparavant mais, malgré tout, la reconstitution du tandem Arafat-Cha'aban, d'une force palestino-libanaise sunnite de plusieurs milliers de combattants en armes à un jet de pierre de la frontière syrienne ne lui dit rien qui vaille. L'année 1983 sera donc consacrée par les syriens à savonner la planche sous les pas d'Arafat : une vieille habitude.

#### Le “contentieux” Assad-Arafat

D'après Kamal Joublatt, suite à de nombreuses conversations avec Assad, la Palestine n'est que le sud de la Syrie et il ne voit pas de raison de reconnaître vraiment de personnalité palestinienne distincte. Dès le début de sa carrière, Assad a appris à se méfier des palestiniens : dans la période (1970) qui précède son coup d'Etat, son rival Salah Jedid se sert de la Sai'qa contre les forces armées conduites par Assad, alors ministre de la défense. Dès son arrivée au pouvoir, Assad décapite la Sai'qa et remplace la direction pro-Jedid par des hommes à sa dévotion.

1976 : au Liban, la Syrie soutient le camp chrétien. Quand les Forces Libanaises anéantissent Tal-el-Zaatar -un camp de palestiniens chrétiens, situé dans le canton chrétienelles ont à leurs côtés, simultanément, des conseillers syriens et israéliens... A cette époque, beaucoup des combattants de la Sai'qa et de la brigade syrienne (“Yarmouk-”) de l'Armée de Libération de la Palestine désertent pour rejoindre l'OLP. Une seule organisation restera inconditionnellement pro-syrienne : le FPLP-CG de Jibril...

1983: La Syrie organise et soutient la scission d'Abou Moussa8 au sein du Fatah, et met en scène la guerre palestino-palestinienne de Tripoli entre août et décembre, se concluant par la seconde éviction d'Arafat du Liban en deux ans..

1984 : Quand l'OLP désire organiser son CNP à Alger, la Syrie bloque l'affaire et le CNP doit se tenir à Amman

1985-86 : La Syrie organise et soutient la “guerre des camps”, au Liban, entre la milice chi'ite Amal et les Arafatistes : plus de 2000 morts.

Février 1983: Jibril participe au 16° CNP, à Alger, et y lance une violente offensive antiArafat. C'est non sur toute la ligne : non aux contacts avec les “colombes” israéliennes, non au plan Reagan, non au plan de Fès, non au dialogue avec Moubarak, non, enfin, aux négociations avec Hussein de Jordanie.

Mai 1983 : après plusieurs semaines d'insistance, Assad accepte de recevoir Arafat à Damas. Objectif ? La réconciliation. Et, effectivement, le lendemain, la presse de Damas parle de rencontre “cordiale” et “positive” .

Trois jours plus tard, une importante scission s'amorce au sein des forces armées du Fatah : avec l'aide des troupes syriennes, les unités palestiniennes en garnison dans la vallée libanaise de la Bekaa se mutinent, sous la direction d'Abou Moussa (voir note 3). La sécession fait tache d'huile et, bientôt, Abou Moussa est rejoint par 5 autres officiers supérieurs du Fatah, 6 des 70 membres du Conseil révolutionnaire (équivalent du comité central du Fatah), et même par Khaled el-Fahoum, ancien président du CNP.

Août 1983: Arafat, qui en a vu d'autres, revient comme prévu à Tripoli. Réponse du berger à la bergère, il accueille au sein des forces fidèles à l'OLP des scissionnistes du FPLP-CG cinq cadres supérieurs du mouvement de Jibril, dont Abou Jaber Mahmoud, accompagnés d'une partie des combattants du FPLP-CG basés au nord-Liban.

Alors commence, autour de la ville de Tripoli et du camp palestinien, tout proche, de Baddaoui, un siège palestino-palestinien. Assiégés Arafat, ses troupes, ses alliés libanais. Attaquants les dissidents du Fatah -le Fatah-Intifada d'Abou Moussa, les fedayin d'Ahmed Jibril et d'Abou Nidal et la brigade syrienne de l'Armée de libération de la Palestine (ALP). L'armée syrienne fournit tout le nécessaire, dirige l'artillerie, bloque les issues maritimes. Arafat doit repartir pour la Tunisie en décembre 1983. Voilà donc la Syrie libre de mener comme elle l'entend son jeu palestinien au Liban.

Novembre 1984: le FPLP-CG est exclu du parlement palestinien, le CNP.

Le 25 mars 1985 se constitue, apprend-on grâce à une conférence de presse tenue dans les locaux de Damas du CNP, un Front de Salut National Palestinien, qui ambitionne d'être une contre-OLP. Il regroupe, lors de sa création, le FPLP de G. Habbache, le FPLP-CG d'A. Jibril, le FLP (tendance Ta'alat Yacoub), le Fatah-Intifada d'Abou Moussa, le Front de Lune Populaire Palestinienne de Samir Ghouché et la Sai'qa d'Issam el-Qadi<sup>9</sup>. Le FSNP nouveau-né est présidé par Khaled el-Fahoum, démis au 17<sup>e</sup> CNP (Amman 1984), de ses fonctions de président.

S'opposent donc désormais sur la scène palestinienne :

-Une figure emblématique, Yasser Arafat, aux troupes dispersées entre la Tunisie, le Yémen et l'Irak, éloigné, pour l'instant, du champ de bataille mais immensément populaire dans les masses palestiniennes,

- Une force armée non négligeable, à la capacité terroriste transnationale impressionnante mais sans leader vraiment populaire -ni même très connus sans base large et surtout, sans indépendance aucune vis-à-vis de son sponsor syrien.

Depuis lors, l'histoire du FPLP-CG est celle de ses alliances sur la scène libanaise (voir P. 48) et de ses actions spectaculaires, internationales, ou bien sur la scène libano-israélienne (voir page suivante).

A l'été de 1989, la force militaire du FPLPCG reposait sur un millier de fedayin palestiniens mais également sur une petite "légion étrangère" où l'on trouve des érythréens, des libyens, des syriens et des tunisiens. Si le quartier général du FPLP-CG est à Damas, et son influence grande dans les

camps palestiniens de Syrie, son implantation militaire est avant tout libanaise.

## CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES OPERATIONS -GUERILLA ET TERRORISME DU FPLP-CG

1970

FÉVRIER : Destruction en vol d'un avion de Swissair sur une ligne Zurich-Tel Aviv.

Le même jour, explosion dans la soute à bagages d'un avion d'Austrian Airlines sur un vol Francfort-Vienne.

Envoi de lettres piégées depuis Francfort, à des adresses israéliennes.

1971

JUILLET : Tentative de destruction en vol d'un avion d'El Al sur une ligne Paris-Tel Aviv.

SEPTEMBRE : Tentative de destruction en vol d'un avion d'El Al sur une ligne Londres-Tel Aviv.

DÉCEMBRE : Envoi, depuis la Yougoslavie et l'Autriche, de lettres piégées à des adresses israéliennes.

1972

AVRIL : Envoi de lettres piégées au pavillon israélien de la foire industrielle de Hanovre en RFA

AOUT : Tentative de destruction en vol d'un avion El Al sur une ligne Rome-Tel Aviv

DÉCEMBRE : Envoi de +/- 15 lettres piégées depuis Singapour à des adresses israéliennes

1974

AVRIL : Attaque-suicide contre la colonie de peuplement israélienne de Kiriath Chmonah. Trois fedayin du FPLP-CG prennent d'assaut un immeuble, tuent 18 israéliens et en blessent autant. Deux morts parmi les soldats israéliens au cours d'un combat de près de quatre heures. Les fedayin se donnent la mort en se faisant sauter avec leurs propres grenades.

1980

JUIN : Tentative d'attentat contre des personnels d'El Al à Copenhague.

1982

SEPTEMBRE : Capture de trois soldats israéliens à proximité de Beyrouth. Ils sont gars captifs jusqu'en mai 1985, puis échangés contre 1150 prisonniers palestiniens détenus en Israël

1985

JANVIER : Une unité du FPLP-CG est interceptée à Londres au moment où elle s'appretait à assassiner le représentant de l'OLP

1986

FÉVRIER : L'aviation de chasse israélienne intercepte au dessus de la méditerranée un avion civil libyen en route pour la Syrie, espérant que des responsables palestiniens extrémistes s'y trouveraient, et le contraignent à se poser en Israël. Espoir déçu. Le lendemain, lors d'une conférence de presse tenue à Tripoli en présence de dirigeants du Fatah-Commandement Révolutionnaire, du FPLP, du FLP, du PC Palestinien et du Fatah-Intifada,

Ahmed Jibril déclare : “ Les américains et les sionistes ont inauguré cette méthode (le détournement d'un avion civil NDLR) et ils doivent s'attendre à en subir les conséquences” ...” Nous espérons que vous informerez le monde très clairement de cet avertissement aux civils, pour qu'ils ne voyagent désormais plus -à bord d'avions américains ou israéliens. Nous ne serions pas responsables de ce qui pourrait leur “ . .

1987

NOVEMBRE : Deux fedayin du FPLP-CG, pilotant des ULM (ailes volantes motorisées) passent au dessus de la “ zone de sécurité” établie par Israël au sud-Liban. L'un est abattu près de la frontière; l'autre se pose dans un campement militaire israélien de Haute-Galilée. Il ouvre le feu sur les militaires et jette des grenades (six morts, sept blessés) avant d'être tué, ou de se donner lui-même la mort.

1988

OCTOBRE : Arrestation en RFA, à Neuss (banlieue de Düsseldorf), Hambourg, Francfort, Berlin-ouest, d'une quinzaine de palestiniens liés au FPLP-CG. Parmi eux, un cadre important du Front, Hafez-Qasim Dalkamoni, l'un des dirigeants de son service de renseignement. Dans l'un des appartements du réseau, à Neuss, sont trouvés deux radio-cassettes et un micro-ordinateur piégés du même type que la radio Toshiba qui fait exploser, le 21 décembre suivant, un Boeing 747 de la Pan Am au dessus de Lockerbie, Ecosse.

1989

MAI : Arrestation en Suède, à Stockholm et Uppsala, d'un réseau lié au FPLP-CG (one quinzaine de personnes). Ce réseau serait responsable d'attentats signés “ Jihad Islamique” , perpétrés en 1985 et 1986 en Suède, au Danemark et en Hollande.

Xavier Raufer

4 A part Abou Moussa, les principaux dirigeants du Fatah-I sont Abou Khaled Amble et Abou Ali Mahdi Bseisso. Depuis sa création, le Fatah-I n'a pas réussi d s'imposer vraiment hors des zones sous contrôle syrien et, même là, il se trouve en concurrence avec d'autres organisations palestiniennes plus dynamiques, ayant une image plus guerrière : celles de Jibril ou d'Abou Nidal, par exemple. Dans le domaine du terrorisme transnational, le Fatah-I n'est pas non plus très actif : un attentat d la bombe sur le parking de l'ambassade d'Israël d Nicosie, Chypre en octobre 1984 et one tentative de destruction d un avion d'El Al en vol. avec une voiture piégée, d Madrid en juin 1986. Un “résident” madrilène du Fatah-I, Nasser Hassan el-Ali avait confié one valise supposée contenir de l' héroïne d un voyou local , Isaias Manuel Jalafe, pour la "livrer" à Tel Aviv, le tout devant exploser en vol one heure après le décollage. Une manipulation malhabile, ou un accès de curiosité intempestive du “courrier”, déclenche le détonateur -mail pas la bombe- dans le salon de départ : 13 blessés.

5 Aujourd'hui. Abou Tayeb est le patron de la “Force 17” et anime l' embryon d organisation territoriale paramilitaire de l'OLP dans les territoires occupés, l' “Armée Populaire”, ! one des structures d'encadrement de l'intifada

6 Selon les sources les plus sérieuses. Une source différente mais unique, le fait naître en 1937 à Jaffa

7 Le FLP a, depuis, connu plusieurs scissions dont l'une, en 1983, entre une tendance pro-irakienne (Abou Abbas) et pro-syrienne (Ta'alat Yacoub, aujourd'hui décédé). Selon l'OLP (novembre 1989), le FPL a refait son unité sous la direction d'Abbas, secrétaire général du FLP.

8 "Abou Moussa" : saïd Mouragha, dit. Né en 1927, diplômé de l'académie militaire britannique de Sandhurst. Colonel dans l'armée Jordanienne. Rallie le Fatah lors de la guerre jordano-palestinienne de 1970. En 1982, dirige la défense de l'OLP devant Beyrouth, face aux israéliens. En 1983 : chef militaire adjoint de l'OLP au Liban, commande la brigade Yarmouk de l'ALP

9 En 1989, le FSNP ne regroupe plus que le FPLPCG, le Fatah-I, la Sai'qa et le Parti communiste révolutionnaire Palestinien d'Arabi Awwad.

## DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN UN AN APRÈS

Comment aborder un phénomène aussi important aussi complexe que la Révolution islamique d'Iran ? La recette est sans mystère: il faut faire preuve de modestie intellectuelle, avoir en mémoire la dimension historique de l'événement et ne pas céder aux passions de l'heure. Or nombre des réactions dont la presse occidentale -la presse française tout particulièrement, et nous reviendrons sur ce point- se fit l'écho, au moment du dixième anniversaire de la République islamique, puis à l'annonce du décès de l'Imam Khomeini ont été l'exacte antithèse des dispositions ci-dessus énoncées.

Voici ce qu'a donné, sans exagération, notre presse confrontée à cet événement : Téhéran n'est pas le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et l'électricité y est fréquemment coupée. Il y a, dans cette ville, des hommes qui préfèrent le cognac au Coran, et des femmes, les froufrous à Fatima. Le PNB iranien n'est pas ce qu'il devrait être. Les personnalités au pouvoir s'entre-déchirent pour l'héritage de l'Imam, au milieu de pharaoniques démonstrations d'hystérie collective.

Peut-on dire, à partir de là, que l'opinion française est informée ? Le délabrement de l'Iran est-il dû au fait que des islamistes y ont pris le pouvoir ou aux séquelles d'une guerre peut être provoquée, mais certainement pas déclenchée par ceux-ci ? L'abondance régnait-elle, à Paris, en mai 1919 ou en janvier 1945 ? Et, puisque révolution -et révolution majeure- il y a, comment jugerait-on un grand média étranger osant présenter un dossier sur le bicentenaire de la nôtre, qui se composerait d'un entretien avec l'un de nos prétendants au trône et des "révélations" d'une secte du type Moon, à la solde, en sus, de notre pire ennemi ? Le bilan historique de 1789 est-il réductible à l'existence de cent mille toxicomanes sur notre territoire

Est-ce, enfin, si difficile que cela de comprendre que l'Iran islamique est une société victorienne? La première société victorienne, celle d'Angleterre a vu régner une pudibonderie et une hypocrisie formidables, et fleurir, sous jacente, une littérature érotique (The Pearl, My secret life) à faire mugir le malquis de Sade. Cela a dû empêché l'empire Britannique de s'étendre sur une bonne partie de la planète ?

Quant aux déchirements au sommet, ils existent, certes, mais même les meilleurs analystes ignorent s'ils reflètent la confrontation, inévitable, d'avis opposés, ou la lutte à mort dépeinte par les médias. En tout cas, l'effondrement Wagnérien souvent prédit à la disparition de Khomeini ne s'est pas produit.

Au total, peu d'informations et beaucoup de ce que les sociologues nomment des "rituels de conjuration"; d'où la nécessité d'aborder avec quelque froideur la Révolution islamique et son avenir.<sup>10</sup>

De quel monde parlons-nous ?

C'est, au premier chef, dans la communauté musulmane étirée entre la Mauritanie et les Philippines-ce que les islamistes appellent "l'Oumma des mine millions"- que les effets de la Révolution islamique se sont manifestés durant la décennie écoulée, et se feront encore sentir dans l'avenir. Ce monde-là n'est ni matérialiste ni rationaliste. Dans son immensité, dans son hétérogénéité, il est traversé de grandes vagues d'attente, d'enthousiasme, de colère, de frustration. Ce monde-là est aussi celui des miracles et des signes de Dieu.

ATTENTE : en octobre 1988, en pleine Intifada, Ahmed Machhawari court dans les rues de Naplouse, brandissant le drapeau palestinien . Il a vingt et un ans. Touché d'une balle en pleine tête, il est ramené chez lui, agonisant. Sur l'oreiller de son lit de mort, le sang de ses blessures a dessiné d'étranges arabesques. Regardez, dit son père en le suivant du doigt, elles signifient : " Martyr de Dieu, Allahou Akbar!". L'oreiller est là, encadré, entre la photo d'Ahmed et le drapeau de la Palestine. La chambre du martyr est devenue un lieu de pèlerinage. Des posters de l'oreiller sacré sont imprimés et circulent chez la population palestinienne. Tel est le monde des signes de Dieu. Dans ce monde, le sida, l'effondrement de la Bourse, la destruction de l'Airbus d'Iran Air, le tremblement de terre en Arménie sont autant de messages divins.

ENTHOUSIASME : ce monde-là vient de vivre un événement extraordinaire. Un authentique miracle. Au cri de "Allahou Akbar! " les moujahidin (ceux qui combattent dans la voie du Jihad) afghans ont paralysé, puis contraint au recul l'indestructible rouleau compresseur soviétique. COLÈRE: : est-ce suffisant ? Le communisme est-il le seul ennemi de l'islam ? Non. En Afrique noire, en Azerbaïdjan, au Soudan, à Chypre, en Ethiopie, au Liban, au Cachemire, la confrontation avec les chrétiens, avec les idolâtres, se fait de plus en plus âpre. Et, en Occident même, les minorités musulmanes tremblent devant la montée des mouvements xénophobes.

FRUSTRATION : les difficultés qui assaillent l'Oumma des mille millions, depuis la dissipation des illusions des années 60, ont-elles disparu? Non. Les frustrations profondes, les injustices se sont-elles résorbées ? Non. L'écart entre les très riches et les très pauvres s'est- il réduit ? Non. La genèse éduquée est-elle sortie de l'impasse où elle se trouvait ? Non. Dans ce monde peu démocratique, l'islam est-il toujours le seul espace de liberté praticable, le seul véhicule disponible pour exprimer ses douleurs et son espoir ? Oui. Telle est la réalité de l'Oumma. Tel est le contexte dans lequel peut s'apprécier la Révolution islamique d'Iran.

La Révolution islamique : tentative de bilan

Ne nous y trompons pas. Février 1979 est, sans doute, l'une des trois révolutions à vocation universelle du monde moderne et contemporain, avec juillet 1789 et octobre 1917. Selon ses promoteurs, en sus, elle est la seule inspirée par Dieu. Cela explique en majeure partie, d'ailleurs, la violence des frictions avec la France porteuse et héritière d'un autre message universalisable, et les réactions si négatives de sa presse. Qui mieux est, cette révolution éclate à la fin d'un siècle (1399-1400) du calendrier musulman : période charnière, qui voit traditionnellement de grands troubles, de grandes attentes populaires, des épisodes messianiques.

Onze ans après, et du point de vue de son univers propre -l'Oumma- quel est le bilan de cette révolution?

Elle s'est conclue par l'instauration du premier Etat purement islamique depuis celui du Prophète. Cet Etat a résisté à une invasion d'énorme ampleur et a tenu tête -sans transiger sur ses principes, sans faire la moindre dette à l'étranger- à l'Irak, à la coalition, autour de celui-ci de tous les Etats arabes riches et puissants, à ses fournisseurs soviétique et français, et à l'hostilité vigilante des Etats-Unis.

La révolution iranienne a rouvert, pour la réaction de l'islam -de l'islam tout entier, sunnite aussi bien que chi'ite- le cycle du martyre témoignage, et remis ce concept (chahadat) au centre du combat. L'idée est d'une absolue simplicité : dans le cours du Jihad, si vous cherchez à tuer, et cela uniquement, vous perdrez; si vous acceptez le sacrifice et la rédemption du sang, vous gagnerez. Parti d'Iran, ce concept a essaimé en Afghanistan, au Liban, en Palestine, au Cachemire, au Caucase. En Afghanistan, les Soviétiques ont dû battre retraite. Sous les coups des " amoureux du martyre ", désorientés, affolés, Américains, Français et Israéliens ont fui le Liban. Dans les territoires occupés, l'Intifada, qui éclate à Gaza l'islamique<sup>11</sup> fait, en moins de deux ans, plus pour la cause de la Palestine que deux décennies d'infructueuses guérillas. Tels sont les éléments positifs de la Révolution islamique. Ils sont, à l'échelle de notre temps, considérables. Mais le passif est, lui aussi, très lourd.

Quand, depuis l'origine, votre dessein est de présider au retour de l'islam sur la scène de l'Histoire; quand, simultanément, vous appartenez à une branche minoritaire de celui-ci et que votre base de départ est un pays, et un seul, il vous faut faire oublier votre caractère doublement minoritaire. Si votre message touche uniquement des Perses, des persophones et des chi'ites, il va rapidement passer pour xénophobe et sectaire, la propagande ennemie aidant. Vous devrez, donc, concevoir un programme global, apte à séduire tous les déshérités d'un monde musulman qui n'en manque pas. Mission impossible? Non. D'illustres personnages de l'histoire islamique ont su faire oublier qu'ils étaient issus de peuples, de sectes minoritaires et mener les musulmans à la victoire : Saladin était un Kurde, et Mohamed Ali Jinnah, père du Pakistan, était un chi'ite septimain (ismaélien).

Et c'est là que la guerre déclenchée par l'Irak va coûter le plus cher à l'Iran. Quels que soient les discours tenus à Téhéran -la division entre sectes est une machination impérialiste, seul importe le pur islam de Mahomet et du Coran-, quels que soient les messages symboliques adressés aux sunnites fondamentalistes, par exemple, la révision des manuels de

théologie dans les séminaires iraniens, la réalité est là. L'Iran est en guerre contre un pays arabe dirigé par des sunnites; et il ne se contente pas de repousser un envahisseur, mais tente, depuis 1982, de l'occuper à son tour. Pis, Téhéran noue une alliance avec Hafez el-Assad, fils et protecteur d'une communauté syrienne, celle des "Alaouites" <sup>12</sup> unanimement considérée par les hérésiographes musulmans comme satanique et haïssable. "Pire que les juifs, pire que les chrétiens, pire même que les païens", écrivait le grand penseur médiéval Ibn Taymiyya. Hafez el-Assad, le bourreau de Hama, allié de Téhéran ? Cela suffit pour que les puissants Frères musulmans égyptiens, pour que les sociétés islamiques les plus influentes du monde sunnite -tous avaient applaudi à la révolution de 1979 -rompent les relations ou adoptent, dans le meilleur des cas, une solide réserve.

Nous verrons plus loin que cela signifie pour Téhéran non pas un isolement total ni définitif, mais, au fur et à mesure que la guerre s'aggrave, la majestueuse cataracte qui, au début, irriguait depuis Qom et Meched l'ensemble du monde musulman laisse place à un mince filet d'eau, guère en mesure de faire lever de nouvelles moissons révolutionnaires.

Du point de vue qui nous intéresse, où en est le pouvoir iranien ? Après dix années vibrantes, tendues, extatiques -et cela les dirigeants de la république islamique le reconnaissent volontiers la formidable masse de manoeuvre des années 1979-1982 est épuisée. Elle vit la fin d'une période d'intense mobilisation émotionnelle. Elle va devoir devenir réaliste et apprendre à surmonter son "complexe de Kerbala".

Car le beau rêve est brisé. Ah! monter au front, poitrines dénudées : "Hussein! O Martyr! Nous arrivons! Nous arrivons!" : tel était le nom de l'une des offensives de cette période-là.. Bousculer l'année irakienne... Entrer dans Bagdad et pendre Saddam... Pleurer de joie dans Kerbala libérée et, dans la foulée, prendre d'assaut Jérusalem ... Non. Cela n'aura pas lieu.

Cependant, le retournement brutal de l'été de 1988 aura surpris moins les musulmans que les experts occidentaux. Dans le Coran existe un cadre pour penser de pareilles situations : l'histoire de la bataille d'Uhud, où les troupes de l'islam, commandées par le Prophète, ont vu une victoire presque assurée se retourner en une quasi-défaite.

Que faire, désormais ?

Le clergé va devoir déterminer sa position envers le pouvoir. De tradition séculaire, les "sources d'imitation" chi'ites, tel Mirza Abol Hassan Chizazi affirmaient : "Si vous voyez les ulémas à la porte des palais des rois, dites-vous que ce sont de mauvais ulémas et de mauvais rois. Si vous voyez les rois aux portes des ulémas, alors ce sont de bons ulémas et de bons rois." Désormais les ulémas sont rois, et, à Qom, des docteurs de la foi de très haut rang ont tendance à penser qu'ils se mêlent trop du quotidien. Même si, notons-le, les chefs révolutionnaires islamiques ont tous un rang modeste dans la hiérarchie implicite du chi'isme iranien.

Second problème majeur : l'exportation de la Révolution islamique. A Téhéran, on perçoit, depuis deux ans, un débat sur la marche en avant des idées révolutionnaires dans le monde musulman. Dans ce contexte,

l'acceptation du cessez-le-feu d'août 1988 marque-t-elle la fin des efforts que déploieront les Iraniens pour répandre leurs idées, comme on l'a dit un peu rapidement ? Des proches de dirigeants de la République islamique -dont les analyses et les prévisions se sont révélées fiables dans le passé- prétendent que non et font valoir les arguments suivants. Depuis dix ans, selon eux, l'Iran courait, en réalité, deux lièvres à la fois. Il poursuivait, en premier, la politique d'hégémonie régionale du chah, en tentant de satelliser les Etats voisins du Golfe ou en essayant de les renverser par des révolutions qu'il téléguidait. Si cette stratégie permettait d'imposer, autour de l'Iran, des gouvernements frères -à commencer par l'Irak- l'Arabie saoudite était, de facto, vassalisée; et la partie, gagnée.

Simultanément -notamment à partir de sa "vitrine" libanaise-, l'Iran tentait d'affaiblir les positions des Etats-Unis et de l'Occident à travers l'Oumma et de gagner la sympathie des éléments islamistes les plus radicaux, du Maghreb à l'Indonésie.

Programme énorme, surhumain. Et, depuis 1987, l'échec et pat sur le front irakien, irréalisable. Une révision déchirante a donc été opérée : l'Iran n'avait plus la force de tout faire en même temps. Ses entreprises, à la fois brusques et brouillonnes, lui valaient l'hostilité du monde entier. La poursuite de la guerre avec l'Irak devenait une gêne énorme et nuisait à moyen et à long terme, à la propagation de l'islam révolutionnaire. Ce furent, en occurrence, les séquelles de la politique du chah qui ont été sacrifiées. Celles des stratégies indirectes qui accompagnaient la guerre ont également été gelées : prises d'otages, détournements d'avions. En revanche, les opérations d'exportation de la Révolution islamique par voie d'agit-prop, de recrutement, d'enrôlement dans les séminaires de Qom et de Meched continuent de plus belle. L'imam Khomeini l'avait déclaré explicitement dans son discours dit " du bol de poison" lors du cessez-le-feu. C'était aussi le sens de son extraordinaire lettre à Mikhail Gorbatchev, le 1er janvier 1989.

Pour répandre son message, Téhéran est en meilleure posture que pendant la guerre : alors, ainsi que le prescrit le Coran, tout musulman pieux devait s'abstenir d'encourager l'un ou l'autre des belligérants par ses actes et ses paroles. Or, comme l'ultra laïc et nationaliste Saddam Hussein ne comptait pas, hormis quelques simagrées, sur le soutien enthousiaste des islamistes, seul l'Iran était concrètement coupé de ses relais dans le monde sunnite. Un handicap de moins, par conséquent, et un discours plus habile que par le passé.

#### Le message universaliste

Le message révolutionnaire-islamique constitue mutatis mutandis une théologie de la libération musulmane. Loin de s'appuyer sur une idéologie exotique et sur des concepts inaccessibles au peuple, il recourt à des expressions et à des images tirées d'un substrat culturel connu de tous : le Coran. Sont ainsi opposés l'islam des princes et l'islam des déshérités; les croyants et les hypocrites; la tyrannie et la justice. Quelques principes simples sont posés : la religion et la politique ne font qu'un; don de Dieu, les richesses du sol et du sous-sol doivent être justement réparties. L'Est et l'Ouest, les superpuissances, forment le camp de l'"arrogance mondiale", dont le rêve est de détruire l'islam. L'Union

soviétique est un “tyran”, qui opprime les musulmans, quand elle ne les envahit pas. Les Etats-Unis et la France sont les “nouveaux croisés”, qui occupent le Liban et bombardent la Libye. Au c\_ur du complot judéo-chrétien contre l'islam, Israël est le “royaume Franc du XXe siècle”, le “foyer de corruption” et le ferment des divisions interarabes et intermusulmanes.

Ce discours -il faut insister sur ce point- est aussi bien celui de Téhéran que celui des islamistes sunnites, exception faite, toutefois, des puritains wahhabites. Proches de l'Arabie Saoudite, ces derniers sont horrifiés par un folklore, qui rappelle le catholicisme andalou, des sanctuaires et des processions chi'ites. Cette propagande est, enfin, facilitée par le discours biblique de la droite israélienne religieuse sur la Judée et la Samarie.

### Un projet, une pratique

Le projet de Téhéran est de transformer son modèle révolutionnaire en un idéal politico-religieux pour les déshérités du monde musulman. A terme, de remplacer l'Arabie Saoudite en tant que phare de l'Oumma. Programme fort ambitieux et sans doute démesuré, mais poursuivi avec acharnement sinon avec méthode depuis une décennie. L'accomplissement de ce projet nécessite un levier, un instrument international, et une stratégie.

Le levier, c'est le contrôle d'une minorité musulmane activiste (qui restera une minorité, les iraniens sont sans illusion à ce sujet); minorité largement Sunnite, d'ailleurs, dans l'ensemble des 46 pays membres de l'Organisation de la Conférence Islamique. La stratégie consiste à utiliser cette minorité pour marquer, comme au football, les gouvernements en place, à pousser ceux-ci à s'engager verbalement, de plus en plus, en faveur de l'islam, avec l'espoir que la dichotomie, la contradiction, entre cet islamisme cosmétique à usage médiatique et une vie politique intérieure toujours aussi dissolue, corrompue et non islamique déclenchera des révoltes et, de proche en proche, une situation révolutionnaire.

Personne, à Téhéran, ne nourrit d'illusions quant à la difficulté de l'entreprise. Personne ne pense que cette progression sera linéaire, continue, ascendante : une succession de victoires ininterrompues qui conduiraient rapidement le "milliard de musulmans" à vivre l'islam idéal sous la houlette de l'imam.

Mais ce défi de l'islam révolutionnaire est très difficile à relever par les pouvoirs en place. Il s'oppose à l'assise des Etats musulmans conservateurs; on ne peut le condamner ni comme occidental ni comme athée; son discours lui donne un accès direct aux masses, comme nous l'avons vu.

La diffusion de ce message révolutionnaire passe par un premier vecteur : les missionnaires. Dans ce domaine, la République islamique a fourni un effort gigantesque, amplifié d'année en année. Un chiffre frappant : un an après la révolution, en 1980, ils étaient déjà 10 000 futurs ulémas (chi'ites en majorité, mais aussi sunnites) venant de toute l'Oumma, en formation dans les séminaires de Qom et de Mehd13. La même année, le principal centre d'enseignement coranique d'Arabie saoudite, l'Université islamique de Médine, en comptait 380...

Par-delà les missionnaires, et en relation avec eux, un appareil. Quoique

très minoritaire, cet appareil international, composé de leaders d'opinion (oulémas, universitaires, journalistes), de groupes chi'ites et sunnites reconnaissant l'autorité spirituelle d'Ali Khamene'i ou influencés par la rhétorique révolutionnaire islamique, n'est pas négligeable. Il permet, en tout cas, de belles campagnes d'agit trop, telle celle orchestrée par l'imam en personne autour de l' "ouvrage blasphématoire" de Salman Rushdie, les versets sataniques ...

Soulignons d'entrée que la stratégie révolutionnaire islamique de Téhéran n'est pas le fruit des caprices d'un vieillard coléreux, mais procède d'une réflexion collective approfondie. L'affaire Rushdie a même permis de rapprocher la pensée de l'Imam Khomeini et celle du grand juriste conservateur allemand Carl Schmitt.

Pour ce dernier, la souveraineté politique réside en la capacité d'un pouvoir à désigner l'ami et l'ennemi. A poser le problème de la vie et de la mort. : "Aussi longtemps qu'un peuple existe dans la sphère politique" dit Schmitt "il devra opérer lui-même la distinction entre amis et ennemis, tout en la réservant pour les conjonctures extrêmes dont il sera juge lui-même. C'est là l'essence de son existence politique. Dès l'instant que la capacité ou la volonté d'opérer cette distinction lui font défaut, il cesse d'exister politiquement<sup>14</sup>. A partir du moment où l'objectif est de constituer l'oumma en une entité politique autonome, maîtresse de son destin, capable de préserver son identité de toute agression extérieure il est primordial de la "regonfler" et de la doter d'un ennemi clairement identifiable, d'un épouvantail. Et voilà Gorbatchev sommé de renoncer au matérialisme; Rushdie condamné à mort.

Que vont donc faire, dans ce contexte, les missionnaires, les leaders d'opinion et les groupes révolutionnaires-islamiques ? Présenter, vanter un modèle. Dans l'esprit des dirigeants de Téhéran, il est clair que ce modèle -certes, terni par la guerre tend cependant à se répandre : Jihad afghan, Palestine, Algérie, Jordanie, Kosovo Yougoslave, Cachemire... En attendant qu'éclate -Inch'Allah- la seconde révolution islamique quelque part dans l'Oumma, il faut que l'Iran tienne. Sorte de son isolement. La République islamique ne peut se permettre, du point de vue même de la diffusion de son message, de devenir une Albanie grand format. L'affaire Rushdie a permis à Téhéran de reprendre contact avec d'importantes communautés fondamentalistes sunnites, de l'Europe occidentale jusqu'à l'Indonésie. L'avenir de l'Iran comme phare de l'islam passe par la pérennisation et l'approfondissement de ces liens. Khomeini détenait les moyens de ce rapprochement : il était sans doute, de toutes les "sources d'imitation" de ce siècle, le moins sectairement chi'ite . Il est celui dont la pensée a été le plus marquée par les thèses du théoricien des Frères musulmans égyptiens -un Sunnite donc- Syed Qotb.<sup>15</sup> ? Ses successeurs pourront-ils prolonger son action dans ce domaine ? Là est la question essentielle des années à venir.

En conclusion, remarquons que les réactions occidentales à la fatwa (décret religieux) de Khomeini concernant les versets sataniques ont été, une fois encore, révélatrices. Pour comprendre la Révolution islamique (soyons clair : il ne s'agit pas d'être compréhensif à son égard) un élément est primordial : dans l'esprit de ses idéologues, la modernisation est souhaitable mais l'occidentalisation est une horreur. Les ordinateurs, les centrales nucléaires, oui; Michael Jackson, la cocaïne et le strip-tease,

non. Au moment où l'Iran semble timidement s'ouvrir aux technologies de pointe, il doit d'autant plus, selon lui, combattre tout ce qui risque de corrompre la communauté musulmane. A commencer par un livre comme celui de Rushdie. Il n'est pas sûr qu'il y ait en Iran, au sens où les Occidentaux entendent ces termes, des modérés et des extrémistes luttant pour le pouvoir : ceux mêmes qui acceptent la modernisation rejettent violemment tout retour à la culture américanisée telle que certaines couches de la jeunesse l'avaient adoptée à l'époque du Chah. On n'a pas le sentiment que les Etats occidentaux aient bien perçu cette dissociation -au demeurant idéaliste et peu opératoire.

A propos de concept peu opératoire, le dixième anniversaire de la République islamique l'affaire des Versets sataniques, la disparition de l'Imam en ont révélé un, chez nous, qui sombre avoir trouvé, dans l'Islam, ses limites. Il s'agit de la vulgate géopolitique. L'Islam révolutionnaire est, en effet quasi impossible à penser en terme de blocs; à classer globalement selon les catégories ami/ennemi. Difficile de déceler plus que d'infimes nuances entre l'idéologie du Hizb-e-Islami afghan et celle du HizbAllah libanais. Or, "géopolitiquement" parlant, l'un est qualifié de "terroriste" tandis que l'autre est composé de "combattants de la liberté". Faire du containment antisoviétique avec celui-ci qui entraîne, dans ses camps, les moujahidin du Jihad islamique de Gaza, tout en essayant d'anéantir celui-là, doit provoquer chez les stratèges géopoliticiens de rudes contorsions, tant sur le plan théorique que sur celui du passage à l'acte. Mais cela est une autre histoire...

Xavier Raufer

10 A lire : Diplomatie islamique / Stratégie internationale du Khomeinisme, Mohamed Reza Djalili; PUF Institut universitaire des Hautes Etudes Internationales, Genève; janvier 1989. 240 p.140 FF.

11 Pratique religieuse d Gaza : Prière cinq fois par jour : 49%; lecture quotidienne du Coran : 12,3%; jeûne du ramadan : 76,4%. Enquête sur un échantillon représentatif de la population, composé de 3306 personnes, effectuée d'août 1983 à février 1984

12 Le terme même d'Alaouite est impropre. Le nom exact de cette secte est "Nusaïrie". Il s'agit d'un culte syncrétique, conçu au IX<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ par un Perse, Ibn Nusaïr Les influences zoroastriennes et chrétiennes arméniennes y dominent, selon les experts, l'apport coranique.

13 Un autre chiffre, impressionnant, émanant du président Rafsanjani (25/9/88) : 96 000 étudiants en théologie ont pris part, au front, à la guerre contre l'Irak 2150 ont été tués, 7 500 ont été blessés et 295 sont portés disparus.

14 "La notion de politique, théorie du partisan "; Calmann-Lévy, 1972

15 " C'est la corde la plus sunnite du chi'isme qui a vibré (la "ligne Khomeini") rencontrant immédiatement la corde la plus chi'ite du sunnisme contemporain (Syed Qotb et ses disciples des Frères musulmans égyptiens)". Olivier Carré, "L'Islam et l'Histoire", Géopolitique N° 7, automne 1984.

Crise chez Abou Nidal les documents qui l'accablent

Communiqué du Commandement d'urgence du Fatah - Commandement

Révolutionnaire.

O Masses du grand peuple arabe Palestinien.

O génération de la Révolution des Pierres Révolution de la dignité! O  
Combattants de la Révolution Palestinienne,

O militants Arabes du Golfe à l'Atlantique.

O Amis de notre Révolution et de notre peuple à travers le monde, vous qui  
nous honorez de votre aide et de votre solidarité.

O membres de notre Fatah, avant garde de la Révolution Palestinienne, vous  
qui avez affronté les pires dangers, vous les résistants, vous les victimes  
de l'autocratie.

Vous les victimes des assassins et des fosses communes, des massacres  
perpétrés par Abou Nidal, ce boucher tapi dans son repaire, vous qui  
faites face à la calomnie et aux tentatives de meurtres.

A tour nous déclarons ouvertement : cela suit.

Car one goutte de sang a fait déborder le vase rempli par Abou Nidal et ses  
laquais et ce sang a noyé notre mouvement, notre révolution.

Quel gâchis. Ce mégalomane a fait de notre mouvement sa chasse gardée, sa  
propriété privée. Il a trahi la Révolution et la Patrie, monopolisé les  
biens et les finances. Il a discrédité nos combattants, détruits des  
foyers, fait incarcérer des otages par centaines dans ses globes.

Cet homme qui a perdu tout leurs moral, ce traître et ce lâche par  
excellence a étouffé dans l'\_uf toute ébauche de réforme et de changement  
dans notre mouvement, pour pouvoir maintenir sa dictature déviationniste.

Inévitablement, cette voie l'a conduit tout droit à son statut actuel,  
celui d'un criminel en fuite, les mains rouges de sang.

Suite à des consultations intensives avec un grand nombre de responsables,  
de cadres sincères et de camarades dans divers secteurs, bases et  
implantation de notre mouvement, consultation qui se poursuivent encore  
aujourd'hui,

Nous déclarons la création d'un " Commandement d'urgence " de nom  
mouvement, le Fatah CR; il regroupe d'éminents camarades, combattants de  
longue date, d'autres qui se trouve occuper les postes clefs, au rein du  
mouvement, ceux qui, comme nous, ont vu clair, ont refusé one politique  
suicidaire et ont eu le courage d'affronter le bourreau. Tous veulent  
mettre fin à l'actuelle déviation, veulent redresser le mouvement, châtier  
le criminel Abou Nidal. Cela, nous le déclarons afro que tous nos camarades  
resserrent les rangs, soient solidaires et forts. Dans ce but, nous tenons  
à dire que :

1°) Le Commandement d'urgence constitue one formule provisoire destinée à  
corriger one situation interne anormale, caractérisée par one totale  
absence de cohésion. Elle est appelée à disparaître, cette formule, avec

les circonstances exceptionnelles qui font rendue nécessaire, dès le rétablissement des normes antérieures, d'un équilibre sain, d'une ambiance sereine, d'une direction collégiale librement choisie par la base. Tout cela réapparaîtra avec la disparition du responsable de la paralysie actuelle, Abou Nidal qui se comporte en seigneur, en dictateur, excluant à sa guise; Abou Nidal à l'origine de ces maux que sont les complots, les injustices, le sabotage.

Nous nous adressons à leurs les dirigeants et cadres de l'organisation, et surtout à ceux qui se trouvent au Liban et que nous n'avons pas pu joindre. Nous aimerions qu'ils apprennent la vérité, qu'ils s'informent par leurs moyens et qu'ils prennent position. Nous leur disons que notre commandement d'urgence est provisoire et ouvert à leurs, pour que tout rentre dans l'ordre. La réussite de notre opération est l'affaire de tous. Nous insistons sur le point qu'elle ne nous est dictée que par notre conscience et notre sens de l'honneur.

Si nous en avons pris l'initiative, ce n'est nullement par soupçon à leur égard, ni par envie de minimiser leur rôle. Notre confiance en eux est totale et les mensonges d'Abou Nidal ne parviendront pas à l'ébranler : nous sommes immunisés contre son venin. Notre confiance est entière vis à vis de chaque cadre expérimenté, de tout camarade qui n'a pas trempé dans le meurtre d'un autre camarade. Répétons le : notre initiative n'a nullement pour but de nous démarquer du reste de l'organisation, ni maintenant, ni jamais.

Car nous sommes égaux dans le malheur et partageons la responsabilité de mettre fin à l'autocratie d'Abou Nidal et de sa clique, afin que notre mouvement puisse retrouver la grande famille Palestinienne et servir la Révolution et la Patrie.

2°) Notre appel s'adresse à tous, afin que soient préservés les biens financiers, militaires ou autres, de l'organisation. IL s'agit là des biens de notre mouvement, et non de ceux d'un individu. Nous exhortons chacun à mettre ces moyens à la disposition du Commandement d'Urgence, et hors de portée d'Abou Nidal.

Nous souhaitons travailler avec vous, la main dans la main, confiants en nos propres forces, forgées par la sueur et le sang. Ces liens nouveaux doivent échapper à l'emprise d'Abou Nidal pour qu'il n'en fasse pas, à son habitude, des instruments de destruction, d'hégémonie et d'autocratie.

3°) Cette initiative, certes dangereuse, ne menace pas l'unité du mouvement. Son objectif unique est de le débarrasser des maux qui le rongent et risquent de le détruire. Nous resterons - tant qu'il nous restera un souffle de vie - à notre adhésion au mouvement et nous battons pour consolider son unité; pour renforcer son rôle et pour qu'il retrouve sa place au sein du Mouvement Palestinien.

Nous bannissons toute guerre intestine entre frères, membres du Fatah, quelle que soit leur appartenance actuelle. Nous bannissons toute confrontation entre adhérents du Fatah ou toute autre formation palestinienne que ce soit, toute guerre Palestino- Palestinienne.

Nous nous prononçons pour une unité nationale Palestinienne bâtie sur des fondations solides.

En revanche, la confrontation entre différents courants politiques palestiniens est légitime et constitue un signe de bonne santé politique.

Nous considérons l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple Palestinien. Cette institution nationale provisoire doit être préservée quelles que soient les divergences légitimes entre les différents courants. Cela doit être clair et nous conduire à rejeter les tendances négatives visant à détruire l'unité de notre peuple.

Nous luttons pour que l'unité nationale soit préservée au sein de l'OLP, à l'image de l'unité qui règne en Palestine, renforcée encore par la Révolution des Pierres. Cela seul peut garantir la poursuite de l'Intifada. Face aux dangers qui nous guettent, il est impératif de consolider cette unité. Sinon, les hésitations, l'incertitude, l'individualisme viendront à bout de la Révolution.

Notre lutte doit emprunter une juste voie et s'éloigner de la démagogie irréaliste d'Abou Nidal. Ses agissements ont porté un coup très dur à la réputation de notre mouvement. Les massacres perpétrés ont sapé notre crédibilité et nos meilleurs combattants en ont fait les frais. Cette politique conduit droit à l'abîme et ces mensonges ne trompent plus personne. Abou Nidal prétend avoir versé 30 millions de dollars pour la Révolution populaire (L'Intifada NDLR).

Sa fortune entassée en Suisse - alors que nos combattants ont tous été formés à l'école de la générosité, du dévouement et du sacrifice - est comparable à celle d'un Onassis et rendrait un grand service à la cause.

Nos héros qui savent affronter la mort, le sourire aux lèvres sont tombés en de mauvais combats. Les opérations de Rome, de Vienne, du Soudan, d'Athènes, de Paris, de Karachi etc sont insensées et nous ont causé un tort immense.

Ces martyrs devraient aller combattre en Palestine, mais Abou Nidal a tourné le dos au juste combat.

L'Intifada entre dans sa deuxième année et ce démagogue s'agite, massacre ses propres combattants sans participer en rien à son développement.

Nous nous adressons à tous les mouvements au sein de la Révolution Palestinienne pour qu'ils nous soutiennent, maintenant que le masque d'Abou Nidal est tombé.

Nous nous adressons à nos frères : eux, comme nous, se doivent de défendre la Révolution, de protéger notre peuple contre les massacres. Nous nous adressons à tous, pour qu'éclate la vérité quoi qu'il arrive, jamais nous ne transigerons, jamais nous ne marchanderons. Notre seul but est de servir notre peuple et notre noble cause, pas de nous enrichir. Nous sommes d'humbles combattants de notre cause, conscients des difficultés à affronter.

Répétons que cette formule du “ Commandement d'Urgence ” n'est que provisoire et que chacun retrouvera son rôle dans l'organisation une fois

l'objectif atteint.

Voici qu'approche le moment de la vérité. Face à la réalité que nous avons fait éclater au grand jour, Abou Nidal est aux abois et dit des choses insensées. Nous qui avons rejeté toute main mise, refusé toute ingérence, qui avons oeuvré inlassablement pour l'indépendance du mouvement, voilà qu'il nous accuse d'être vendus à la Syrie ou à Ahmed Jibril...

“ Celui qui habite une maison de verre ne doit pas lancer de pierres sur celle du voisin” dit le proverbe.

Notre Révolution intègre et indépendante ira de l'avant. Elle est hors de portée des traîtres et des comploteurs. Le machiavélisme d'Abou Nidal, son art pour exploiter certaines contradictions n'aboutiront à rien. Rien ne saura nous faire dévier de notre objectif, car notre cause est sacrée. Nous ne transigerons jamais avec le bourreau qui a sur les mains le sang pur des martyrs, le sang de nos frères.

Révolution jusqu'à la Victoire!

1er Novembre 1989

Mouvement de Libération Nationale Palestinien - Fatah-Commandement Révolutionnaire.

Commandement d'Urgence au nom des Camarades.

Atef ABOU BAKR

Abderrahman ISSA

Membres du Comité Central et du Bureau Politique.

#### COMMUNIQUE A TOUS LES MILITANTS ET CADRES DE NOTRE ORGANISATION

Le Fatah-Commandement Révolutionnaire; A tous les dirigeants, cadres et combattants fidèles et honnêtes des Mouvements Révolutionnaires Palestiniens,

Aux masses de notre Nation Arabe, à notre peuple Palestinien

Et à tous les hommes libres du monde

Ce communiqué a pour objectif de vous informer de quelques unes des souffrances qu'ont endurés et endurent encore les militants et les cadres de notre Organisation. Ce qui n'est qu'un simple aperçu permettra cependant de découvrir un aspect méconnu des pratiques sauvages et criminelles de Sabri Khalil el-Banna “Abou Nidal” et de donner quelques précisions sur sa personnalité aux facettes multiples.

La “multiplicité des personnalités” , se constate chez les patients atteints de schizophrénie et également chez Abou Nidal : chaque jour -chaque instant- voit apparaître en lui une personnalité en parfaite contradiction avec celle qui l'a précédée.

Une partie de cette personnalité malade émerge hors de sa volonté; l'autre lui sert de refuge confortable pour y agir à sa guise. Jamais au profit de notre organisation, d'ailleurs, mais toujours pour sa propre gloire, ce même au prix de la mort d'êtres innocents.

J'ai vécu avec Abou Nidal pendant plus de vingt ans, et nous ne nous sommes presque jamais quittés du 14 Mai 1969 jusqu'au milieu de la nuit du 18 Octobre 1989. J'affirme ici connaître pratiquement tout de sa personnalité, de son mode de vie et de son comportement quotidien.

La tragédie a éclaté le jour où la véritable personnalité d'Abou Nidal a commencé à émerger, ce qui me fit hésiter et m'interroger. Était-ce vraiment l'Abou Nidal que j'ai cotoyé pendant près de vingt ans, cet être cassant, dont l'intransigeance allait croissant depuis trois ans? Aurait-il caché son jeu pendant tout ce temps ? Abou Nidal a-t-il pu passer aussi vite d'une personnalité à une autre, sans aucun signe avant-coureur ? Aurait-il réussi à dissimuler sa personnalité réelle durant toutes ces années et se manifesterait-elle maintenant qu'il a jeté le masque ?

Ces nombreuses questions nécessitent des réponses objectives et concrètes, afin qu'Abou Nidal ne soit pas jugé de façon hâtive et injuste. Voilà ce que je vais m'efforcer de faire à travers mes révélations sur Abou Nidal, documents à l'appui. Je n'aborderai pas ici mes souffrances personnelles de ces dernières années. Je traiterai plutôt d'une affaire importante : celle des exécutions aveugles de dirigeants et de cadres de notre organisation. Elle concerne tous les cadres et les militants de notre organisation et également les hommes honnêtes et fidèles de notre grande nation arabe, notre intérêt à tous étant d'empêcher Abou Nidal de provoquer de nouveaux bains de sang.

Mes camarades et moi-même avons supporté beaucoup de choses, mais nous voilà désormais à la croisée des chemins : soit nous acceptons que les assassinats se poursuivent dans notre mouvement, soit nous nous y opposons.

Voici donc les précisions nécessaires à la compréhension de l'affaire de l'assassinat de nos dirigeants Moustafa Mourad " Abou Nizar" et El-Hajj Abou Moussa, suite à une crise interne provoquée par Abou Nidal. Dans cette affaire, Abou Nidal a cherché à désintégrer notre mouvement possédant son programme révolutionnaire propre, sa ligne politique, et son fonctionnement inspiré du centralisme démocratique... Disons tout de suite que la crise oppose d'un côté le seul Abou Nidal et de l'autre l'ensemble des cadres et dirigeants de notre mouvement.

La crise n'a pas éclaté au moment de notre départ de Syrie ni lors de l'arrivée d'Abou Nidal en Libye au soir du 21 février 1987, mais remonte au début de 1984; elle se révélera à la fin de 1985.

Au milieu de 1987, Abou Nidal va prendre conscience des possibilités que lui apporte l'éclatement des Commandements en zones géographiques particulières : il va pouvoir concentrer dans ses mains tous les pouvoirs par le simple fait de coordonner le travail des bureaux et commissions d'organisation, donnant directement ses ordres à leurs dirigeants et étant le seul récipiendaire de leur correspondance.

Dans cette partie, certains camarades représentaient un obstacle pour Abou

Nidal : il essaya donc de les attirer dans des pièges pour s'en débarrasser. Dirigeant désormais en fait l'organisation de façon personnelle, il envoya des messages mensongers aux camarades de la direction résidant au Liban. Correspondances tronquées, biaisées que personne n'avait le droit de lire avant expédition, à l'exception d'Amjad Ata, 2<sup>o</sup> secrétaire du Comité Central et gendre du frère d'Abou Nidal.

Ce dernier a ainsi cherché à égarer tous nos camarades du Liban. Il cachait également les messages envoyés du Liban par nos camarades, n'en évoquant avec nous que certains éléments sans jamais les montrer. Nous avons essayé de nous opposer à ces pratiques individualistes mais si il reculait sur le moment, c'était pour renforcer encore son contrôle par la suite.

Arrêtons nous un peu sur l'une des maximes favorites d'Abou Nidal, selon laquelle le pouvoir dans une organisation repose principalement sur l'argent et les armes. Dès le début de la crise, il prit donc en main, également, le pouvoir financier et fit ouvrir au nom de sa femme, de ses enfants et parents, des comptes dans des banques suisses et autrichiennes. Il contrôla aussi personnellement tous les pouvoirs en matière bancaire.

Désormais, Abou Nidal est secrétaire et responsable du secrétariat du Comité Central, directeur de l'information, des secteurs économique, et financier, du camp militaire. Il est également responsable des Opérations Spéciales à l'étranger, de Felastin el-Thaoura ("Révolution Palestinienne", organe du Fatah-CR NDT) et du bureau politique.

Une seule direction lui échappe toutefois, parce qu'il se désintéresse de l'affaire : le travail en Palestine occupée, bien qu'il proclame que la Révolution Populaire en Palestine est son objectif prioritaire. Son seul travail en ce domaine consiste à rendre visite à telle ou telle épouse de camarades (prisonniers ? tombés au combat ? Non précisé dans le texte NDT)

C'est après notre départ de Syrie en Juin 1987, alors que cinq camarades du Bureau Politique se trouvaient en Libye, que commencèrent les man\_uvres d'Abou Nidal pour assurer sa main mise sur notre mouvement.

Il se mit à donner les ordres dans tous les domaines, primordiaux ou secondaires et à décider de tout : cela provoqua une crise majeure. Abou Nidal fit marche arrière chaque fois qu'il se sentait en position de faiblesse, adoptant un profil bas mais préparant l'étape suivante en secret

Rien de cela n'aurait été possible sans les membres du Comité Central, de véritables marionnettes qu'Abou Nidal man\_uvrait à sa guise. Quatre membres du Bureau politique, alors à l'étranger (hors de Libye NDT), les camarades Abou Nizar, Atef Abou Bakr, Mounir Ahmad et moi-même refusèrent cette ligne auto-destructrice : Abou Nidal cessa alors de convoquer le Bureau Politique pour ne travailler qu'avec un comité central qu'il manipule comme il veut.

Je tiens à dire ici que nous aurions pu isoler Abou Nidal si nous l'avions voulu, mais tous étaient tellement persuadé qu'il était bien le premier des dirigeants, et de l'aspect primordial de son rôle... Personne ne voulait lui ravir sa place, mais nous étions attachés au principe de la direction et de la prise de décisions collégiales, chose que refuse Abou Nidal malgré son acceptation théorique de la volonté majoritaire.

Les affaires importantes sont traitées par lui seul, hors du contrôle de quiconque et exécutées par ses marionnettes. Cet individualisme total a conduit notre organisation dans une voie dangereuse et auto-destructrice.

Son complot amena Abou Nidal à écrire aux camarades du Liban qu'il combattait à la fois l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur représenté, pour le citer dans l'une de ses missives, par une "Bande des Quatre" composée des camarades Abou Nizar, Atef Abou Bakr, Mounir Ahmad et Abderrahman Issa. J'ai découvert cela par hasard, un soir d' Août 1987, en pénétrant dans le bureau d'Abou Nidal alors qu'il écrivait à l'un de nos camarades, pas l'un des plus malins d'ailleurs. Je compris tout de suite qu'Abou Nidal continuait à tramer ses complots par lettres interposées. En signe de protestation contre ces pratiques agressives, je refusai de siéger au Comité Central et au Bureau Politique. Je demandais à quitter la direction pour ne pas être partie prenante de décisions que je rejetais. Atef Abou Bakr et Abou Nizar rejetèrent également les méthodes d'Abou Nidal et s'efforcèrent de les contrer.

Face à mon insistance, Abou Nidal, toujours fidèle à ses méthodes machiavéliques et trompeuses, déclara que mon départ du cercle dirigeant était une sanction pour des fautes que j'avais commises, alors que lui et moi avions d'un commun accord décidé de déclarer que je partais pour convenances personnelles. Je l'ai revu pour recevoir des explications et il m'a dit : "Si tu crois qu'on peut publier dans notre mouvement un décret revenant à dénoncer ma propre conduite, tu es fou..." Sans commentaires. Ce qui précède n'est qu'un exemple des tromperies dont use Abou Nidal contre tous, sans exception, dans notre organisation et vis-à-vis de ses alliés. Sans oublier ses criminels actes de vengeance qui s'exercèrent notamment à l'encontre des camarades dirigeants Abou Nizar, el Hajj Abou Moussa, Abou Omar et des centaines d'autres camarades.

Je tiens ici à vous raconter, sans entrer dans les détails, comment Abou Nidal a fait tuer le camarade el-Hajj Abou Moussa, un homme de plus de soixante ans, malade et diabétique de sûr-croit. En dépit de cela, il était à nos yeux le modèle même du combattant inlassable prêt à tous les sacrifices. C'est lui qui, au camp du martyr Abou Ali Iyad en Irak, avait assuré la promotion de milliers de nos combattants.

Il dirigea ensuite notre camp d'entraînement du Hermel, au Liban, puis les forces de notre mouvement au Liban toujours. Il arriva en Libye en 1987 à la tête d'une de nos unités combattantes envoyée dans ce pays pour y contribuer à la lutte anti-impérialiste.

Quelques semaines après son arrivée en Libye, el-Hajj Abou Moussa fut convoqué par Abou Nidal et ses sbires dans une maison de la région d'el-Sawani, à proximité de Tripoli, pour une réunion. Abou Nidal prit el-Hajj Abou Moussa à part, le tua et le fit enterrer sur place, juste à côté de la maison. Il fit alors couler du béton sur le sol et construire une pièce nouvelle au-dessus de son corps. Un tel crime dépasse l'imagination. Et quel sort tragique pour un résistant comme el-Hal Abou Moussa que d'être assassiné en cachette sur le sol libyen, cette terre de tous les arabes qu'il était justement venu défendre!

Ce crime abominable a été commis par Abou Nidal avec l'aide d'Amjad Ata, Jamal Abboud et Sami Aboul'Haftom.

Abou Nidal a tenté de garder secret le sort du camarade el-Hajj Abou Moussa en disant à nos combattants de Libye qu'il était au Liban, et vice-versa. A l'épouse d'el-Hajj Abou Moussa, il a fait dire que son époux s'était remarié et quand des camarades se renseignaient sur son sort, il détournait brutalement la conversation.

Je défie quiconque, Abou Nidal le premier, de dire le crime qu'a commis el-Hajj Abou Moussa, et d'apporter la preuve qu'il est parti de Libye, Abou Nidal a procédé de même avec le camarade Moussa Ahmad Rachid. Il l'a fait venir de Koweït, l'a tué et enterré au même endroit, chose qu'il a niée quand nous avons informé de ce fait les camarades libyens.

A la date du 18 Octobre 1989, le nombre des camarades assassinés en Libye, dans le camp et des permanences de notre mouvement s'élève à 156. Je n'ai pu obtenir une liste complète des noms des victimes et des localisations des meurtres car la liste ne sort pas des mains d'Amjad Ata, 2<sup>o</sup> secrétaire du Comité Central, gendre du frère d'Abou Nidal et gardien de ses secrets. Abou Nidal veille à ce que ses crimes restent inconnus, et ce pour plusieurs raisons :

1<sup>o</sup>) Il tient à ce que les frères libyens ignorent ses crimes commis sur le sol de la Jamahiriya libyenne car cela porte atteinte à sa souveraineté. Il sait aussi que cela constitue une trahison envers les frères libyens, envers le camarade Colonel Khadafi en premier lieu. D'autant plus grave qu'aucun frère (Libyen NDT) n'a jamais tenté de s'immiscer dans les affaires de notre mouvement; qu'Abou Nidal a joui d'une confiance jamais accordée à aucun autre dirigeant palestinien et qu'aucune limite n'était imposée à ses déplacements ou à ses contacts.

2<sup>o</sup>) Il tient à ce qu'aucune information (sur ces crimes NDT) ne circule dans l'organisation : c'est ainsi que personne ne connaît au juste le sort d'Abou Nizar, d'el-Hajj Abou Moussa, ni de centaines d'autres camarades.

3<sup>o</sup>) Il souhaite qu'aucune de ces informations ne soient connues des forces alliées et amies car cela jetterait le discrédit sur lui, et il perdrait toute la confiance dont il jouit aujourd'hui.

Voilà précisément les raisons qui font poussé à faire le silence sur le cas du camarade Abou Nizar, dont je vais parler maintenant. En Septembre 1987, l'hégémonie d'Abou Nidal était telle que la situation était devenue intenable; toute coexistence était impossible avec un homme usant de ces méthodes et prenant de telles libertés avec le code moral de notre mouvement. Le camarade Atef Abou Bakr refusa de continuer à travailler avec Abou Nidal et resta à son domicile. Il mit des conditions à la reprise de son travail. Elles ne furent pas remplies et Abou Nidal ne parvint pas à le faire changer d'avis. Abou Nidal convoqua alors le camarade Abou Nizar, qui résidait à Alger, à Tripoli pour qu'il fasse revenir Atef Abou Bakr sur sa décision. Abou Nizar, lui insistait encore sur la nécessité de préserver la cohésion de notre mouvement; ce qui était normal pour un homme qui avait toujours eu le souci de cette cohésion par le passé. Il avait agi de la sorte avec moi quand mon opposition à Abou Nidal avait atteint le point de non-retour, et que j'avais catégoriquement refusé de travailler avec lui, en Juin 1987. Dieu sait qu'Abou Nizar avait tout tenté pour que je fasse marche arrière; que j'essaie de supporter les pratiques d'Abou Nidal pour pouvoir en atténuer les effets sur notre mouvement. Cette attitude unitaire d'Abou Nizar, je re l'oublierai jamais.

Après qu'Atef aie donné son accord pour participer à un nouveau Comité Central et pour que soit fixé un nouveau cadre de travail ( ... quelques mots illisibles dans l'original en arabe NDT...) Abou Nidal persévérant dans son comportement diabolique et excessif, le camarade Abou Nizar, constatant que plus aucun camarade ne souhaitait travailler avec Abou Nidal, émit le souhait d'aller au Liban pour faire baisser la tension et les risques d'affrontements et y remplir au mieux sa mission. Il devait toutefois se rendre auparavant dans un pays socialiste pour s'y faire soigner.

Surprise : Abou Nidal accepta tout de suite. Je dis surprise car cet accord - un piège à coup sûr - était invraisemblable : Abou Nidal m'avait dit à plusieurs reprises que le départ d'Abou Nizar était hors de question. Il insistait bien -et auprès de plusieurs camarades, à de nombreuses reprises- pour dire qu'Abou Nizar devait abandonner cette idée.

Le jour où j'ai entendu dire qu'Abou Nizar était au Liban, f ai compris tout de suite qu'il s'agissait d'un mensonge d'Abou Nidal.

J'étais à l'époque en mission au Soudan, d'où je revins le Lundi 17 Octobre 1988, vers midi. J'appris par un ami -qui ne militait pas dans notre mouvement- qu'Abou Nizar était à Tripoli. Or, il faut savoir qu'au nombre des mesures de coercition prises par Abou Nidal, il y a l'interdiction de toute rencontre entre camarades, même de rang égal... Tout contrevenant à cette règle était suspect de "complot" ou de "trahison". Les slogans étaient "tout bavard est un traître"... "Tout camarade qui en rencontre un autre sans en aviser Abou Nidal est un traître" ... "Celui qui donne le numéro de téléphone d'un camarade est un traître"... Une de nos plaisanteries préférées était " celui qui respire est un traître".!

Voilà le style des mesures qu'imposait Abou Nidal.

Lorsqu'en ce 17 Octobre, j'appris qu'Abou Nizar était à Tripoli, je me suis mis à sa recherche, malgré la surveillance renforcée qu'exerçait une équipe d'Abou Nidal sur mes déplacements et mes rendez-vous. Mes recherches furent vaines : je n'ai trouvé ni le camarade Abou Nizar, ni quiconque l'ayant vu ce jour là.

Ma surprise et mes doutes grandirent encore quand j'appris que le camarade Abou Nizar n'avait pas libéré sa chambre à l'Hôtel de la mer, où il résidait. J'ai eu peur, vraiment quand j'ai vu qu'il avait quitté sa chambre au matin du 17 Octobre en y laissant ses affaires personnelles. Je commençais à penser qu'Abou Nidal avait tué le camarade Abou Nizar, l'occasion s'étant présentée à lui. Plus d'une fois, j'avais tenté de le mettre en garde, en lui disant "Attention à l'instinct de vengeance d'Abou Nidal...c'est un tueur à qui on ne peut accorder nulle confiance". Abou Nizar - que Dieu lui pardonne - me répondait : "Crois to qu'Abou Nidal en viendrait à des extrémités aussi basses?" " Oui" lui répondais -je et "tu as intérêt à être vigilant". Sans la prudence dont je faisais preuve, j'aurais moi même été assassiné par Abou Nidal, notamment le 19 Novembre 1987, mais je m'en suis tiré par miracle. Abou Nizar répétait qu'il était le compagnon d'Abou Nidal de longue date, qu'ensemble ils avaient affronté de nombreuses épreuves et qu'il ne pourrait croire à tout cela. Ces conseils de prudence, ces divers exemples de la trahison d'Abou Nidal,

Abou Nizar ne les prenait pas vraiment au sérieux. Il ne voyait pas ce dont Abou Nidal était capable; ne comprenait pas que ses sourires même étaient meurtriers. C'est ainsi que le camarade Abou Nizar disparut le 17 Octobre 1988 au matin, pour ne plus reparaître. Que s'est-il passé?

Le Dimanche 16 Octobre 1988 au soir, une session du Comité central s'est tenue dans le bureau de la Résidence de Souk al-Jomaa d'Abou Nidal. Abou Nizar y participait, je l'ai vérifié. Comme il avait obtenu de partir pour le Liban, il a de suite demandé un rendez-vous en tête à tête avec Abou Nidal, qui a accepté. La rencontre était fixée au lendemain Lundi 17, à 8h30 (du matin NDT). Dimanche 16 au soir, Abou Nidal, Abou Nizar et Atef Abou Bakr partirent ensemble à un rendez-vous avec Ahmad Jibril, et se sont séparés par la suite vers minuit. Dans la voiture, Abou Nidal, qui conduisait, a confirmé à Abou Nizar son rendez vous du lendemain.

Le Lundi 17, après le rendez-vous en tête à tête dont j'ai parlé ci-dessus, soit à 10 heures du matin, une autre session du Comité central était prévue, mais Abou Nidal la reporta au lendemain, et annonça qu'Abou Nizar était reparti pour l'Algérie. Comprenant qu'Abou Nizar avait bel et bien disparu, je décidai d'adopter la ligne de conduite suivante :

1°) feindre d'ignorer la présence d'Abou Nizar à Tripoli, afin que nul ne se doute de mes soupçons. Cela m'était possible, ayant été en mission au Soudan du 29 septembre au 17 Octobre 1988. 2°) chercher à connaître la vérité sur sa disparition d'autant plus que j'étais au courant des dissensions graves entre Abou Nidal et d'autres membres du Comité central, dont certains se trouvent hors de Libye.

3°) tenter de récupérer les documents où Abou Nidal ferait peser des accusations sur Abou Nizar ou d'autres camarades.

J'ai réussi à récupérer un certain nombre de documents; j'ai également recueilli certaines histoires -dans la version qu'en donnait Abou Nidal- et j'ai pu les restaurer dans leur réalité. J'ai obtenu une copie du dossier qu'Abou Nidal qualifie de "réquisitoire contre Abou Nizar" et je le publierai plus loin, dans ce communiqué.

Pour être plus précis encore, je dois indiquer que j'ai réintégré le Comité Central à partir du premier Juillet 1989, afin d'en savoir plus sur ces affaires. J'ai effectivement appris beaucoup sur des cas de meurtres, de tortures morales ou physiques portant sur beaucoup de camarades. Sans oublier les actes de vengeance visant des camarades, leurs femmes et leurs enfants. On s'attaquait à leur réputation, on les menaçait et c'est ainsi que des dizaines de camarades sont restés, comme otages volontaires, dans notre camp libyen "martyr Naji el-Ali" de peur qu'on s'en prenne à leurs épouses.

Le "Complot d'Abou Nizar" tel que le décrit Abou Nidal

1°) Abou Nidal a décidé d'une réunion en tête à tête avec Abou Nizar le 17 Octobre 1988 au matin.

2°) Le piège a été tendu dans la résidence de Souk el-Jomaa qu'Abou Nidal utilise comme bureau. Etaient présents Abou Nidal, Amjad Ata, Jamal Abboud, plus les gardes du corps et gardiens de la résidence.

3°) Après avoir exécuté leur sale besogne, ils ont transporté le (...corps du... NDT) camarade Abou Nizar dans la maison de Souwani - une prison et un lieu d'exécution murmuré on au mouvement- qu'Abou Nidal habite, encore à ce jour, et où il travaille souvent.

4°) Abou Nidal a répandu le bruit, au sein du Comité Central, qu'Abou Nizar était en mission au Liban.

5°) J'ai contacté Oum Nizar, qui réside au Liban. Elle pensait que son mari était parti de ce pays pour une mission à l'étranger.

6°) Pour accréditer la présence d'Abou Nizar au Liban, Abou Nidal a fait envoyer de faux télégrammes à son nom, de ce pays, en Décembre 1988, alors que nul ne l'y avait vu à l'époque aucun camarade, aucun dirigeant palestinien ou libanais, lui qui en connaissait des centaines.

7°) Comme il ne possédait aucun élément justifiant une incrimination d'Abou Nizar, Abou Nidal se mit à en chercher, pour appuyer sa théorie du “complot”. Il réussit à s'emparer, en Mai 1989, d'un attaché-case Samsonite contenant les papiers personnels d'Abou Nizar, que ce dernier avait laissé en dépôt à un ami. Ce n'étaient que quelques correspondances entre Abou Nizar, ses parents, ses amis. Déçu, Abou Nidal se mit à confectionner des faux.

8°) Après avoir obtenu l'accord d'Abou Nidal, Abou Nizar avait expédié sa famille à Damas, en Août 88. Après l'avoir assassiné, Abou Nidal feignit de s'étonner de la présence de sa famille à Damas, et répandit le bruit que là était la preuve qu'Abou Nizar était un agent syrien. Cela ne l'empêchait pas de dire à d'autres, proches de la Syrie, qu'Abou Nizar était un “arafatiste” ; à d'autres encore qu'il était à la solde de la Jordanie. Son discours variait selon ses interlocuteurs.

9°) Depuis la disparition d'Abou Nizar jusqu'en fin Juin 89, Abou Nidal a affirmé -aussi bien au sein du mouvement qu'à l'extérieur que le camarade Abou Nizar était au sud-Liban. Simultanément, il faisait courir le bruit qu'il était un “comploteur”, et qu'il avait créé des sociétés, à son profit, avec l'argent du mouvement. Il ajoutait, selon les cas, qu'Abou Nizar était un agent syrien, Arafatiste, Algérien, Jordanien ..., Libyen même! Poussant plus loin le jeu, il clama que le camarade Abou Nizar serait traduit devant un tribunal populaire du camp (palestinien) de Rachidiyeh (sud-Liban NDT).

10°) Suite à de nombreuses demandes émanant de tous les mouvements alliés, ou amis, de notre mouvement, nul ne croyant plus à la présence d'Abou Nizar au sud-Liban, Abou Nidal a fait dire que ce dernier était bel et bien impliqué dans ces affaires et que l'acte d'accusation serait publié plus tard. D'après Abou Nidal, à ce moment là, Abou Nizar était toujours vivant : c'est ce qu'il a dit entre autre à une délégation de cinq personnes, dont le camarade Ahmad Jibril, le 3 Septembre 1989.

11°) Aux frères libyens, Abou Nidal continue d'affirmer qu'Abou Nizar se trouve au Liban : si ce dernier n'était jamais sorti de la Libye, et y avait été tué, cela porterait atteinte à son crédit auprès des frères. Voici au contraire les preuves et témoignages permettant d'affirmer qu'Abou Nizar n'est jamais reparti de Libye depuis son arrivée, via l'aéroport de

Tripoli, en Octobre 1988.

J'aborderais ici les grandes lignes de l'affaire : les aspects spéciaux et secrets seront transmis aux frères libyens qualifiés.

a) - Les camarades Atef Abou Bakr et Abou Nizar ont quitté tardivement Abou Nidal ( la nuit du 16 Octobre 1988 NDT) et ce dernier n'a pu matériellement repartir cette nuit là pour l'Algérie.

b) - Il est impossible qu'Abou Nizar soit parti pour l'Algérie sans en informer quiconque, alors qu'une réunion en tête à tête avec Abou Nidal avait été publiquement fixée au Comité central. Ce d'autant plus qu'il est impossible de quitter la Libye sans que les autorités n'en soient informées, et sans contrôle à l'aéroport même. Abou Nizar le savait bien, lui qui insistait en permanence sur le respect des procédures. Jamais un tel départ à la sauvette ne s'était produit, les frères peuvent facilement s'en assurer.

c) - Il a conservé sa chambre à l'hôtel de la mer jusqu'au 25 Octobre : s'il avait quitté Tripoli, il aurait libéré sa chambre et réglé sa note d'hôtel.

d) - Ses affaires personnelles sont restées dans sa chambre jusqu'au 25 Octobre, date à laquelle Abou Nidal a envoyé Amjad Ata et ... (nom illisible dans l'original NDT) les récupérer et payer l'hôtel. Si Abou Nizar avait réellement quitté Tripoli pour le Liban aurait-il laissé sa valise, ses affaires, ses médicaments derrière lui?

e) - Le camarade Abou Nizar avait divers rendez-vous avec des amis à Tripoli, et devait déjeuner chez l'un d'eux. S'il avait quitté Tripoli - s'il en avait simplement eu l'idée- l'Abou Nizar que j'ai connu aurait évidemment téléphoné pour annuler ses engagements.

12°) Abou Nidal a envoyé certains de ses hommes en Algérie pour y acheter du mobilier et des lustres de luxe et les installer dans la maison où résidait d'habitude Abou Nizar et sa famille. Ceci fait, ils devaient réaliser un film vidéo de l'installation "luxueuse" et l'envoyer au Liban, où il servirait contre Abou Nizar en " démontrant" qu'il vivait dans le luxe. Ces faits sont bien connus de ceux qui ont visité la maison d'Abou Nizar à Alger. A partir de là, on peut s'interroger sur deux points

a) si le camarade Abou Nizar était un agent, un espion, un escroc, pourquoi Abou Nidal ne l'a-t-il pas dit publiquement lui qui prétend ne craindre personne? Pourquoi passe-t-il sous silence les affaires el-Hajj Abou Moussa, Abou Omar... (ici deux noms Indéchiffrables dans l'original NDT)

b) S'il y avait matière à accuser Abou Nizar, pourquoi Abou Nidal n'a-t-il pas soumis ses arguments et preuves au Comité central avant de déférer Abou Nizar devant un tribunal? S'il avait procédé ainsi, tout le mouvement le suivait sans problème.

A la lumière de tout ce qui précède, tout cadre ou militant de notre mouvement, tout allié, tout ami n'a-t-il pas le devoir de s'interroger sur des méthodes aussi perverses? Ne voilà pas la preuve qu'il s'agit d'un règlement de compte personnel à qui Abou Nidal a voulu donner l'allure d'un

complot? Toute personne ayant collaboré avec Abou Nidal, dans notre mouvement ou au dehors sait d'ailleurs fort bien qu'un désaccord, même minime avec celui ci suffit pour qu'il vous qualifie d'espion et d'agents : deux mots dont il fait le plus grand usage.

Il est également bien connu qu'Abou Nidal est soupçonneux à un point incroyable. Il doute de son entourage, de ses parents quelle que soit la confiance qu'il affecte de leur accorder. Il doute même de sa femme et de ses enfants et il doit sans doute en venir à douter de lui même. Je n'exagère pas en disant qu'il se croit le sauveur du monde et le plus intelligent des hommes -voire le seul homme intelligent. Il excelle aussi dans l'art de la Takiya ( la dissimulation : dogme des chiites duodécimains et des sectes hérétiques d'origine chiites : Druzes, Alaouites, Ismaéliens)

Frères! Camarades!

Avant de conclure ce communiqué, je vais extraire, d'une lettre d'Abou Nizar à l'un de ses camarades, quelques phrases considérées par Abou Nidal comme accablantes. Je laisse chacun juger ce texte, et décider de leur contenu “ conspiratif” . Abou nizar dit textuellement  
“Au moment où j'abandonne le poste que j'ai contribué à créer et occupé avec honnêteté, en homme fidèle à Dieu et à son combat, je me prépare à une réflexion personnelle approfondie sur cet univers féroce et un peu fou... je considère mon départ comme une sorte de libération.

Ma tâche essentielle, ces derniers temps, et mon ambition majeure étaient de sauver mon honneur, de ne pas laisser souiller mes actions passées : je ne regrette rien de tout ce qu'il a fallu faire pour cela, puisqu' aujourd'hui j'atteins mon objectif.

Voilà pourquoi je n'ai pas recherché de mission nouvelle. Si cette idée m'avait effleuré, certes, je mériterais d'être qualifié de comploteur et de traître. Mais cela conduirai à plus d'errances encore, à plus de souffrances, alors que j'aspire uniquement à oublier le passé !

Je souligne ici que, grâce à Dieu, je vis dans une aisance que j'ai moi même créée, au fil des années et de mes propres moyens, ayant toujours refusé de tremper dans des affaires suspectes.

Mon frère, pas d'affolement, pas d'initiatives intempestives devant ces situations difficiles : l'homme s'inscrit à la fois dans le passé, le présent et l'avenir. Il est enfin gravé dans la mémoire de ses enfants, en un souvenir qu'ils chériront ou haïront.

Je ne me livrerai à aucune attaque depuis l'extérieur (du Fatah-CR NDT); et si un jour je devais le faire ce serait face à face, d'homme à homme, ainsi que je l'ai toujours fait. D'autre part des rumeurs circulent ça et là comme quoi Abou Nizar et Abou Farah auraient constitué une fraction et s'apprêteraient à proclamer une scission dans notre organisation. Ces rumeurs sont tout sauf innocentes et il n'est pas nécessaire de les alimenter encore.”

Cette lettre et toutes les autres, y compris celles écrites par Abou Nidal à l'intention d'Oum Nizar seront publiées si nécessaires.

J'annonce ici mon intention de me battre pour Abou Nizar et d'exiger que toute la vérité soit faite publiquement sur cette affaire. Si le camarade Abou Nizar est réellement un criminel, un traître, un agent ou un escroc, je serai le premier à le condamner et n'aurai pour lui nulle pitié.!

S'il est vraiment innocent de tous les crimes dont on l'accuse, le tribunal dont je demande la constitution sera là pour condamner à mort tous ceux, à commencer par Abou Nidal, qui ont perdu toute loyauté, tout sens moral vis à vis de leurs camarades. Je sais très bien qu'Abou Nidal va m'accuser de tous les maux, et cela ne m'étonne pas. Je le mets au défi d'apporter la preuve d'une seule des accusations qu'il lance à ceux qui ont refusé de travailler avec lui. Je possède en ce moment des dossiers, des documents accablants pour Abou Nidal : accablants pour tous ceux qui sont sous ses ordres, pas uniquement pour ceux qui s'opposent à lui. Car, je le sais parfaitement, toutes les accusations que lance Abou Nidal se rapportent à des opérations qu'il a ordonné et fait exécuter secrètement. Non pas une déviation momentanée ou temporaire, mais - nous en reparlerons - mais d'une conduite digne d'un satrape et touchant aux affaires d'otages, aux finances, aux "opérations" (actes de terrorisme NDT)...

Enfin si Abou Nidal dispose d'éléments accablant Abou Nizar, qu'il les lise à un tribunal public, au moment et au lieu qu'il jugera bon et qu'il donne au camarade Abou Nizar la possibilité de venir s'y défendre, comme le prévoient les statuts de notre mouvement et toutes les lois du monde, d'ailleurs. (le n°3 du Fatah Commandement Révolutionnaire invoquant les règles de l'Etat de Droit : la chose ne manque pas de sel ... NDT)

C'est pourquoi nous appelons tous les frères mentionnés ci-dessous à former un jury d'honneur qu'Abou Nidal lui fournisse ses preuves. Nous ferons de même. Que notre camarade puisse se défendre.

Ces frères sont :

- 1- le Président Suleiman FRANGIE (Liban)
- 2- Le frère Walid JOUMBLATT (Liban)
- 3- le frère Moustafa SAAD (Liban)
- 4- L'Alim Mohamed Hussein FADLALLAH (Liban)
- 5- Le Cheick Saïd CHA'ABAN (Liban)
- 6- Le frère Daoud el-BAZ (Liban)
- 7- Le frère Georges HAOUI (Liban)
- 8- Le frère Mohsen IBRAHIM (Liban)
- 9- Najah WAKIM (Liban)
- 10- Walid el-HUSSEINI
- 11- Le frère Omar HARB (Liban)
- 12- Le Camarade Abou ISSA (Parti Révolutionnaire du peuple Jordanien)
- 13- Talal SALMAN (Liban)
- 14- Le Camarade Sami el-ATTARI (Parti Ba'as, Syrie)
- 15- Le Camarade Nizar HAMDOUN (Parti Ba'as, Syrie)
- 16- Le frère Mouzafer el-NOUWWAB
- 17- Le frère docteur el-MAGHRIBI (Libye)
- 18- Le frère Ahmad el-HAWKI (Libye)
- 19- Le frère Mesbah el-KADHAFI (Libye)
- 20- Le frère Saleh el- DROUKI (Libye)
- 21- Le frère Ismat Saïf el-DAWLA (Égypte)
- 22- Le frère Ahmad KHA'IK (Égypte)

- 23- Le frère Sabri MABDI (Egypte) 2
- 24- Le frère Ahmad el-KHAWAGA (Egypt)
- 25- Le frère Khaled Gamal ABDELNASSER (Egypte )
- 26- Le frère Taha el-MIRGHINI (Avocat, Soudan)
- 27- Le frère Nagib el-CHABBI (Tunisie)
- 28- Le frère Moncef el-CHABBI (Tunisie)
- 29- Le frère Abderrahman el-NACHILI (Tunisie)
- 30- Le frère Ibrahim TOUYAL (Tunisie)
- 31- Le frère Ali Akbar el-IBRAHIMI (Algérie)
- 32- Le frère El-Haff Ahmad TAHER (Algérie)
- 33- Le frère Mohamed el-BASRI (Maroc)
- 34- Le frère Moujahid el-Qahali (Yemen)
- 35- Le frère Saleh QALLAB (journaliste)
- 36- U fare Ahmad el-KHALIB (Koweït)
- 37- Le frère Mohamed Yassin el-SAGR (Journaliste, Koweït)
- 38- La soeur Hamida NA'NA (Journaliste)
- 39- Monsieur Lucien BITTERLIN Président de l'Association de solidarité Franco-Arabe, Paris.
- 40- Un représentant des directions des mouvements révolutionnaires palestiniens
- 41- Ceux qu'aura choisi Abou Nidal qu'ils soient ou non membres du mouvements ; arabes ou étrangers.

Je dis sérieusement que si ce qu'Abou Nidal avance à propos d'Abou Nizar était vrai, je me rendrai à lui sur le champ et subirai mon sort sans me plaindre, que Dieu en soit témoin. J'accepte à l'avance le jugement de la Commission. Que soit maudit celui qui cachera ou déformera la vérité, le traître qui accusera injustement ses compagnons, aujourd'hui et pour l'avenir.

Je demande en conclusion à tous les médias arabes à diffuser ce communiqué, qu'il parvienne à tous ceux qui pensent qu'Abou Nidal se rend coupable de déformer la vérité. Au nom de tous mes camarades injustement assassinés, en mon nom propre, je les en remercie sincèrement.

Nous jurons d'être impeccables pour ce qui concerne la vérité et la justice. Que Dieu soit avec nous! Révolution jusqu'à la Victoire!

Abdurrahman ISSA

Membre du Comité Central et du Bureau Politique Fatah-Commandement Révolutionnaire Le 27 Octobre 1989

Fouad Ali Saleh : lettres de prison

Juin 1987. Fouad Ali Saleh est en prison depuis près de trois mois. Inquiet de la tournure que prennent les événements, de ce qu'il apprend au cours des interrogatoires, il tente de communiquer avec l'extérieur pour prévenir les "frères" libanais mais aussi pour faire attribuer des aides aux éléments méritants de son réseau. Il essaie donc de faire passer des lettres à Anouar Jomaa, l'un des libanais du réseau de soutien, incarcéré comme lui à la Santé. Ces messages sont interceptés par l'administration pénitentiaire et traduits de l'arabe. Ils éclairent d'un jour extraordinaire la personnalité de Fouad Ali Saleh, et le fonctionnement logistique du réseau HizbAllah-Europe.

A ce titre, ces lettres intéressent les lecteurs des "Notes & Etudes". Nous les reproduisons donc ci-dessous, dans leur intégralité, avec les quelques commentaires qui s' imposent pour en éclairer le sens..

Xavier Raufer

LETTRE N°1

Au nom du Très-Haut, Paix à vous,

Mon cher fine, la police recherche deux libanais que je ne connais pas. L'un s'appelle Mohamed Mehdi Diab, et l'autre Youssef Youssef Mechref. Ces deux personnes sont activement recherchées par la police chypriote, grecque, française, italienne, allemande, anglaise, et dans tous les pays occidentaux. Ces polices recherchent une personne nommée Tahsine, dont on a dit que c'est lui qui a donné mon numéro de téléphone au frère libanais Hamadé en Allemagne. Mon frère, tâche de chercher le frère tunisien Lotfi Ben Kahla dont on a dit qu'il a été à la police et l'a informée que je détenais les explosifs liquides. Renseigne-toi sur cette personne : se trouve-t-elle ou non en Iran? Ou bien se trouve-t-elle en Amérique, comme cela a été dit ?

Cette personne m'avait dit, une fois, qu'on lui avait proposé de collaborer avec la police, mais qu'il avait refusé. Dieu seul sait s'il a vraiment refusé, ou non. Il est marié à une française nommée Françoise et son nom musulman est Zahra. Elle lui a donné deux fils, le premier s'appelle Mehdi et le second Ali.

Ils ont un contact direct avec le bureau particulier du Cheikh Montazeri, notamment avec son adjoint direct, Cheikh Hassan el-Ibrahimi. Lotfi Ben Kahla a disparu la veille de mon arrestation. On a dit qu'il avait donné une interview à la presse dans laquelle il a déclaré qu'il a conclu un accord avec la police pour qu'elle installe des micros dans l'appartement que j'ai partagé avec lui.

Qu'il a reçu la somme de 500.000 francs des services de renseignements, qu'il s'est " désolidarisé de la république et de son régime raciste, perse, expansioniste". Nous devons enquêter pour savoir la vérité. Cher Frère, retiens bien les noms de ces trois libanais; Mohammed Mehdi Diad, Youssef Youssef Mechref, et Tahsine. Dès to sortie de prison, va au Liban et informe-toi sans tarder sur toutes ces questions. C'est une mission, je t'en confère le droit. Il nous faut l'accomplir, sinon, nous serions contrevenants. N'oublie pas ce numéro 313.611. Dis leur tout, pars vite ; Salutations.

LETTRE N° 2

Au nom du Très Haut,  
La lettre manuscrite a été volée. L'important, c'est que j'ai des recommandations :

1. Tu demandes aux croyants, à ce numéro à Beyrouth, 313.611, qu'ils envoient des salaires à la femme de Mohamed Issa, car il est père de trois enfants, et déshérité. L'adresse de son épouse est chez le pâtissier, devant la boutique de Mohamed, rue de Chartres. Qu'ils envoient à Mohamed

aussi 1000 frs. à la prison. Egalement 1000 frs. à mon épouse après sa libération, et ce, jusqu'au jour de notre libération, avec la grâce de Dieu. L'adresse de ma femme est la suivante : 2, rue des Trois Frères, 75018. Quant à moi, si la volonté de Dieu est que je meure en prison, je souhaiterais être enterré au Liban, aux côtés de Cheikh Ragheb Harb, que la miséricorde de Dieu soit sur lui. Je voudrais aussi que ma femme et mon fils aillent vivre au Liban, surtout qu'ils ne restent pas en France. L'adresse de ma femme est près du métro Anvers. Vous devez poursuivre la mission d'une façon continue et éclairée, au sein de la colonie islamique et particulièrement la colonie nord-africaine. Tout cela entre dans le cadre des conditions objectives pour l'expansion de la révolution islamique dans notre monde musulman déshérité.

Parles-en à tous les Croyants, autorités officielles et autos. Trois moyens, dont on doit toujours disposer, sont nécessaires à l'accomplissement de notre mission : les livres, les cassettes et l'entretien direct. N'oublie pas mon message à Nizar el-Zein. C'est la police qui me l'a dit " dues à votre camarade de ne pas mettre les pieds en France " . J'indique au passage que je ne sais pas ce que fais ce frère. Le triomphe de la révolution islamique est la seule solution pour écraser l'idôlatrie et l'injustice dans le monde. C'est pour cela que la diffusion des principes de la révolution islamique est un devoir qui incombe à tous les Croyants et aux propagandistes de la Foi. L'envoi des étudiants du Maghreb en Iran, pour qu'ils apprennent, est un devoir impératif, afin, avec la grâce de Dieu, de contribuer à resserrer l'étau sur les ennemis de l'Islam, qui sont en train d'agoniser, et de mourir de façon irréversible. (Un verset du coran illisible). Je prie toujours, pour tous les Croyants, je n'ai plus d'argent. Salutations. Celui qui t'a mensongèrement dénoncé est un marocain, il s'appelle Abdhel-Hamid Badaoui, on l'appelle aussi Hassan le Marocain.

### LETTRE N°3

Au nom du Très haut, paix à vous,

Le nom de celui qui nous a mensongèrement dénoncés est Hassan le Marocain, de son vrai nom (nom barré). Je n'ai jamais mangé et ne mangerai jamais de la viande prohibée. Grâce à Dieu.

Je n'ai pas confiance en l'avocate, car elle essaie de me piéger. Me disant d'avouer un minimum, "afin que nous puissions to faire apparaître comme ayant joué un rôle secondaire" . Mais je lui ai dit que je n'ai pas participé, et que je ne sais rien des attentats. Je suis persuadé qu'elle fait partie des services de renseignements, car elle s'est beaucoup trompée, avec moi. Moi, de mon côté, je continue de jouer à l'imbécile, Dieu me donne la possibilité de le faire. Je n'ai pas d'argent, je suis Fouad Saleh, mon numéro à Fleury est le 160 874 P (adresse) . Mon numéro ici est 230 855 E, cellule 3027 - La Santé.

Je te remercie beaucoup pour le conseil. Si to sors, informe l'un des croyants au Liban, au numéro suivant : 313 611. Il s'appelle Hajj Abou-Fatmeh. Sa fine s'appelle Fatmeh. Il habite Bir el-Abed. Dis lui d'aider ma femme, financièrement, jusqu'au jour où la volonté divine fera en somme que nous soyons libérés. Dis-leur de lui envoyer un salaire mensuel, et un autre à moi. J'insiste et insiste encore. Je meurs de faim.

A cause de la mauvaise nourriture. Je le jure. (adresse). Elle s'appelle Karima Ferahi. Elle est confiée à votre protection et à vos soins. Il convient aussi d'envoyer de l'argent au frère Mohamed Issa, le Tunisien, qui omit profondément en Dieu. (deux mots effacés).

Il faut lui envoyer au moins 1000 frs. chaque mois. Je ne sais pas ce qu'il devient, renseigne toi à son sujet auprès de son avocat, dans le cabinet du juge d'instruction. Il faut envoyer aussi une Somme mensuelle de 1000 frs à son épouse, restée en Tunisie. Tu peux avoir son adresse auprès du Tunisien qui tient une pâtisserie, rue de Chartres, près du restaurant de Mohamed Issa. J'indique que Mohamed est pauvre, il est père de trois enfants, il est le seul à avoir souffert et résisté. Le numéro à contacter au Liban est 313 611.

Salutations.

Les trois qui m'accusent injustement, et ils le savent, sont : Fathi Bourguiba, Hassan Aroua, tunisien ; Hassan le Marocain, qui est en réalité (Nom rayé).

Tâche de transmettre intégralement mon message pour que la protection de Dieu nous couvre. Surtout prendre en considération le cas du frère Mohamed Issa, de sa femme et de ses enfants, comme je te l'ai indiqué précédemment.

Tu trouveras

leur adresse chez le pâtissier qui se trouve rue de Chartres, face au restaurant de Issa. N'oublie pas le message inscrit sur le mur, dès to sortie.

Salutations.

#### LETTRE N° 4

Au nom du Très Haut, paix à vous,

N'oublie pas le message au frère Nizar el-Zein : il ne doit en aucune manière se rendre dans un pays d'Europe Occidentale. C'est un policier qui me l'a dit. Contacte les Croyants à ce numéro 313 611. Dis-leur d'envoyer un salaire mensuel à ma femme jusqu'au jour où Dieu nous libèrera. Cela pourrait être sous forme d'un prêt, par exemple. Qu'ils n'oublient surtout pas d'envoyer un salaire mensuel à l'épouse de Mohamed Issa, le propriétaire du restaurant, chez le pâtissier, qui se trouve face au restaurant de Mohamed, à Barbès, rue de Chartres. D'envoyer également de l'argent à Mohamed en prison. Il faut qu'ils envoient à chacun de ceux que je viens de nommer une somme de 1000frs. Mohamed Issa est père de trois enfants. Ils sont en Tunisie. Tâche d'apprendre par c\_ur le numéro de téléphone, surtout ne le prend pas avec toi. Si to l'oublies, demande à Hajj Hussein, il le connaît par c\_ur. Le propriétaire de ce numéro s'appelle Hajj Abou Fatmeh, car sa fille s'appelle Fatmeh, à Bir el-Abed. Les autres se sont détournés et ont ment. Ils n'ont aucune parole, et n'ont pas de dignité chez les Musulmans. Informe toutes les autorités, officielles et autres, qu'il convient de centrer leurs efforts sur la communauté islamique du Maghreb, d'envoyer des missions estudiantines en République islamique, en nombre important. Ce procédé contribuera à élargir le champ d'affrontement avec les forces infidèles, et à resserrer l'étau sur elles. Ce qui ne manquera pas de les affaiblir face aux Musulmans, partout dans le monde. L'envoi de livres et de cassettes est un préalable essentiel pour le succès de ce programme, avec l'aide de Dieu.

Mon testament : si la volonté de Dieu décide que je m'éteigne dans ce pays tyrannique, je souhaite ardemment être enterré aux côtés du martyr Ragheb Harb, au Liban et non en Tunisie. Je voudrais que ma dette de 1000 Frs envers Mohamed soit acquittée, et de 500 Frs envers Farid l'Algérien aussi, Farid Roumi, que le frère Haidar connaît.

Je souhaite également que ma femme ne reste pas en France si je décède, mais qu'elle parte au Liban avec mon fils Rouhallah (le prénom de l'Imam Khomeini NDT). Je les confie à votre garde et à votre protection. La mémoire de l'homme subsiste dans la protection fournie aux siens.

La mission : c'est de politiser la religion et de sacraliser la politique. C'est là un point fondamental, qui permet d'affronter l'idolâtrie dans le monde jusqu'au jour de l'apparition du Compagnon du Siècle (le 12<sup>e</sup> Imam, occulté en attendant le jour du Jugement NDT) (...) que Dieu hâte son arrivée et facilite sa sortie. Afin que nous réussissions notre combat sur la Voie de Dieu, et mourrions pour lui. Paix et salutations à vous.

Où est passée votre lettre ? Si tu pouvais m'envoyer un peu d'argent, car je meurs de faim. Leur nourriture est immangeable. Si cette situation persistait, je mourrais de faim. Dieu est généreux. Ne m'oubliez pas, que tous les Croyants prient pour moi. Tu m'avais dit que celui qui récite un verset ou une prière sera au combat aux côtés de l'Imam Mahdi. Quels sont ces versets et cette prière, ainsi que la parole du prophète ? Je les réciterais, afin de parvenir à lutter aux côtés du Compagnon du siècle. Dis au Frère Haidar de se procurer un livre d'une grande importance, dont le titre est "les dossiers noirs de la Police Française" .

Si vous étiez libérés, toi et ma femme, dis à celle-ci de prendre tous mes livres chez l'épouse de Fathi le Tunisien. Mon adresse à l'extérieur, et celle de ma femme : 2, rue des Trois Frères, téléphone 42517842. Le numéro de téléphone de Fathi le Tunisien est 45787648 à Champigny. Son épouse s'appelle Madame Nadia.

#### LETTRE N°5

Au nom du Très Haut,

Informe toutes les instances et autorités islamiques, officieuses et officielles, et tous les Croyants, d'avoir à \_uvrer jour et nuit pour porter le flambeau de la révolution de l'Imam Khomeini, dans le cadre du gouvernement du docte ( Wilayat el-Faqih ), jusqu'à l'apparition de l'Imam al-Mahdi, que Dieu hâte son retour. J'insiste beaucoup sur le rôle sensible que la propagande peut jouer dans l'approfondissement de ce concept, et dans son ancrage dans l'âme du Croyant. J'entends par concept celui de la révolution islamique mondiale, notamment la politisation de la Foi et la sacralisation de la politique. Les responsables des services de renseignements et de la police essaient par tous les moyens de nous convaincre que la seule voie valable, pour résoudre l'ensemble de ces problèmes, est d'accepter le fait accompli, la résignation, et de s'accommoder de solutions capitulaires. Soyez tous vigilants, et prenez garde à ce danger qui guette tous les Musulmans. La peur qui fait plus trembler l'Occident est la violence défensive islamique révolutionnaire, autrement dit, le Jihad dans la voie de Dieu, le boycottage économique et commercial. L'application de ces deux facteurs, à savoir, le Jihad et le

boycott économique et commercial, est susceptible de vaincre l'Occident despotique, agresseur de tous les opprimés dans le monde. Le Jihad pour la gloire de Dieu est par l'esprit et par les armes. Par l'esprit, entendons l'esprit islamique qui constitue un barrage indestructible, qui nous protège de l'infiltration des venins, et sera un rocher sur lequel viendront se briser toutes les idées vénéneuses à caractère scientifique.

Quant à la lutte armée, il convient que tous les Musulmans soient tenus d'apprendre le maniement des armes sous toutes leurs formes, afin de défendre l'intégrité de l'Islam et des opprimés sur terres, à tout moment et partout. Le boycottage économique et commercial se fera suivant les instructions des deux Imams, et selon lesquelles on sera tenu de ne pas acheter de produits à la grande ennemie de l'Islam, porteuse de flambeau de la Chrétienté, ni à sa fille aînée ; de n'acheter ni à l'une ni à l'autre, pas même un crayon, ou du fil. Ainsi contribuerons-nous à l'aggravation de la crise économique, du chômage et de la pauvreté dans ces pays, afin de les occuper à résoudre ces problèmes, et à les éloigner ainsi de nous.

Un haut responsable de l'appareil policier m'a dit qu'ils essayaient de restaurer leurs relations avec la république islamique, mais en vain. J'ai répondu : “vous la combattez, tout en voulant en tirer profit, c'est la pire des hypocrisies”. Je lui ai indiqué que les responsables du régime de la république islamique ne sort pas comme les agents des autres pays musulmans et arabes, qui font semblant de combattre l'Occident tyrannique, mais signent, par derrière, des marchés qui les inondent de dollars. J'ai ajouté : “ précisez votre attitude. Etes-vous avec nous, ou contre nous? Donnez nous des preuves de votre bonne foi, si vous dites vrai”. La propagande, la propagande, et encore la propagande. Cela signifie des livres, des cassettes, et entraînement militaire. Ce sont les conditions fondamentales, objectives et naturelles, du triomphe de Dieu. Gloire à Dieu, paix et prière sur son prophète Mahomet et les siens.

Je t'avais écrit une lettre et l'avais mise dans l'endroit que tu m'avais indiqué. Mon testament si je meurs en prison, je voudrais être enterré aux côtés de la tombe du martyr Ragheb Hate. Je vous confie ma femme et mon fils, ils sort sous votre protection. N'oublie surtout pas d'informer les instances d'envoyer de l'argent au frère Mohamed Issa, ainsi qu'à sa femme. Obéir à l'Imam Khomeini et se fondre dans cette obéissance sont des impératifs absolus. La propagande et la guerre sainte, avec les biens, et les personnes. Lire le Coran, et prier pour moi, ainsi que pour tous les Croyants détenus dans les geôles de l'idolâtrie.  
Salutations.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK

Le Kurdistan, les Kurdes de Turquie

Le Kurdistan s'étend dans une zone montagneuse (Chaînes du Taurus et du Zagros), répartie entre les Etats-Nations suivants :

- . Sud-est de la Turquie 9 à 10 millions de Kurdes
- . Nord-ouest de l'Iran 4 à 5 millions de Kurdes
- . Nord de l'Irak 3 à 4 millions de Kurdes

. Nord de la Syrie +/- 5 à 700 000 Kurdes

. Arménie soviétique +/- 2 à 300 000 Kurdes

. Liban: +/- 70 à 100 000 Kurdes

Au total, selon les sources, de 16 à 20 millions de Kurdes : ils sont donc le quatrième groupe ethnique au Proche-orient, après les Arabes, les Perses et les Turcs.

Indo-européens, musulmans sunnites, indomptés même sous les Mongols de Genghis Khan et de Hulagu, les Kurdes sont maltraités -sinon pire- dans la plupart des pays de la région

. En Iran : négation culturelle à peu près totale, propagande révolutionnaire-islamique, activité missionnaire des chi'ites Perses.

. En Irak: persécutions massives, déportations, massacres, destruction de villages entiers, usage de gaz de combats (plus de 5000 morts civils dans le bombardement aux gaz de la ville de Halabja en 1988, notamment).

. En Turquie où les Kurdes représentent, selon les sources, de 10 à 15% de la population, les autres minorités (Grecs, Arméniens, Juifs) peuvent préserver leur culture, faire usage de leur langue. Pas les Kurdes. Officiellement ils ne sont connus que comme les "Turcs des montagnes"; les activités culturelles autonomes leur sont le plus souvent interdites, comme, jusqu'à une date récente, l'usage écrit de leur langue (proscrite depuis 1924). L'action du PKK, et le désir de la Turquie de présenter un visage libéral à la communauté européenne, ont cependant conduit le gouvernement Turc à faire des efforts non négligeables de développement économique dans le sud-est du pays, ces trois dernières années.

#### Les organisations politico-militaires Kurdes

Il s'agit essentiellement du Parti Démocratique du Kurdistan Irakien (PDK) fondé par Mustafa Barzani, en état de guérilla depuis la fin des années 60.

Il est désormais dirigé par son fils Massoud; et de l'Union des Patriotes du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani. Ces organisations sont considérablement plus puissantes, en termes de forces militaires, d'implantation, d'alliances etc., que le PKK.

L'accord d'Alger (1975) entre Saddam Hussein et le Chah d'Iran, portant notamment sur le partage des eaux du Chott el-Arab a eu pour conséquences la quasi-interruption de l'aide militaire de l'Iran impérial -et des Etats-Unis- à Barzani. Cette aide, considérable depuis le début de 1974, avait permis aux guerriers du Mollah Barzani de libérer une partie importante de leurs terres d'Irak. La fermeture du robinet Iranien les contraignit à se retirer de leurs "sanctuaires" et provoqua une scission au sein du mouvement Kurde (celle de l'UPK).

Le PKK a d'abord été allié au PDK -du bout des lèvres; une rupture se produit au premier massacre de "gardes de villages" commis au Kurdistan Turc. Mais au printemps 1987, un accord est conclu (livraison d'armes lourdes, etc.) entre le gouvernement Iranien et l'UPK de J. Talabani. Un an après, un rapprochement (lui aussi très flou, de convenances) est annoncé

entre le PKK et l'UPK

Un mouvement islamiste Kurde semble aussi apparaître, en Turquie tout au moins. En 1987, la presse Révolutionnaire-Islamique de Téhéran s'est faite avec complaisance l'écho des activités (sporadiques) d'un "Parti Islamique du Kurdistan" et de "Gardiens de la Foi" Kurdes.

### Le Parti des Travailleurs du Kurdistan / PKK

Histoire, organisation

La création du PKK est un effet pervers de la vague de maoïsme qui a balayé la jeunesse estudiantine de Turquie, au même titre que ses homologues du reste de l'Europe, dans la seconde moitié des années 60. Dans un pays où le Trotskisme est toujours resté embryonnaire, ce sont les équivalents locaux de notre "Gauche prolétarienne", très actifs depuis 1965-66, qui vont déclencher le "Mai 68" Turc. Qui dure -un peu comme le "Mai rampant" Italien une bonne partie de 1968 et 69. A la tête des luttes, la "Fédération de la Jeunesse Révolutionnaire" -Dev. Genc- qui décide rapidement de se doter d'un "bras armé", comme les "Mao" italiens. Ces Brigades rouges locales prennent le nom d' "Armée de Libération du Peuple Turc" -ALPT. Dirigée par deux jeunes Kurdes, Denis Gezmis et Mahir Cayan, cette "armée" météorique commet, entre février 1971 et mars 1972, des attentats très spectaculaires : enlèvement de soldats et de techniciens américains, campagne de bombes, assassinat d'un consul d'Israël. Dev. Genc dissous, Mahir Cayan abattu (mars 72), Denis Gezmis pendu (mai 72), l'ALPT disparaît. Les jeunes révolutionnaires qui veulent continuer le combat sur "une base de classe" créent ultérieurement d'autres Organisations communistes combattantes comme "Voie révolutionnaire" -Dev. Yol- ou "Gauche révolutionnaire" -Dev. SoL. Ceux qui, en revanche et même s'ils restent marxistes-léninistes, mettent en avant la revendication nationale Kurde vont poser les fondations du PKK -Parti-ye Karkaran i Kurdistan- le Parti des Travailleurs du Kurdistan.

A leur tête Abdallah Ocalan "Apo", aujourd'hui âgé de 42 ans, ancien de Dev. Genc et de l'ALPT. Son objectif ? Créer un Dev. Genc et une ALPT Kurdes, d'un marxisme-léninisme tout aussi rigide. Qui explique l'air de famille -langue de bois, méthodes sanglantes, mélange explosif de léninisme grossier et de nationalisme exalté, personnalité et profil du leader- entre le PKK du Camarade Apo et le Sentier Lumineux du Camarade Gonzalo Abimaël Guzman.

Le programme du PKK est simple comme bonjour : créer un Etat Kurde, marxiste-léniniste, indépendant, en Turquie mais aussi en Irak, en Iran, en Syrie. La partie du Kurdistan sous contrôle soviétique ? Un oubli sans doute...

Les militants du PKK (hors émigration) sont le plus souvent jeunes (18/25 ans) peu ou pas éduqués : bergers, ouvriers, travailleurs agricoles, chômeurs. "Recrutés" souvent de gré, parfois de force, ces jeunes sont emmenés au Liban, via la Syrie, et formés à la guérilla et à la doctrine du PKK dans les deux camps du Parti de la vallée de la Bekaa.

En amont, le PKK s'est doté en 1985 d'un Front de Libération Nationale en bonne et due forme (Eniya Ruzgariya Netwa Kurdistan / ERNK); également

présidé par A. Ocalan, il regroupe, au-delà du PKK, des associations affiliées, en Europe en Iran et en Syrie. Sa base principale est à Athènes, où réside son porte parole Mehmet Silopi. L'ERNK n'a pas vraiment mordu sur la clientèle des autres mouvements Kurdes. En aval du Parti, pour la conduite de la lutte armée, se trouve l' "Armée Populaire de Libération -On ressent l'influence maoïste- du Kurdistan" , ARGK.

## Chronologie

1973

Une vingtaine d'étudiants kurdes de l'institut de sciences politiques de l'université d'Ankara créent l'ancêtre direct du PKK, l' "Association démocratique et patriotique d'éducation supérieure d'Ankara".

1979

Après implantation de groupes sympathisants au Kurdistan Turc et à la faveur de l'anarchie qui règne alors en Turquie, le PKK se constitue officiellement et proclame peu après son passage à la lutte armée. En avril, les militaires Turcs imposent au gouvernement social démocrate de Bülent Ecevit l'instauration de la loi martiale dans les provinces du sud-est Turc. 1980 Septembre : l'armée (re) prend le pouvoir en Turquie. Interdiction formelle de toute activité Kurde quelle qu'elle soit. L'état-major et les cadres du PKK passent en Syrie.

1981

La répression s'abat (entre autres) sur le PKK; plus de 2000 de ses adhérents et sympathisants sont emprisonnés. Procès de 447 de ses militants; 243 condamnations à mort; peu d'exécutions cependant.

1983

La violence qui peu à peu s'installe en Anatolie orientale trouve son origine dans l'exacerbation de la guerre Irak-Iran. Avec l'aide de ce dernier, des guérilleros Kurdes libèrent une partie de leur territoire, aux confins Irako-Turcs. Installé lui aussi dans ce "sanctuaire", le PKK lance des attaques de l'autre côté de la frontière, notamment dans la province Turquie/Kurde de Hakkari.

Mai : L'armée Turque passe pour la première fois la frontière Irakienne et poursuit les guérillas Kurdes dans la bande montagneuse de +/-70 km. où elles sont installées.

1984

Août : Création des "Unités de Libération du Kurdistan" (ULK) et reprise des combats entre guérilleros du PKK et militaires Turcs : attaque de deux gendarmeries et d'un mess d'officiers, à Eruh et Semdili.

Octobre : La Turquie et l'Irak se reconnaissent par voie d'accord un droit de poursuite des guérillas Kurdes dans une zone de 10 km. de profondeur, le long des 230 km. de leur frontière commune. Immédiatement l'armée Turque en profite pour frapper en Irak.

1985

Mars : Le PKK crée une superstructure politique à vocation unitaire, le "Front de Libération Nationale du Kurdistan" (ERNK), basé à Athènes.

1986

Une sorte d'état d'urgence, ou de guerre, règne désormais dans les 11 provinces du sud-est de la Turquie, placées sous les ordres d'un "gouverneur spécial". Création des "gardes de villages", milice Kurde encadrée et payée (175 dollars US. par mois, somme coquette pour la région) par les autorités Turques. Depuis 1983, le nombre de guérilleros du PKK actifs au Kurdistan Turc aurait triplé. Création, durant l'été, de l'"Armée Populaire de Libération du Kurdistan", qui remplace les ULK, signe du "passage de l'étape de la propagande armée à celle de la fondation d'une armée de guérilla".

Août : Incursion militaire Turque au Kurdistan Irakien.

1987

Mars : Incursion militaire Turque au Kurdistan Irakien. La dernière de ce type : les Iraniens, désireux de protéger leurs alliés Kurdes, signalent à la Turquie qu'ils s'en prendront, en cas de récurrence, au pipe-line Irak-Turquie, vital pour ces deux pays.

Juin : Des guérilleros du PKK massacrent une trentaine de "gardes de villages" et de leurs proches dans le village de Pinarcik. Cette action est violemment critiquée par les autres mouvements Kurdes. Le PDK de Massoud Barzani dénonce son accord (portant sur un soutien logistique en territoire Kurde Irakien) avec le PKK. En tout, pour le premier semestre de 1987, plus de 80 morts au Kurdistan Turc. (civils, guérilla, militaires). Par la suite, les guérilleros concentrent leurs attaques sur des cibles plus "dures" : les forces de l'ordre principalement.

Octobre : signature par Turgut Ozal et Hafez el-Assad d'un protocole d'accord Turco-Syrien, portant notamment sur les affaires de sécurité. Ozal ne manque pas d'arguments : d'abord celui des eaux de l'Euphrate. En Turquie orientale, un colossal "Projet-Anatolie du Sud-est", 20 milliards de dollars, prévoit un ensemble de barrages, de centrales hydro-électriques et de systèmes d'irrigation, sur le cours supérieur du Tigre et de l'Euphrate, le tout destiné à mettre en valeur la partie la plus défavorisée du pays... Notamment le Kurdistan. Trois barrages, Keban, Krakaya et Atatürk sur le haut cours de l'Euphrate, vont désormais permettre à Ankara de contrôler le débit de la seule grande voie d'eau régionale, vers la Syrie et l'Irak. La Syrie, notamment, va voir son agriculture menacée par une réduction du flot, sans oublier sa production hydro-électrique et même l'eau potable des grands ensembles dans les villes syriennes. Assad est donc contraint de faire une (modeste) concession : l'état-major du PKK quitte Damas pour la plaine de la Bekaa.

1988

Au début de l'année les autorités militaires Turques estiment à 1000 le nombre des guérilleros PKK, bien armés, présents en Turquie.

Janvier août 1988 : 258 attentats, embuscades, etc. au Kurdistan Turc. Il y en avait eu 143 pour la période comparable de 1987

Août : violente offensive de l'armée Irakienne. Objectif : créer en zone Irakienne un "cordon sanitaire" dépeuplé, de 30 Km. de profondeur, le long de la frontière Turque. Plusieurs dizaines de milliers de Kurdes s'enfuient en Turquie, et 30 000 y restent comme réfugiés.

A la fin de l'année, et depuis la reprise en force de la guérilla (Août

1984) il y a eu au Kurdistan Turc 552 morts (civils, guérilla, militaires) dont 296 guérilleros du PKK, 61 femmes et 63 enfants. Chiffres officiels : il y aurait eu en réalité près de 3000 morts. Pour la seule année 88 : 257 morts, 150 blessés, 683 condamnations.

1989

Au 1<sup>er</sup> trimestre, arrestations massives au Kurdistan turc : plus de 4000 militants et sympathisants du PKK. A partir de mai, retour de manivelle : la violence redouble. Le théâtre d'opération du PKK s'agrandit vers le nord de la Turquie (15 mois dans la province de Van en août). Si le PKK n'a pas (encore ?) réussi à implanter une guérilla "à l'Algérienne", il se livre à une activité "militaire" diversifiée. Dans les villes : attentats à la bombe contre des bâtiments officiels, attaques à main armée, assassinats, enlèvements; coups de main dans les villages (21 morts, des "gardes" du village d'Ikikaya, en novembre). Désormais s'opposent sur le terrain (+/-) 15 000 "gardes de villages", les forces de l'ordre Turques (gendarmes, militaires, policiers, renseignement) (+/-) 40 000 hommes et les guérillas du PKK, difficiles à cerner-"Bergers le jour, terroristes la nuit"- mais sans doute près de 2000 hommes. On compte à présent jusqu'à 70 morts par mois.

#### Allégeances et alliances

Depuis sa fondation, le PKK entretient des liens privilégiés avec la Syrie de Hafez el-Assad; alliance rendue publique par l'installation de l'état-major du Parti à Damas en 1980, après le coup d'Etat des militaires Turcs, puis dans la partie du Liban sous contrôle Syrien en 1987. Cela tient-il au fait que le chef historique du PKK, Abdallah Ocalan "Apo" est un "Alévi", un Alaouite ? Possible; encore que les Alaouites de Turquie, les vrais, et les Alaouites/ Nusaïri de Syrie aient entre eux de considérables différences. Malgré les promesses faites par Hafez el-Assad à Turgut Ozal (alors premier ministre de Turquie) en 1987 (et depuis...) rien ne permet de dire que ces liens étroits se sont distendus.

Preuve de cette proximité continue : le PKK s'est toujours trouvé en bons rapports avec les autres mouvements (mi-guérilla, mi-terrorisme) patronnés par Damas : Palestiniens tout d'abord, notamment, vers 1972-74, certains éléments de ce qui sera ultérieurement le PKK collaborent avec le Commandement des Opérations Spéciales à l'Etranger du FPLP, dirigé par Wadi Haddad. (Voir à ce propos "La Nébuleuse : le terrorisme du Moyen-Orient", Fayard, 1987)

Mais aussi... Arméniens. Le fait, ennuyeux, que le Kurdistan historique et l'Arménie historique se recouvrent, en Turquie, à 70% n'a pas empêché le PKK de conclure en avril 1980, à sons de trompe, une alliance avec l'Asala; au Liban, bien sûr. Ce rapprochement contre nature n'a pas produit grand-chose et l'assaut des troupes Turques au Kurdistan Irakien, en mai 1983, semble avoir mis fin au rêve de l'Asala : implanter un maquis en Arménie Turque à partir d'une base arrière Irakienne située en "zone libérée-PKK".

La grave crise affectant la minorité musulmane Turque de Bulgarie a poussé ce pays à soutenir (en tout cas jusqu'à l'automne 1989; la situation est plus confuse depuis) le PKK, afin de s'assurer un atout lors d'une éventuelle négociation. Le contact était assuré par le consulat général

Bulgare d'Alep, au nord de la Syrie, dont les “diplomates” parlent, dit-on, le Turc et le Kurde mieux que l'Arabe...

Plusieurs sources sérieuses font état d'un rapprochement entre le PKK (malgré son marxisme-léninisme) et la République islamique d'Iran. Au Liban, des contacts fréquents ont en effet été constatés depuis un an entre cadres du PKK et du HizbAllah; la presse Turque, elle, a violemment dénoncé en octobre 1989 la présence de deux camps d'entraînement du PKK en Azerbaïdjan Iranien. Démentis vertueux, évidemment, de Téhéran...

### Activité en Europe

Depuis son origine, le PKK vise deux objectifs stratégiques d'égale importance : enraciner la lutte armée au Kurdistan Turc, et s'implanter en Europe occidentale. Objectif final du second volet stratégique : y prendre le contrôle de l'importante communauté d'émigrés et de réfugiés Kurdes de Turquie. Ils sont en effet plus de 600 000 en Europe, dont une moitié au moins en RFA. C'est d'ailleurs dans ce pays que le PKK a implanté son état-major politique. Au nord de notre continent, le PKK est présent en Suède, où réside généralement son porte parole pour l'Europe, l'avocat Hussein Yildirim; en Hollande, au Danemark et en Suisse. Au sud -hostilité à la Turquie oblige le PKK est toléré en Grèce et dans la partie Hellénique de Chypre.

La reprise en force de la lutte armée au Kurdistan Turc, en 1984, a été accompagnée d'une importante offensive du PKK en Europe. Dès 1983 avait été créé en France une “Association des Ouvriers Patriotes du Kurdistan” très proche du PKK, implantée notamment à Strasbourg. Mais, comme tous les mouvements marxistes-léninistes, ce parti est déchiré par des querelles idéologiques souvent fratricides, surtout dans l'émigration. La direction du PKK s'est donc lancée, en 84, dans une entreprise de reprise en main à base d'intimidation et d'élimination physique des “collabos” de la Turquie et de ses propres défecteurs. Dès 1984, de ce fait, 18 militants PKK ont été expulsés d'une Suède pourtant fort généreuse en matière d'asile politique. Assassinats, incendie de locaux : entre la Suède, la Suisse, la RFA, le Danemark.. et la France, une vingtaine de morts entre 1985 et 87.

A Paris, Mustafa Aktas, militant du “Front de Libération Nationale du Kurdistan”, une superstructure du PKK, est assassiné en décembre 1985 par des “agents de l'Etat Turc” selon ses amis. En réalité par les pistoleros d'un groupe rival. En juin 1987, c'est au tour du président de l' “Association des Travailleurs du Kurdistan”, rivale du PKK, Hussein Akadunduz d'être abattu. Les deux meurtres se produisent au carrefour Strasbourg-Saint Denis, c\_ur du “Quartier Turc” du Sentier. En octobre 1988, toujours à Paris, les militants du PKK ont interrompu le concert d'un chanteur Turc -Kurde d'origine- fort connu dans son pays, et l'ont contraint à se prononcer, en scène, en faveur du PKK.

En février 1990, plus de cent cinquante militants du PKK se heurtent aux forces de l'ordre, à Paris, devant le Grand Palais, au moment où le président Mitterrand inaugure l'exposition “Suleiman le Magnifique” en compagnie de son homologue Turc, Turgut Ozal.

La vie de combats, de souffrances et de sacrifices de Seyyed Ali Khamene'i

(Cette note autobiographique a été écrite par Ali Khamene'i en 1984)

“Je suis né en 1939 dans la ville sainte de Mechhed. J'ai commencé mes études de théologie après être sorti de l'école primaire. J'ai passé les stades élémentaires du cycle d'études religieuses, et ai suivi, au sein du programme d'études islamiques, les cours de littérature Arabe, de théologie, de tradition coranique, de logique et de jurisprudence, niveau supérieur, au centre théologique de Mechhed. Au nombre de mes maîtres, j'ai compté Cheikh Hachim el-Qazvini et l'Ayatollah Milani. Après quoi, j'ai été m'établir à Nadjaf, en Irak.

En dépit de la fascination que je ressentais pour l'enseignement superbe dispensé au centre théologique de Nadjaf, pour les cours de Grands Ayatollah comme le défunt Mohsen el-Hakim, de Seyyed el-Kho'i, et Seyyed el-Shahrudi, et de Cheikhs comme el-Zanjani, el-Bijnawardi, dont j'ai immensément profité durant mon court séjour, j'ai dû retourner en Iran pour des raisons familiales.

Début 1958, je me suis établi dans la sainte cité de Qom, et ai suivi l'enseignement de Grands Ayatollah, aujourd'hui défunts, comme el-Boroudjerdi et el-Ha'iri, et de l'Imam Khomeini. Là, sous la direction de ces enseignants renommés, mes études supérieures ont porté sur la jurisprudence, la logique et la philosophie. J'en suis reparti en 1964, pour revenir dans la ville sainte de Mechhed. Mais en 1962 éclata le grand soulèvement islamique contre le régime corrompu des Pahlevi, dont le centre théologique de Qom fut le foyer. Je fus alors entraîné par ce mouvement : déjà mon cœur et mon âme débordaient d'idées révolutionnaires-islamiques, et ce soulèvement était pour moi le moyen de concrétiser cet idéal. A ce moment, ma vie a pris un tour nouveau. En plus de mes activités parmi la jeunesse combattante du centre, l'Imam de l'Oumma (R. Khomeini, NDT) me chargea de porter des messages à l'Ayatollah el-Milani et aux Ulémas du Khorasan sur la lutte des peuples musulmans d'Iran contre la dictature du Chah. C'était durant le mois de Moharram 1963. Je me suis aussi rendu à Birjand pour mobiliser les masses contre le régime corrompu. A ce moment-là, le soulèvement s'étendait à tout le pays.

J'ai été arrêté pour la première fois à Birjand par les sbires du Chah durant les jours sanglants de Moharram. On m'a mis les menottes, et envoyé à la prison centrale de Mechhed. A ma libération, je suis retourné à Qom. Vers la fin 63, l'Imam m'a envoyé à Zahedan, pour une mission identique. Après y avoir fait plusieurs discours mobilisateurs dénonçant la vraie nature du régime du Chah, j'ai été à nouveau arrêté, ce qui a mis fin à ma mission. Cette fois-ci, j'ai été conduit à Téhéran et incarcéré dans la prison de Qazal Qal'ah. En 1964, en compagnie de plusieurs diplômés et enseignants de Qom, j'ai envisagé l'organisation de rassemblements politiques islamiques, et la création d'une organisation politique clandestine. Mais la police du Chah a poursuivi sa répression, et certains de nos amis, parmi lesquels les Ayatollah Montazeri et Rabbani ont été arrêtés, en compagnie de nombre de nos frères. Je suis passé dans la clandestinité pour un an environ.

Je suis revenu à Mechhed en 1964. A partir de là jusqu'en 1967, en plus de mon enseignement supérieur de théologie et d'exégèse du Coran, j'ai organisé le travail politique et idéologique dans le Centre et dans la

communauté de Mechhed. Cette tâche incluait la mobilisation des religieux combattants, qui, à leur tour, incitaient le peuple à la lutte contre le Chah corrompu et ses laquais

et prêchaient la Révolution Islamique dans toute la ville. C'est en fait mon travail qui a déclenché l'agitation révolutionnaire à Mechhed, cette année là et toutes les suivantes.

Mes grandes conférences sur le Glorieux Coran, à Téhéran et dans d'autres cités, faisaient salle comble, ce qui, à l'époque n'était pas fréquent. Ces conférences, et les brochures que je publiais, m'ont valu la prison à de nombreuses reprises entre 1967 et 1970. La lutte armée contre le régime du Chah débuta en 1969. La répression de l'ancien régime (en français dans le texte, NDT) s'accrut, notamment contre moi, car les autorités étaient convaincues que je jouais un rôle dans cette affaire. J'ai donc été arrêté pour la cinquième fois. Les agressions, les coups des larbins de la Savak nous ont convaincus que le pouvoir et le Chah étaient profondément inquiets des liens qu'ils entrevoyaient entre la lutte armée et les centres d'opposition religieuse au régime. Les autorités rejetèrent mes explications selon lesquelles mes sermons et autres activités politiques à Mechhed n'avaient aucun rapport avec la lutte armée.

Après ma libération, j'accrus encore le nombre de mes conférences clandestines sur le Coran et la Révolution Islamique. Entre 1971 et 1974, l'activisme islamique et la lutte clandestine se menaient à Mechhed à partir de trois mosquées; el-Karamah, el-Hassan et Mirza Ja'afar. Chaque semaine, ces conférences informaient des milliers de personnes sur la pensée Révolutionnaire Islamique; les préparaient au combat et au sacrifice pour la cause de l'Islam. Voilà pourquoi ces bastions étaient en butte aux attaques de la Savak. Nombreuses étaient les arrestations de ceux qui organisaient ces réunions, ou bien y participaient. La fermeture de nos mosquées eut pour effet d'éveiller l'intelligentsia Islamique et les jeunes révolutionnaires de Mechhed. Cela me permit de multiplier les réunions plus restreintes et plus spécialisées et d'insuffler l'esprit révolutionnaire à la jeunesse, dans une ambiance plus sûre et plus libre. Cela me permit également d'élargir le cercle de mes activités à d'autres villes de la province de Khorasan, et même au-delà.

Durant ces années, mes étudiants et diplômés en théologie se dispersèrent pour se fixer dans de nombreuses villes, et cela fit que notre mouvement sacré se répandit encore plus loin. C'est alors que j'entrepris une des plus importantes de mes séries de conférences, sur le thème du Nadj el-Balagha ("Les sommets de l'éloquence" : une compilation des \_uvres de l'Imam Ali, sous forme d'un livre. NDT). C'était un programme d'enseignement étendu, dispensé chaque semaine à la mosquée El-Hassan à Mechhed, qui devint bientôt l'axe de l'entreprise révolutionnaire dans cette ville. Les pensées de l'Imam Ali y étaient exposées et expliquées. Ces conférences étaient ensuite retranscrites et polycopiées au Centre, puis distribuées au peuple de cette cité militante, à qui elles apportaient une lueur d'espoir.

L'année 1974 fut très dure. La Savak de Mechhed ne pouvait tolérer que notre grand centre Islamique (la mosquée de l'Imam Hassan, NDT) serve de foyer de propagande Islamique Révolutionnaire, et cherchait à se débarrasser de nous. Je fus convoqué à plusieurs reprises dans les bureaux

de la Savak et menacé. Des espions me surveillaient sans cesse, de ma maison à la mosquée, et vice-versa. Nombre de mes proches, qui organisaient avec moi ces conférences d'information politique, furent arrêtés. La Savak se doutait également qu'il existait un lien entre mes conférences et mes activités politiques clandestines. Je m'efforçai de couper tous les liens qui me rattachaient à mes amis, pour ne pas les compromettre quand finalement, en décembre 1974, la Savak prit ma maison d'assaut, m'arrêta et s'empara de tous mes écrits. J'en étais à ma sixième arrestation, et celle la fut parmi les plus dures. Je fus expédié à Téhéran et incarcéré dans des locaux de la Savak, à l'état-major de la police. Là je restai dans le noir, durant une période assez longue, dans une situation très précaire. Ils m'interrogeaient de la façon la plus brutale, me maltrahaient parfois jusqu'à l'épuisement. Il faut avoir vécu de telles situations pour se les imaginer vraiment.

Depuis 1971, la Savak était totalement persuadée de mes liens avec la lutte armée clandestine qui se développait dans le pays, et de mon rôle d'activiste et d'organisateur. Rien ne put les faire changer d'avis : ils me maltrahèrent et me torturèrent de la façon la plus cruelle. Quand je fus libéré, en 1975, je revins à Mechhed et repris le cours de mes conférences, mais ne pus poursuivre le programme de réunions publiques dans la mosquée el-Hassan. Qui plus est, depuis deux ans, j'étais sous le coup d'une interdiction de sortie du territoire. Simultanément, pendant toute cette période, et cela reste un très bon souvenir, j'organisai au Centre des conférences secrètes sur l'Islam pour les jeunes, un groupe d'étudiants combattants qui firent beaucoup pour imprégner notre Centre de l'esprit Révolutionnaire Islamique et furent ultérieurement très actifs durant la Révolution.

En 1977, avec un groupe d'érudits et de frères de Téhéran, j'entrepris de donner à la ligue des Uléma combattants une ampleur nationale. C'était le premier pas vers la constitution du Parti de la République Islamique. A la fin de cette année, je fus arrêté, torturé une fois encore et exilé pour une période de trois ans dans la ville d'Iranshahr, dans le sud du pays. Je fus libéré à la mi-1978 sous la pression du mouvement populaire qui s'amplifiait contre l'ancien régime. Je retournai alors à Mechhed et y conduisit la lutte de la population. A la fin janvier 1978, je fus nommé au Conseil Révolutionnaire Islamique (CRI) par l'Imam (Khomeini, NDT); cela me fut transmis par les Ahatollah Motahhari (martyr) et Montazeri. En février 1978, en compagnie de quatre de mes frères d'armes, j'annonçai la création du Parti de la République Islamique (PRI). Après quoi j'exerçai les responsabilités suivantes :

- . Membre du comité central du PRI (1979)
- . Secrétaire général du ministère de la défense, et représentant du CRI en son sein (décembre 1979),
- . Commandant des Pasdaran (décembre 1979), et
- . Imam de la prière du Vendredi à Téhéran (Janvier 1980).

J'ai commencé à écrire en 1963 et j'ai écrit, et traduit, un certain nombre d'ouvrages, au nombre desquels ont été publiés

- . "Conciliation de l'Imam Hassan" ,

- . “ Le rôle des Musulmans dans la libération de l'Inde” ,
- . “ Traîté de la patience” ,
- . “L'avenir de la religion musulmane” ,
- . “ Les profondeurs de la prière” ,
- . “Les grandes orientations de la pensée islamique, selon le Glorieux Coran” ,
- . “L'action politique de l'Imam el-Sadiq” ,
- . “Contre la civilisation occidentale” ,
- . “Les enseignements majeurs de l'Islam et des autres religions” .

#### Elements biographiques complémentaires

- Juin 1981 : grièvement blessé par un radio-cassette piégé par des “Moujahidin du Peuple”; il perd l'usage du bras droit,
- Octobre 1981 : élu président de la République islamique,
- Août 1985 : réélu président de la R. I.,

Devient “ guide et jurisconsulte” après le décès de l'Imam Khomeini en juin 1989,

L'Imam Ali Khamene'i est marié et a six enfants. il parle couramment l'Arabe et l'Azeri (turc)

#### Notes brèves

##### L'Imam Khomeini et le mysticisme

(Nous avons déjà publié d plusieurs reprises, dans les “N&E” des textes concernant la dimension mystique des personnalités dirigeantes de la R. L d'Iran, dimension sans doute unique au monde, et singulièrement de celle de l'Imam Khomeini. Sujet initiatique par excellence, le mysticisme fait très rarement l'objet de commentaires dans les sphères supérieures Iraniennes. En voici un, par l' élève et successeur de l'Imam Khomeini comme “Guide et jurisconsulte”.)

“Un autre domaine où il était passé maître, où il n'avait pas son égal au monde était celui du mysticisme. Le mysticisme est un domaine très spécial que l'on a peut aborder en usant de mots, de définitions, ni grâce à des articles ou à des discours. On peut parler de toutes les sciences, mais le mysticisme doit faire l'objet d'une expérience propre. Dans leurs les autres domaines du savoir, il faut savoir comprendre et dépeindre. Le mysticisme lui, est affaire de niveau à atteindre, d'immersion et d'abandon. Ceux qui atteignent les niveaux les plus hauts du savoir mystique en viennent, à considérer beaucoup de domaines d'étude- comme de simples voiles. Les sciences par exemple et encore beaucoup de domaines intellectuels que nous considérons comme très distingués, ne sont pour eux que de simples voiles. L'Imam, en raison de ses capacités personnelles, et

grâce à un maître remarquable, disent ceux qui les ont approchés tous deux, avait atteint des stades plus élevés que son maître mine. Il avait atteint un niveau d'élévation mystique plus haut que son maître, et cela ressort bien de ses oeuvres. Mais en d'autres domaines, les connaissances générales par exemple, ou divas autres sujets d'études, l'Imam était au niveau du reste d'entre nous.”

Ali Khamene' i,  
“Voix de la République islamique” 19/11/1989

Les 5 points fondamentaux du programme du Front du Refus Palestinien

“ 1°) La Palestine, ses peuples, font partie intégrante de la grande Nation Arabe.

2°) Libérer la Palestine signifie la libération de l'intégralité du sol Palestinien. La Palestine forme un tout indivisible et sa partition permet au colonialisme sioniste de poursuivre son annexion progressive, et ainsi son expansion au sein de la Nation Arabe.

3°) La Libération de la Palestine est l'affaire de tous la Nation Arabe. Le péril sioniste la menace route entière, de la mer à l'océan. Les palestiniens sont le fer de lance et l'avant-garde du combat Arabe : c'est là leur rôle et leur devoir. Dire que nous sommes uniquement Palestiniens et n'avons rien à voir avec la Nation Arabe revient à créer un nouveau mouvement phalangiste (chrétiens libanais NDT). Cette attitude est lourde de dangers pour la Cause Palestinienne.

4°) La lutte armée est la voie fondamentale pour libérer la Palestine. Les conférences et les réunions ne sont là que pour démontrer l'ouverture d'esprit des Palestiniens aux peuples du monde. En elles-mêmes, aucune de ces conférences ni de ces réunions ne nous rendront noire patrie, ne libéreront nos terres.

5°) L'unité nationale Palestinienne est one condition sine qua non pour la Libération de la Palestine. Cette unité exige une adhésion totale à la charte et aux principes fondamentaux de l'OLP. Touts violation de la charte, tout abandon de la lutte armée sont des coups mortels portés au combat Palestinien. Le triomphe de noire cause suppose l'unité de tous les mouvements de Résistance à l'extérieur de la Palestine, appuyée Par l'unité de tour dons les territoires occupés”

Khaled el-Fahoum  
Président et ports parole du Front de salut National Palestinien  
Radio al-Quds, 8/12/1989.